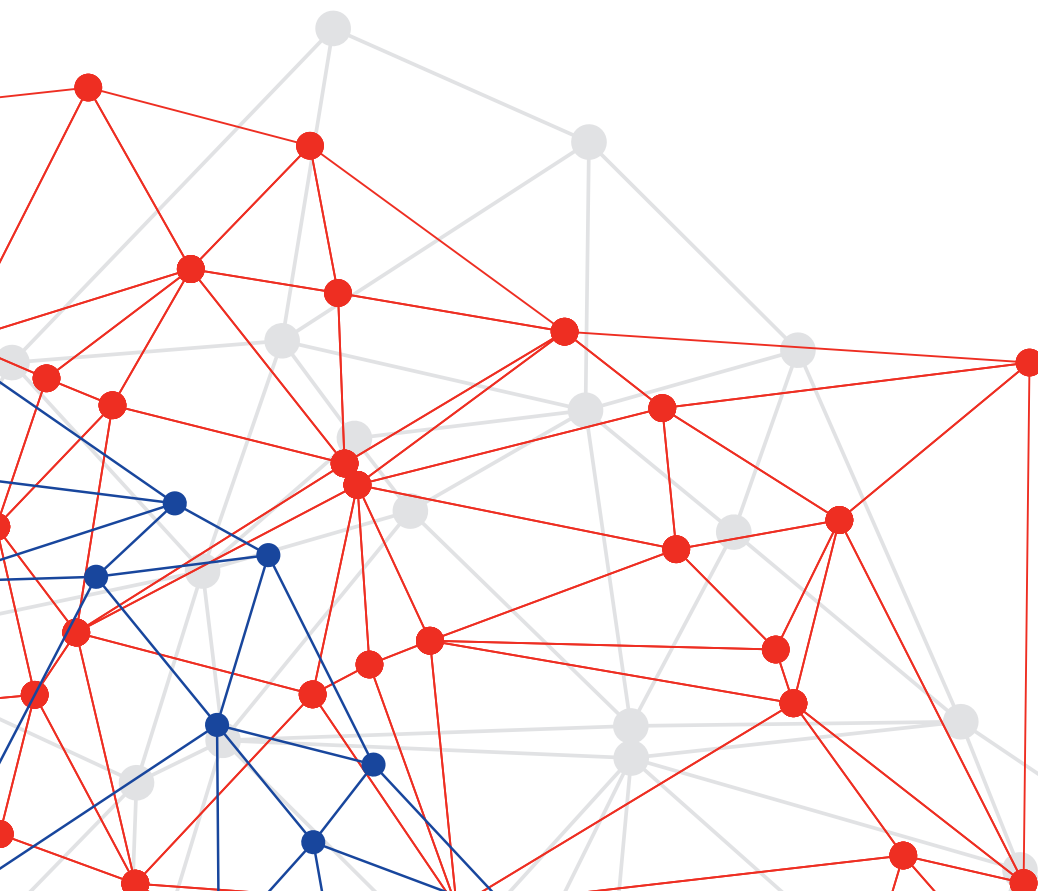




# LA CIA ET LA GUERRE EN UKRAINE : SAVOIR JUSQU'OU NE PAS ALLER TROP LOIN... VRAIMENT ?

Éric DENÉCÉ

Rapport de recherche #32  
Mai 2024



# PRÉSENTATION DE L'AUTEUR

**Éric Denécé**, docteur ès Science Politique, habilité à diriger des recherches (HDR), est directeur du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) et de sa société de conseil en Risk Management (CF2R SERVICES).

Il a commencé sa carrière comme analyste renseignement (en tant qu'officier de Marine) à la direction de l'Évaluation et de la Documentation Stratégique du Secrétariat Général de la Défense Nationale (SGDN), avant de rejoindre l'industrie de défense (Matra Défense, Défense Conseil International), puis le milieu du renseignement économique et de la gestion des risques (ARGOS, GEOS, IKARIAN).

E. Denécé a notamment opéré au Cambodge, aux côtés de la résistance anticommuniste, et en Birmanie, pour la protection des intérêts de Total contre la guérilla locale. Il a également été consultant pour le ministère de la Défense concernant l'avenir des forces spéciales et s'est rendu dans tous les pays concernés par les « révolutions » arabes, du Maroc à la Syrie, afin de suivre, sur le terrain, ces événements majeurs.

Parallèlement, Eric Denécé a longtemps enseigné le renseignement ou l'intelligence économique dans plusieurs écoles de commerce et universités françaises (ENA, École de Guerre, Université de Bordeaux IV-Montesquieu, Université de Picardie-Jules Verne, Bordeaux École de Management) et étrangères (NDU Beyrouth, HEG Genève).

Il est l'auteur de trente-quatre ouvrages, ainsi que de nombreux articles et rapports consacrés au renseignement, à l'intelligence économique, au terrorisme et aux opérations spéciales. Ses travaux lui ont valu d'être lauréat du Prix 1996 de la Fondation pour les Études de Défense (FED) et du Prix Akropolis 2009 (Institut des Hautes Études de Sécurité Intérieure).

Derniers ouvrages parus :

- *Renseignement et espionnage pendant la Seconde Guerre mondiale* (dir.), Ellipses, Paris, 2024.
- *La guerre russo-ukrainienne. Réalités et enseignements d'un conflit de haute intensité* (dir.), CF2R/TheBookEdition, Paris, 2024.
- *Ukraine : la Guerre américaine* (dir.), CF2R/TheBookEdition, Paris, 2023.
- *Renseignement et espionnage pendant la Première Guerre mondiale* (dir.), Ellipses, Paris, 2023.

## ABOUT THE AUTHOR

**Éric Denécé**, PhD in Political Science, is Director and Founder of the Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) [French Center for Intelligence Studies] and its Risk Management consultancy company, CF2R SERVICES.

He began his career as an intelligence analyst (as a naval officer) in the Strategic Evaluation and Documentation Directorate of the General Secretariat of National Defence (SGDN), before joining the defence industry (Matra Défense, Défense Conseil International), then the economic intelligence and risk management community (ARGOS, GEOS, IKARIAN).

E. Denécé has worked in Cambodia, alongside the anti-communist resistance, and in Burma, protecting Total's interests against local guerrillas. He has also worked as a consultant for the French Ministry of Defense on the future of special forces and has visited all the countries affected by the Arab "revolutions", from Morocco to Syria, to follow these major events on the ground.

Eric Denécé has long taught intelligence and economic intelligence at a number of business schools and universities in France (École Nationale d'Administration/ENA, École de

Guerre, Université de Bordeaux IV-Montesquieu, Université de Picardie-Jules Verne, Bordeaux Management School) and abroad (NDU Beirut, HEG Geneva).

He is the author of thirty-four books, as well as numerous articles and reports on intelligence, competitive intelligence, terrorism and special operations. His work has won him the 1996 Fondation pour les Études de Défense (FED) Prize and the 2009 Akropolis Prize (Institut des Hautes Études de Sécurité Intérieure).

Latest publications :

- *Renseignement et espionnage pendant la Seconde Guerre mondiale* [Intelligence and espionage during the Second World War] (editor), Ellipses, Paris 2024.
- *La guerre russo-ukrainienne. Réalités et enseignements d'un conflit de haute intensité* [The Russian-Ukrainian war. Realities and lessons of a high-intensity conflict] (editor), CF2R/TheBookEdition, Paris, 2024.
- *Ukraine : la Guerre américaine* [Ukraine : The American War] (editor), CF2R/TheBookEdition, Paris, 2023.
- *Renseignement et espionnage pendant la Première Guerre mondiale* [Intelligence and espionage during the First World War] (editor), Ellipses, Paris 2023.

# RÉSUMÉ

## LA CIA ET LA GUERRE EN UKRAINE : SAVOIR JUSQU'OU NE PAS ALLER TROP LOIN... VRAIMENT ?

Courant 2023 et début 2024, plusieurs journaux américains ont révélé l'ampleur de l'aide apportée par la CIA aux services spéciaux ukrainiens. Des opérations qui vont de l'infiltration en territoire ennemi au sabotage, en passant par les assassinats ciblés.

Ces médias attestent ainsi que depuis 2014, l'Agence a dépensé des dizaines de millions de dollars pour réorganiser les services ukrainiens, former de nouvelles unités d'action clandestine, fournir des systèmes de surveillance avancés et construire de nouvelles infrastructures afin d'espionner la Russie. Elle a également livré à son allié – mais aussi reçu de lui – une quantité impressionnante de renseignements.

Parallèlement à cet engagement massif et sans ambiguïté aux côtés de Kiev, les médias américains insistent néanmoins sur l'autre préoccupation qui animerait la CIA : limiter les actions trop offensives de Kiev contre la Russie afin d'éviter que le conflit ne s'étende au-delà des frontières de l'Ukraine, ou ne provoquent une escalade pouvant conduire à un affrontement nucléaire. Le défi est donc de savoir jusqu'ou ne pas aller trop loin...

Afin de mieux mesurer l'ampleur de l'engagement de la CIA en Ukraine, il convient d'en rappeler les origines historiques et d'en analyser les opérations à partir des sources disponibles afin d'essayer de déterminer si l'agence essaie de limiter les dérapages du conflit ou s'attache seulement à le faire croire.

## EXECUTIVE SUMMARY

### THE CIA AND THE WAR IN UKRAINE: KNOWING HOW FAR NOT TO GO... REALLY ?

During 2023 and early 2024, several American newspapers revealed the extent of the assistance provided by the CIA to the Ukrainian special services. Operations ranged from infiltration into enemy territory to sabotage and targeted assassinations.

These media reports show that since 2014, the Agency has spent tens of millions of dollars to reorganise the Ukrainian services, train new clandestine operations units, provide advanced surveillance systems and build new infrastructure to spy on Russia. It has also provided its ally with – but also received from it – an impressive amount of intelligence.

Alongside this massive and unambiguous commitment to Kiev, the American media are nevertheless insisting on the CIA's other concern : to limit Kiev's overly offensive actions against Russia in order to prevent the conflict from spreading beyond Ukraine's borders or escalating into a nuclear confrontation. The challenge is therefore to know how far not to go too far...

In order to get a better idea of the extent of the CIA's involvement in Ukraine, it is necessary to recall its historical origins and to analyse its operations using available sources, to determine whether the agency is trying to limit the conflict from getting out of hand, or is just trying to make it appear that way.

# SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION</b> .....	06
<b>1. LA CIA EN UKRAINE AVANT LE CONFLIT</b> .....	07
<b>DES LIENS ANCIENS AVEC L'UKRAINE</b> .....	07
Les réseaux de la Guerre froide .....	07
De l'action paramilitaire à l'action politique clandestine .....	08
La Révolution orange (2004) .....	10
<b>LE RÔLE DE LA CIA DANS LE COUP D'ÉTAT DE MAÏDAN (2014)</b> .....	11
<b>LE DÉVELOPPEMENT DE L'ASSISTANCE MILITAIRE AU NOUVEAU RÉGIME</b> .....	11
<b>LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE RENSEIGNEMENT</b> .....	12
Des débuts prudents .....	12
La réforme du renseignement militaire ukrainien .....	12
Le programme Goldfish .....	13
Des résultats positifs .....	14
<b>LA FORMATION D'UNITÉS DE RÉSISTANCE ET DE SABOTAGE</b> .....	14
La mise en place de cellules clandestines .....	14
La création de la Cinquième direction du SBU .....	15
L'apparition des premières dissensions .....	15
Le repli face à l'attaque russe .....	16
<b>2. L'ACTION DE LA CIA DEPUIS LE DÉBUT DU CONFLIT (2022-2024)</b> .....	17
<b>RENSEIGNEMENT</b> .....	17
Les erreurs d'évaluation et les difficultés initiales de la CIA .....	17
Le déploiement de systèmes de renseignement technique .....	18
L'exploitation du « mécontentement » russe pour recruter de nouvelles sources .....	18
Bilan des activités de renseignement .....	19
<b>CONTRE-ESPIONNAGE</b> .....	19
La lutte contre les services de renseignement russes .....	19
La fuite de documents secrets révélant les activités de la CIA .....	20
<b>ACTION</b> .....	22
Participation à la protection de Zelensky .....	22
Livraisons d'armes et formation .....	22
Action psychologique : la divulgation de renseignements comme moyen de dissuasion .....	23
Action politique et diplomatie parallèle .....	24
<b>L'ACTION DES AUTRES SERVICES AMÉRICAINS ET DES FORCES SPÉCIALES</b> .....	24

<b>3. UNE VOLONTÉ D'ÉVITER L'ESCALADE DU CONFLIT ?</b> .....	26
<b>L'EXISTENCE DE « RÈGLES DE L'OMBRE » ENTRE LA CIA ET LA RUSSIE ?</b> .....	26
<b>L'IMPLICATION DE LA CIA DANS LES SABOTAGES ET LES ASSASSINATS PERPÉTRÉS PAR LES SERVICES UKRAINIENS</b> .....	26
Raids de destruction .....	27
Assassinats ciblés.....	28
Bilan des opérations clandestines.....	29
<b>LE DIFFICILE CONTRÔLE DES UKRAINIENS</b> .....	29
<b>DES RÈGLES QUI ENGAGENT LES ALLIÉS DE L'AMÉRIQUE ?</b> .....	30
L'implication des services britanniques .....	31
<b>TRANSPARENCE OU DOUBLE JEU À L'ÉGARD DE MOSCOU ?</b> .....	31
<b>4. LE SABOTAGE DE NORDSTREAM : UNE OPÉRATION DE LA CIA ?</b> .....	33
<b>RÉTICENCES ET MENACES AMÉRICAINES AU SUJET DU GAZODUC</b> .....	33
<b>LE SCÉNARIO DE L'OPÉRATION SELON SEYMOUR HERSH</b> .....	34
<b>LES RÉACTIONS À LA SUITE DU SABOTAGE</b> .....	35
<b>LES CONTRE-FEUX DE LA CIA ET DU BND</b> .....	35
<b>LES ENQUÊTES ET LEURS RÉSULTATS</b> .....	37
<b>5. PEUT-ON ENCORE CROIRE LA CIA ET LA COMMUNAUTÉ AMÉRICAINE DU RENSEIGNEMENT ?</b> .....	39
<b>L'INDUSTRIE DE LA TROMPERIE ET DE LA CENSURE</b> .....	39
L'espionnage des ordinateurs du Congrès .....	40
Le Russiagate et la déstabilisation de Trump .....	41
Les mensonges pour protéger le clan Biden .....	42
<b>LES ACTIONS DE LA CIA POUR INFLUENCER L'OPINION</b> .....	43
La manipulation de l'opinion à l'occasion de la crise ukrainienne .....	43
Les ingérences dans les élections étrangères .....	44
<b>LE RENOUVELLEMENT DE LA LOI FISA</b> .....	44
<b>CONCLUSION</b> .....	46
<b>ANNEXES</b> .....	49
<b>1. SOMMAIRE DU RAPPORT <i>RESISTANCE FACTORS AND SPECIAL FORCES AREAS UKRAINE</i> (1957)</b> .....	49
<b>2. LA DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS À DES FINS DE DISSUASION</b> .....	54
<b>3. PRINCIPALES SOURCES</b> .....	55

# INTRODUCTION

Depuis le début de « l'Opération militaire spéciale russe » de février 2022, les États-Unis ont fait le choix d'un engagement majeur aux côtés de l'Ukraine : formation, assistance, livraison d'armes, aide financière, mais aussi fourniture de renseignements et conduite d'opérations clandestines.

Dans une longue enquête publiée lundi 23 octobre 2023, *The Washington Post* a révélé l'ampleur de l'aide apportée par l'agence de renseignement américaine aux services spéciaux ukrainiens. Des opérations qui vont de l'infiltration en territoire ennemi au sabotage, en passant par les assassinats ciblés.

Le média a ainsi porté à la connaissance du public que depuis 2014, année du coup d'État de Maïdan et du début de la guerre dans le Donbass, la CIA a dépensé des dizaines de millions de dollars pour réorganiser les services ukrainiens, former de nouvelles unités d'action clandestine, fournir des systèmes de surveillance avancés et construire de nouvelles infrastructures afin d'espionner la Russie. L'Agence a également livré à son allié – mais aussi reçu de lui – une quantité impressionnante de renseignements.

Parallèlement à cet engagement massif et sans ambiguïté aux côtés de Kiev pour repousser l'invasion russe, *The Washington Post*, comme l'hebdomadaire *Newsweek* avant lui en mai 2023, insistent néanmoins sur l'autre préoccupation qui animerait la CIA : limiter les actions trop offensives de Kiev contre la Russie et faire en sorte que « la défaite de Moscou ne soit pas trop marquée » afin d'éviter que le conflit ne s'étende au-delà des frontières de l'Ukraine ou ne provoque une escalade pouvant conduire à un affrontement nucléaire. Le défi est donc de savoir jusqu'où ne pas aller trop loin...

Afin de mieux mesurer l'ampleur de l'engagement de la CIA en Ukraine, il est utile d'en rappeler les origines historiques et les étapes depuis la Guerre froide, puis à l'occasion de la Révolution orange (2004), jusqu'au coup

d'État de Maïdan (2014). Il convient ensuite d'analyser ces opérations à partir des sources disponibles – nécessairement partielles –, évaluation qui permettra de déterminer si l'agence essaie paradoxalement de limiter les dérapages du conflit... ou s'attache à le faire croire. Car c'est bien à une très intense guerre secrète contre la Russie à laquelle elle se livre.

Toutefois, écrire sur les activités d'un service spécial est un exercice audacieux et risqué, car les informations relatives à ses opérations sont toutes secrètes, hors quelques rares fuites dans la presse ou révélations opportunes. L'auteur est donc conscient des limites de cet exercice. Le présent rapport n'est fondé que sur des sources secondaires qui doivent par principe être considérées comme sujettes à caution, soit qu'elles attaquent la CIA, soit au contraire qu'elles aient été communiquées par elle à des journalistes pour la protéger, faire diversion ou entraîner délibérément les services adverses sur de fausses pistes.

Il convient de toujours garder à l'esprit que la CIA s'est fait une spécialité de mentir, de tromper et de dissimuler. Le cas du sabotage des gazoducs Nord Stream est à ce titre particulièrement édifiant. Il n'y a cependant rien d'anormal à cela, car c'est là l'un des aspects de sa vocation, quoi que ces mensonges aient à plusieurs reprises largement dépassé, ces dernières années le cadre de la mission de l'Agence.

Il n'en demeure pas moins que les articles publiés depuis deux ans outre-Atlantique concernant l'action de la CIA en Ukraine méritent d'être pris en considération, car ils rendent compte d'événements ayant pu – en partie le plus souvent – être vérifiés par ailleurs.

Aussi, il nous faut apprendre à naviguer dans ses arcanes obscurs où la réalité est rarement ce qu'elle paraît être et nous risquer à dresser un tableau de la situation aussi cohérent et plausible que possible.

# 1. LES ACTIONS DE LA CIA AVANT LE CONFLIT

## DES LIENS ANCIENS AVEC L'UKRAINE

Les liens entre l'Ukraine, les États-Unis et l'OTAN ne remontent pas au 24 février 2022, date du déclenchement de « l'Opération militaire spéciale » (OMS) russe. Ni même à 2014, lors de la Révolution orange puis de la récupération de la Crimée par la Russie. Ils datent de la Guerre froide, période pendant laquelle l'OTAN et l'Union soviétique se livrèrent à une intense guerre secrète.

### Les réseaux de la Guerre froide<sup>1</sup>

Dès sa création (1947), la CIA a soutenu et financé des organisations ukrainiennes ultranationalistes et pronazies – ayant clairement collaboré avec le IIIe Reich pendant la Seconde Guerre mondiale – à vocation antisoviétique pour tenter de déstabiliser l'Ukraine et affaiblir Moscou. En 1948, alors que la crise avec l'URSS s'aggrave, la CIA décide que l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) de Mykola Lebed pourrait servir à des opérations de résistance et de renseignement derrière les lignes soviétiques. L'Agence lui fournit alors argent, armes et matériel. Cette opération hautement secrète est baptisée *Cartel*, puis renommée *Aerodynamic*. Elle va prendre une ampleur considérable et va se prolonger pendant toute la durée de la Guerre froide, jusqu'au début des années 1990. Elle aide à comprendre les événements actuels.

*Aerodynamic* consiste en l'infiltration et l'exfiltration d'Ukraine d'agents formés par les Américains. Selon Richard Breitman et Norman Goda<sup>2</sup>, les évaluations faites par la CIA au début des années 1950 révèlent « un mouvement clandestin bien établi et sûr » en Ukraine. Washington se félicite du haut niveau d'entraînement de l'UPA et de son potentiel en matière d'actions de guérilla. La CIA décide donc de renforcer encore ses activités afin d'exploiter le mouvement clandestin à des fins de résistance et de renseignement. Ses documents apprennent qu'en cas de guerre, l'UPA aurait pu activer quelque 100 000 combattants<sup>3</sup>. Mais les Soviétiques

vont tout faire pour mettre fin à ses activités : entre 1949 et 1953, un grand nombre de ses membres sont tués ou capturés. En 1954, la CIA est contrainte d'arrêter la phase la plus agressive d'*Aerodynamic*, mais n'annule pas l'opération. Elle va désormais s'orienter vers l'action psychologique.

En effet, à partir de 1953, Lebed – réfugié aux États-Unis en 1949 – et un groupe de collaborateurs commencent à travailler sur des journaux, des programmes radio et des livres afin de diffuser secrètement le nationalisme ukrainien dans le pays. À partir de 1955, un grand nombre de tracts sont largués par voie aérienne, tandis qu'une émission de radio intitulée *Nova Ukraina* est diffusée depuis Athènes. Comme l'expliquent Breitman et Goda, des bulletins d'information, journaux et magazines en ukrainien et d'autres publications sont envoyés à des bibliothèques, des institutions culturelles, des bureaux administratifs et des particuliers. Ces activités ont pour but de renforcer la résistance antisoviétique en encourageant le nationalisme ukrainien. La CIA soutient très activement cette campagne, car elle est en conscience qu'un fort sentiment nationaliste continue d'exister dans le pays et décide de l'exploiter en tant qu'arme face à l'URSS.

L'UPA et Lebed ne sont pas les seuls à recevoir un soutien occidental. Selon des documents rendus publics, le leader nationaliste Stepan Bandera<sup>4</sup> a été recruté en 1948 par le MI 6 britannique pour former des agents chargés d'opérer sur le territoire soviétique dans le cadre de missions de sabotage et d'assassinat. En 1956, Bandera est ensuite coopté par l'Organisation Gehlen – l'ancêtre du service de renseignement extérieur de la République fédérale d'Allemagne, le *Bundesnachrichtendienst* (BND) –, une structure secrète créée en avril 1946 par les Américains sur la base du *Fremde Heere Ost* (FHO), le service de renseignement militaire de *Wehrmacht* sur le front de l'Est.

1 Antonio Landini, « La CIA e il cavallo di Troia ucraino », Centro Studi Eurasia Mediterraneo (CESEM), 19 septembre 2023 (<https://www.cese-m.eu/cesem/2023/09/la-cia-e-il-cavallo-di-troia-ucraino/>)

2 Auteurs de *Hitler's Shadow, Nazi War Criminals, U.S. Intelligence, and the Cold War*, 2012 (<https://www.amazon.com/Hitlers-Shadow-Nazi-Criminals-Intelligence/dp/130034735X>).

3 Antonio Landini, op. cit.

4 Bandera est décrit dans un rapport du MI 6 comme un « professionnel ayant un passé terroriste et une connaissance impitoyable des règles du jeu ». Il sera assassiné en 1959 par le KGB en Allemagne de l'Ouest (Antonio Landini, op. cit.)

En 1957, des chercheurs de l'université Georgetown réalisent à la demande de l'*US Army* une étude secrète recensant les facteurs favorables à la constitution de mouvements de résistance en Ukraine et à l'identification de zones d'action pour les forces spéciales<sup>1</sup>.

Puis, au cours des années 1960, Lebed et ses camarades fournissent à la CIA un grand nombre de rapports sur la situation politique en Ukraine, ainsi que des renseignements sur les activités du KGB et la localisation des forces armées. Le fait que Moscou réagisse en qualifiant ces groupes clandestins – appelés « banderistes » – de « nazis à la solde des Américains » est interprété par la CIA comme une preuve de l'efficacité de l'opération *Aerodynamic*. Lebed va continuer à travailler pour l'Agence jusqu'en 1975, date à laquelle il prend sa retraite, mais continue à donner des conseils.

À partir de 1977, Zbigniew Brzezinski, le conseiller à la Sécurité nationale du président Carter, s'intéresse au projet, car les résultats obtenus sont significatifs et que les actions psychologiques d'*Aerodynamic* ont touché un large public en Ukraine. En conséquence, sur ce modèle, d'autres opérations sont lancées, ciblant plusieurs régions et nationalités d'URSS. En 1978, le journaliste ukrainien Roman Kupchinsky remplace Lebed à la tête de la structure. Au cours des années 1980, l'opération *Aerodynamic* change de nom pour devenir *QRDYNAMIC*, *PDDYNAMIC* puis *QRPLUMB*.

Mais en 1985, Lebed est mentionné dans un rapport gouvernemental sur la présence de nazis s'étant établi aux États-Unis avec la bénédiction de la CIA. L'*Office of Special Investigations (OSI)* du *Department of Justice (DoJ)* commence à enquêter sur lui. Mais l'Agence intervient, craignant que l'opération *QRPLUMB* ne soit révélée. Elle nie catégoriquement que Lebed ait eu quoi que ce soit à voir avec les nazis et leurs crimes de guerre, affirmant qu'il a été « un authentique combattant ukrainien pour la liberté », ce qui est bien sûr totalement faux<sup>2</sup>.

Après 1991, avec la dissolution de l'Union soviétique, *QRPLUMB* n'est plus financée, mais ses opérateurs ukrainiens sont laissés libres de poursuivre leur action<sup>3</sup>.

## De l'action paramilitaire à l'action politique clandestine

À l'issue de la Guerre froide, l'intérêt d'entretenir et de ravitailler des réseaux à vocation paramilitaire ne présente plus d'intérêt en raison de la dislocation de l'URSS et de l'indépendance de l'Ukraine, en août 1991. Toutefois, l'un des objectifs américains est de faire en sorte que les nouveaux États indépendants soient favorables à Washington et éloignés, si ce n'est hostiles, à Moscou. La CIA va alors changer de méthode et l'action politique clandestine va succéder à l'action paramilitaire et aux opérations psychologiques.

Avant toute chose, il convient de rappeler ce qu'est l'action politique clandestine (*Special Political Action*) et l'usage qu'en a fait le gouvernement américain via son agence de renseignement.

L'action politique fait partie des modes d'action privilégiés de la CIA pour influencer les événements internationaux dès sa création en 1947. Le recours à cette technique leur vient des Britanniques, qui ont très largement influencé l'*Office of Strategic Services (OSS)*, puis la CIA. En effet, pendant la Seconde Guerre mondiale, l'OSS ne pratiqua que l'espionnage et les opérations paramilitaires clandestines<sup>4</sup>. Vers la fin du conflit, c'est le MI 6 qui l'initia à l'action politique.

Lors de la création de la CIA, les Américains vont consolider l'expérience acquise pendant la Seconde Guerre mondiale et tirer bénéfice de l'étude des actions du *Political Warfare Executive (PWE)* britannique et de l'*Office of War Information (OWI)* américain, deux organisations en charge de la propagande politique et de la guerre de l'information pendant le conflit.

Comme l'explique Samuel Halpern<sup>5</sup>, « la plupart des gens assimilent l'action clandestine à l'action paramilitaire, ce qui est faux. (...) Lorsque l'Agence a financé des actions politiques en Italie et en France en 1947 et 1948, il ne s'agissait pas d'actions paramilitaires, mais simplement d'un soutien politique »<sup>6</sup>. C'est en effet là une spécialité du service de Sa Majesté. « Les Britanniques sont toujours meilleurs dans ce domaine ; ils nous l'ont appris à l'OSS. Ils ont une approche beaucoup plus discrète, plus professionnelle<sup>7</sup> ».

1 Georgetown University Research Project, Resistance Factors and Special Forces Areas Ukraine, August 1957 (Declassified). Cf. Annexe 1

2 [https://fr.wikipedia.org/wiki/Mykola\\_Lebed](https://fr.wikipedia.org/wiki/Mykola_Lebed)

3 Antonio Landini, op. cit.

4 A cet effet, l'OSS disposait de deux branches opérationnelles : Secret Intelligence (OSS/SI) et Special Operations (OSS/SO).

5 Ancien officier de l'OSS puis de la CIA qui termina sa carrière comme Deputy Director for Plans (DDP, ancienne dénomination de la Direction des opérations).

6 "Samuel Halpern. Interview conducted by Ralph E. Weber on 11 November 1995", in Ralph E. Weber (ed.), Spymasters. Ten CIA Officers in Their Own Words, Scholarly Resources Inc., Washington, 1999, p. 126.

7 Idem.



Pendant la Guerre froide, la CIA et le MI 6 vont ainsi conduire ensemble de nombreuses actions politiques clandestines. L'une des premières est l'opération *Ajax*. Deux ans après la nationalisation de l'industrie pétrolière par le gouvernement iranien, le Premier ministre Mossadegh est évincé le 19 août 1953 par un coup d'État organisé par les deux services. Les Britanniques lui reprochent d'avoir nationalisé les gisements pétroliers d'Iran et exproprié la puissante compagnie pétrolière *Anglo-Iranian Oil Company*. Sa destitution sera suivie par le retour du shah.

En 1953 toujours, une autre opération (*PBSUCCESS*) est organisée contre le président Arbenz au Guatemala. L'opération est organisée en lien avec la *United Fruit Corporation* en réaction aux réformes agraires du gouvernement qui affectent directement les intérêts de la multinationale américaine dont Allen Dulles<sup>1</sup> est actionnaire. Le coup d'État est un succès et Arbenz est renversé en 1954. De cette expérience, Richard Bissell<sup>2</sup>, qui intègre la CIA en 1953, tire une leçon importante : l'efficacité de la propagande et de la désinformation diffusées par radio au Guatemala a été telle que ce mode d'action devra systématiquement être repris lors des futures actions secrètes de l'agence<sup>3</sup>. Grâce aux leçons tirées de ces premières opérations, les interventions politiques clandestines allaient ainsi devenir l'un des moyens d'action favoris de la CIA<sup>4</sup>.

Ainsi, en 1960, un an après le succès de la révolution cubaine et l'arrivée de Fidel Castro au pouvoir à La Havane, les responsables politiques américains jugent que la présence d'un gouvernement communiste situé à 150 km du continent américain est intolérable et, en janvier 1960, l'administration Eisenhower décide que le régime de Castro doit être renversé. La CIA va alors lancer une opération complexe, combinant l'action politique (diffusion de tracts et de messages de propagande radiophonique à Cuba) et l'action

paramilitaire... laquelle conduira au fiasco de la baie des Cochons (1961). En revanche, une autre action sera conduite avec succès au Chili en 1963, sous la direction des Kennedy, pour faire élire Eduardo Frei et les démocrates-chrétiens<sup>5</sup>.

Mais il serait faux de croire qu'aux États-Unis l'action politique est le seul fait de la CIA. Depuis la fin de la Guerre froide, cette mission est également assurée par d'autres acteurs. Aux actions clandestines de l'agence en ce domaine viennent s'ajouter celles d'organismes gouvernementaux (USAID, etc.), non gouvernementaux (*National Endowment for Democracy, International Republican Institute, Freedom House, The George Marshall Fund, etc.*) et « indépendants » (*Open society, ONG, etc.*), voire internationaux (BERD, FMI, etc.)<sup>6</sup>, ce qui confère à la stratégie américaine une force de frappe sans équivalent.

Il a été possible de mesurer l'efficacité de ce dispositif à l'occasion des « révolutions de velours » en RDA, en Bulgarie, en Roumanie et en Tchécoslovaquie (1989), du renversement de Milosevic en Serbie (2000), de la Révolution des roses en Géorgie (2003) et de la Révolution des tulipes en Kirghizie (2005). Ces événements sont bien le résultat d'une action politique visant au changement des élites dans l'espace post-soviétique<sup>7</sup>.

À partir de 2006, la secrétaire d'État Condoleeza Rice va introduire un nouveau concept : la « diplomatie transformationnelle ». Pour le définir, elle s'inspire de la formule de G. W. Bush selon laquelle les États-Unis doivent « *chercher à aider la croissance de mouvements et d'institutions démocratiques au sein de chaque nation et chaque culture, dans le but de mettre fin à la tyrannie dans le monde* ». La « diplomatie transformationnelle » consiste en un « *travail avec les partenaires de l'Amérique à travers le monde pour construire et soutenir des États démocratiques fondés sur une bonne gouvernance qui répondront aux besoins de leurs peuples* »<sup>8</sup>.

1 Directeur de la CIA de 1953 à 1961.

2 Il fut en charge des vols secrets de U2 et de SR 71 et termina sa carrière comme Deputy Director for Plans (DDP).

3 "Richard Bissell. Interview conducted by Joseph E. O'Connor on 25 April and 5 July 1967", in Ralph E. Weber (ed.), *Spymasters. Ten CIA Officers in Their Own Words*, Scholarly Resources Inc., Washington, 1999, p. 44.

4 Les Américains vont alors des radios créer destinés à toucher les pays vivant sous le joug soviétique (Voice of America, Radio Free Europe, etc.) et développer également le volet militaire des actions psychologiques (« Hearts and Mind campaigns »), destinés à appuyer des opérations de contre-insurrection.

5 Samuel Halpern, op. cit.

6 De la même manière, au plus fort de la Guerre froide, les actions politiques de l'URSS relevaient autant, si ce n'est plus, du Komintern que du KGB.

7 Viatcheslav Avioutskiï, « La Révolution orange en tant que phénomène géopolitique », *Hérodote* n° 129, 2008/2, pp. 69-99.

8 Ibid.

Dans cette stratégie, les ONG doivent poursuivre leur travail vital pour « aider à la tenue d'élections libres et honnêtes » partout dans le monde. G. W. Bush a confirmé que les États-Unis « encourageraient la progression de la démocratie », « aideraient ses progrès » et « soutiendraient les nations qui l'ont choisie ». Pour les Américains, la promotion de la démocratie constitue le « défi d'un nouveau siècle »<sup>1</sup> et un remarquable moyen de faire progresser leur influence et leurs intérêts sous couvert d'une démarche humaniste et désintéressée.

### La Révolution orange (2004)

Dans la lignée des « révolutions de couleur », l'Ukraine connaît en 2004 un important mouvement populaire qui dénonce la fraude généralisée – constatée par les observateurs de l'OSCE – lors du second tour de l'élection présidentielle. Alors que le candidat pro-européen Viktor Iouchtchenko est en tête dans les sondages à la sortie des urnes, la commission électorale proclame la victoire du Premier ministre Viktor Ianoukovitch, soutenu par le président sortant, Leonid Koutchma, et par Vladimir Poutine. Des manifestations massives ont lieu pour obtenir l'annulation du résultat des élections et l'organisation d'un nouveau scrutin. Le 3 décembre 2004, la Cour suprême ukrainienne annule l'élection présidentielle et ordonne la tenue d'un nouveau scrutin en présence d'observateurs internationaux. Viktor Iouchtchenko est cette fois proclamé vainqueur et investi président le 23 janvier 2005. Un gouvernement pro-occidental s'installe alors à Kiev.

Cette « Révolution orange », pacifique, a été soutenue et financée par l'Union européenne, les États-Unis et de nombreuses ONG et fondations occidentales. Pour Washington, le soutien de l'opposition démocratique ukrainienne s'inscrit dans la stratégie des néoconservateurs qui préconisent une politique étrangère américaine plus active, fondée sur le principe « *Shape the world* » (« façonner le monde à l'image des États-Unis »). L'organisation étudiante *Pora* a joué un rôle majeur dans la Révolution orange,

ce qui a conduit nombre d'observateurs, notamment des experts russes, à la qualifier de clone ukrainien du mouvement serbe *Otpor* et de l'organisation géorgienne *Kmara* qui ont été très actifs à l'occasion des révolutions de couleur dans leur pays respectif (2000 et 2003). Les similitudes de stratégie et de méthodes conduisent en effet à penser que ces trois structures ont été créées sur le même modèle et avec les mêmes objectifs : limiter l'influence russe dans l'espace postsoviétique<sup>2</sup>.

Mais le nouveau régime ukrainien se caractérise par son instabilité chronique : en moins de quatre ans, trois Premiers ministres se succèdent et deux élections législatives ont lieu, et la coalition orange vole en éclats. En raison de conflits internes, le régime s'effondre rapidement, mettant en lumière la corruption endémique qui caractérise ce pays et ses « élites » depuis l'indépendance.

À partir du milieu des années 2000, les différents organismes et agences américains vont encore améliorer leurs méthodes grâce aux puissants outils que sont Internet et les réseaux sociaux, dont ils ont la maîtrise quasi absolue. « *Pour s'emparer ou influencer un pays, nul besoin d'action militaire, il suffit de contrôler les médias, les médias sociaux et l'écosystème des médias sociaux, car ce sont eux qui contrôlent les élections. Il suffit de mettre au pouvoir la bonne administration pour qu'elle contrôle l'armée. C'est donc moins coûteux que de mener une guerre militaire* »<sup>3</sup>. Ainsi que l'explique Mike Benz<sup>4</sup>, la DARPA<sup>5</sup> avec le soutien et les fonds de la CIA et du département d'État a utilisé et développé Internet pour encourager contestations et révolutions dans le but de renverser les gouvernements qui posent problème à Washington. Le point culminant de cette démarche est le « printemps arabe » de 2011/2012, à l'occasion duquel le département d'État a largement fait appel aux entreprises de médias sociaux (*Twitter*, *Google*, etc.) pour parvenir à ses fins, c'est-à-dire déstabiliser divers gouvernements ciblés (Égypte, Tunisie, Libye, Syrie, etc.). La « liberté d'expression » est alors un instrument au service de la politique étrangère de Washington<sup>6</sup>.

1 Ibid.

2 Ibid.

3 Tucker Carlson, "The National Security State and the Inversion of Democracy", interview of Mike Benz, Tucker Carlson Uncensored, 16 February 2024.

4 Mike Benz est un ancien responsable cyber du département d'État devenu aujourd'hui Executive Director de la Foundation for Freedom On-line (<https://foundationforfreedomonline.com>). Ce que révèle Mike Benz est aussi important que ce qu'ont révélé Assange, Greenwald et Snowden sur la dérive de la démocratie américaine et de ses services.

5 Defense Advanced Research Projects Agency : agence du département de la Défense en charge de la R&D militaire.

6 Tucker Carlson, "The National Security State and the Inversion of Democracy", interview of Mike Benz, op. cit.

## LE RÔLE DE LA CIA DANS LE COUP D'ÉTAT DE MAÏDAN (2014)

Début 2014, lorsqu'éclate la révolution de Maïdan à Kiev, la CIA est cette fois clairement à la manœuvre<sup>1</sup> sous la supervision de la diplomate Victoria Nuland, responsable du dossier ukrainien au sein de l'administration Obama. Le but de l'opération est de remplacer le président Viktor Ianoukovitch, pro-russe – et qui vient de rejeter un accord d'association économique avec l'Union européenne au profit d'un autre, avec la Russie –, par un leader prêt à couper les liens avec Moscou. Pourtant, le président Ianoukovitch a été légalement élu et le scrutin s'est déroulé en présence d'observateurs de l'OSCE. Mais Washington a décidé qu'il devait être renversé.

Au fur et à mesure que la contestation se radicalise, le rôle joué par les organisations nationalistes d'extrême droite ne cesse de s'affirmer (*Svoboda*, *Pravyi Sektor*, etc.). Elles s'emparent d'armes dérobées à la police et dans plusieurs garnisons militaires et se disent prêtes à combattre les forces gouvernementales. Les tensions s'aggravent et des affrontements meurtriers ont lieu.

Après plusieurs semaines d'émeutes, Ianoukovitch est destitué par le Parlement (Rada). Un gouvernement intérimaire pro-européen est alors mis en place et signe l'accord d'association avec l'UE. Il se livre ensuite à déssoviétisation généralisée du pays, révoquant tous les fonctionnaires associés au régime renversé, et abroge la loi sur les langues officielles régionales. Le russe (mais aussi le roumain, le hongrois et le tatar de Crimée) perd son statut de langue officielle, alors qu'il est parlé par la majorité des habitants du sud-est du pays.

La « victoire » occidentale sera de courte durée, car cette décision met le feu aux poudres. Aussitôt, du Donbass à la Crimée, des mouvements de contestation se multiplient, puis se transforment en unités d'autodéfense face à l'intransigeance du nouveau régime et à sa volonté d'imposer ses décisions par la force. En mars 2014, la République autonome de Crimée est *de facto* rattachée à la Russie et les *oblasts* de Donetsk et Lougansk réclament un statut d'autonomie. Des référendums

d'autodétermination sont organisés dans ces trois provinces qui voient les russophones l'emporter largement. Face à ces événements, l'armée ukrainienne est rapidement dépassée.

Aussitôt, Washington accroît son assistance au nouveau régime qu'il a mis en place à Kiev. Des dizaines de conseillers militaires et des spécialistes des services de renseignement américains et britanniques arrivent afin de conseiller le gouvernement ukrainien ainsi que le révèle en mai 2014 le quotidien allemand *Bild am Sonntag*. Citant des sources du renseignement allemand, il précise que ces agents de la CIA et du FBI aident Kiev à mettre un terme à la rébellion dans l'est de l'Ukraine et à construire un dispositif de sécurité efficace. Selon le journal allemand, les officiers américains ne sont pas directement engagés dans les affrontements avec les séparatistes prorusses : « *Leur activité est cantonnée à la capitale* ». Les agents du FBI assistent également le nouveau régime dans sa lutte contre le crime organisé tandis qu'une équipe spécialisée dans les affaires financières aide à identifier les origines de la fortune de l'ancien président Viktor Ianoukovitch<sup>2</sup>.

Mais la situation est désespérée. Le 12 février 2015, Kiev doit se résoudre à signer les accords de Minsk II avec les deux républiques autoproclamées du Donbass. La France, l'Allemagne et la Russie se portent garantes de leur application. Le cessez-le-feu est conditionné, en particulier, à la mise en place d'un statut d'autonomie pour les deux territoires et au retrait des troupes étrangères<sup>3</sup>.

## LE DÉVELOPPEMENT DE L'ASSISTANCE MILITAIRE AU NOUVEAU RÉGIME

Mais, ainsi qu'en ont témoigné François Hollande et Angela Merkel, les accords de Minsk ne seront pas respectés par les Occidentaux.

Depuis la prise de contrôle de la Crimée par la Russie, l'assistance militaire de l'OTAN s'est développée rapidement, de manière officielle, mais aussi clandestine. Les États-Unis et leurs alliés se concentrent

1 Tucker Carlson, "Interview of Ron Paul", The Tucker Carlson Encounter, 19 March 2024.

2 « La CIA et le FBI conseillent-ils Kiev ? », Le Monde, 5 mai 2014 ([https://www.lemonde.fr/europe/article/2014/05/05/la-cia-et-le-fbi-conseillent-ils-kiev\\_4411419\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2014/05/05/la-cia-et-le-fbi-conseillent-ils-kiev_4411419_3214.html)).

3 Le dixième point du protocole de Minsk (qui ne concernait pas la Crimée, mais seulement le Donbass) était « Procéder au retrait du territoire ukrainien des formations armées et du matériel militaire illicites, ainsi que des combattants irréguliers et des mercenaires » ([https://fr.wikipedia.org/wiki/Protocole\\_de\\_Minsk](https://fr.wikipedia.org/wiki/Protocole_de_Minsk)). Or la CIA est restée comme cela a été révélé par le New York Times en mars 2024.

sur la formation, la réorganisation et le réarmement de l'armée ukrainienne, en mettant d'abord l'accent sur la mise en place de forces à vocation défensive, afin de dissuader une invasion russe, mais ne représentant aucune menace pour Moscou.

Cette mission est confiée à partir de 2015 au *Joint Multinational Training Group-Ukraine* (JMTG-U) qui crée un *Combat Training Center* à Yavoriv, dans l'ouest de l'Ukraine<sup>1</sup>. Des membres des forces spéciales américaines (Bérets verts, SEALs, spécialistes des affaires civiles et des opérations psychologiques) et d'autres pays de l'OTAN y sont envoyés comme instructeurs, mais ne participent pas aux combats dans le Donbass<sup>2</sup>. Ils se limitent à former les Ukrainiens pour les préparer à mener une guerre de type guérilla<sup>3</sup>.

Au total, de 2015 à février 2022, les instructeurs américains auraient formé 27 000 soldats ukrainiens à Yavoriv. Il convient d'y ajouter tous ceux qui sont passés entre les mains des conseillers militaires d'une douzaine de pays, dont la France.

## LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE RENSEIGNEMENT

C'est en 2014 que la CIA commence à coopérer étroitement avec les services ukrainiens : le SBU<sup>4</sup>, chargé du contre-espionnage et de la sécurité intérieure, et le HUR<sup>5</sup>, chargé du renseignement militaire.

### Des débuts prudents<sup>6</sup>

Ce sont les Ukrainiens qui entreprennent les premières démarches. Plusieurs responsables de leurs services de renseignement courtisent assidûment la CIA.

Le premier, Valentyn Nalyvaichenko, le chef du SBU, contacte les chefs de poste de la CIA et du MI6 à Kiev et leur demande de l'aide pour reconstruire intégralement son service, leur proposant un partenariat à trois. Puis Nalyvaichenko fait appel à la CIA pour obtenir des images aériennes du Donbass afin l'aider à y conduire des opérations.

John Brennan, le directeur de la CIA, se rend alors à Kiev et se déclare intéressé par le développement d'une relation avec le SBU, mais seulement à un rythme que déterminera l'Agence. En effet, en raison de l'instabilité politique du pays et de la situation de guerre civile qu'il connaît, il n'est pas certain que son interlocuteur reste suffisamment longtemps en place pour développer une coopération durable<sup>7</sup>. De plus, Brennan demande aux Ukrainiens de prouver qu'ils peuvent fournir des renseignements de haute valeur à l'Agence. Et avant toute collaboration, Nalyvaichenko doit surtout se débarrasser des espions russes qui infestent son service.

Ainsi, comme le rapportent Greg Miller et Isabelle Khushudyan du *Washington Post*, « les premières phases de la coopération ont été timides étant donné que les deux parties craignaient que les services ukrainiens ne soient encore fortement pénétrés par le FSB<sup>8</sup> ».

### La réforme du renseignement militaire ukrainien

Parallèlement, en 2015, le général Valeriy Kondratiuk, chef du HUR rencontre le représentant de la *Defense Intelligence Agency* (DIA) à Kiev et lui remet des renseignements ultrasecrets sur la flotte russe du Nord, notamment des informations détaillées sur les derniers modèles de sous-marins nucléaires produits par Moscou<sup>9</sup>. Après évaluation, les analystes militaires américains concluent que les documents sont authentiques, Washington autorise donc la CIA à bâtir un partenariat avec le HUR. Le général Kondratiuk sait

1 A partir de 2016, le nom JMTG-U fut remplacé par celui de 7th Army Training Command (<https://www.7atc.army.mil/JMTGU/>).

2 Walter Pincus, "USSOCOM has history with Ukraine Special Operations Forces," *The Cipher Brief*, 12 April 2022.

3 Thomas R. Searle, Christopher Marsh, and Brian Petit, "Ten Surprising Lessons for Special Operations Forces from the First 20 Months of Putin's Full-Scale Invasion of Ukraine," *Inter Populum: The Journal of Irregular Warfare and Special Operations* Spring 2023, Vol. 1, No. 1, pp. 41-55.

4 Sloujba Bezpeky Ukrayiny (<https://ssu.gov.ua/en>)

5 Holovne Upravlinnia Rozvidky (ce service est aussi parfois présenté sous l'acronyme de GUR ou de GU) (<https://gur.gov.ua/en.html>).

6 Adam Entous and Michael Schwartz, "The Spy War : How the CIA Secretly Helps Ukraine Fight Putin," *The New York Times*, February 25, 2024. Les auteurs déclarent avoir mené plus de 200 entretiens en Ukraine, dans plusieurs autres pays européens et aux États-Unis pour réaliser ce reportage.

7 Adam Entous and Michael Schwartz, op. cit.

8 Greg Miller and Isabelle Khushudyan, "Ukrainian spies with deep ties to CIA wage shadow war against Russia," *The Washington Post*, October 23, 2023.

9 Adam Entous and Michael Schwartz, op. cit.

qu'il avait besoin de l'Agence pour renforcer son service et la CIA pense que le HUR peut l'aider à recruter des espions à l'intérieur de la Russie. Aussi, en 2016, la CIA accepte d'aider le renseignement militaire ukrainien à se moderniser<sup>1</sup>.



Logo du HUR

Comptant alors moins de 5 000 employés, le HUR est un service plus petit que le SBU. Il dispose d'un personnel plus jeune, comprend moins d'anciens de l'époque soviétique dans ses rangs et est donc moins susceptible d'être pénétré par les services russes. « *Nous avons estimé que le HUR était une organisation plus petite et plus souple sur laquelle nous pouvions avoir plus d'impact* » déclare un ancien responsable des services de renseignement américains qui a travaillé en Ukraine<sup>2</sup>. « *Nous lui avons donné un équipement et une formation entièrement nouveaux [et] l'avons en quelque sorte reconstruit à partir de zéro* ». Craignant que les installations du HUR n'aient été piégées (micros) par les services russes, la CIA finance alors la construction de nouveaux bâtiments afin d'héberger les directions chargées du renseignement électronique et des opérations spéciales.

Puis la CIA aide le HUR et à améliorer ses capacités d'interception des communications militaires russes en lui fournissant des systèmes de surveillance et d'écoute électronique de pointe – notamment des équipements mobiles destinés à être placés dans l'une des douze bases secrètes installées par l'Agence à

proximité des zones contrôlées par la Russie dans l'est de l'Ukraine – mais aussi des logiciels spécialisés pour intercepter les téléphones portables des fonctionnaires du Kremlin se rendant dans le Donbass et en Crimée. Tous les renseignements recueillis sont partagés avec les Américains.

Ces nouvelles capacités permettent au HUR de décupler son action. Selon l'un de ses responsables, « *en une journée, nous pouvions intercepter 250 000 à 300 000 communications provenant de l'armée russe et des unités du FSB. (...) Il y avait tellement d'informations que nous ne pouvions pas les gérer nous-mêmes*<sup>3</sup> ». Des tonnes de données sont relayées par la CIA jusqu'à Washington, où elles sont exploitées par les analystes de la CIA et de la NSA.

Le HUR devient ainsi le principal interlocuteur du renseignement américain, car il jouit d'une réputation bien meilleure que le SBU et fait des efforts réels pour se réformer et s'affranchir de son passé soviétique.

### Le programme Goldfish

La CIA supervise également un programme de formation intitulé *Goldfish*, mené dans deux villes européennes, afin de former les membres du service ukrainien à opérer clandestinement en Russie – mais aussi en Europe, à Cuba et dans d'autres lieux où les Russes sont présents – sous identité fictive<sup>4</sup>. L'agence leur fournit de fausses biographies et de faux documents pour étayer leur couverture. Elle met également en place un vaste réseau de sociétés-écrans créées pour soutenir ces opérations clandestines<sup>5</sup>. À partir de 2016, les membres *Goldfish* sont déployés dans 12 bases d'opérations avancées construites le long de la frontière russe. Selon le général Kondratiuk, les officiers ukrainiens dirigent à partir de chacune d'elles des réseaux d'agents qui recueillent des renseignements en Russie<sup>6</sup> ou y opèrent eux-mêmes clandestinement. Certains y auraient même introduit des armes et constitué des caches<sup>7</sup>.

1 Ibid.

2 Greg Miller and Isabelle Khushudyan, op. cit.

3 Ibid.

4 Adam Entous and Michael Schwirtz, op. cit.

5 Jack Murphy, "The CIA Is Using a European NATO Ally's Spy Service to Conduct a Covert Sabotage Campaign Inside Russia Under the Agency's Direction, According to Former U.S. Intelligence And Military Officials", jackmurphywrites.com, December 24, 2022.

6 Ibid.

7 Jack Murphy, op. cit.

Au fil du temps, le HUR va ainsi développer ses sources au sein de l'appareil de sécurité russe, y compris au cœur même de l'unité du FSB responsable des opérations en Ukraine et, chose très rare dans une coopération interservices, la CIA est autorisée à avoir des contacts directs avec certains des agents recrutés et dirigés par le service ukrainien<sup>1</sup>.

### Des résultats positifs

Il faut souvent des années à la CIA pour acquérir suffisamment de confiance dans une agence étrangère et commencer à mener des opérations conjointes avec elle. Mais avec les Ukrainiens, il a fallu moins de six mois. Le contexte et les difficultés de la CIA pour recruter la Russie y sont pour beaucoup. Les relations entre les deux parties deviennent de plus en plus fortes parce que toutes deux y ont intérêt et le partenariat commence à produire très vite énormément de renseignements, l'ambassade américaine à Kiev devenant le centre névralgique de la collecte de renseignements sur la Russie<sup>2</sup>.

Ainsi, depuis 2014, la CIA a dépensé des dizaines de millions de dollars pour transformer les services ukrainiens en alliés puissants contre Moscou. L'agence a fourni à l'Ukraine des systèmes de surveillance avancés, formé ses opérateurs clandestins en Europe et aux États-Unis, construit de nouveaux quartiers généraux pour le HUR et partagé avec lui des renseignements à une échelle qui aurait été inimaginable avant que la Russie n'annexe la Crimée et ne soutienne les républiques autonomistes du Donbass<sup>3</sup>. Alors qu'ils ont longtemps été considérés comme totalement infiltrés par la Russie, les services ukrainiens sont aujourd'hui devenus les principaux partenaires de Washington en matière de renseignement contre Moscou aujourd'hui<sup>4</sup>.

## LA FORMATION D'UNITÉS DE RÉSISTANCE ET DE SABOTAGE

Parallèlement, à partir de la fin de 2014, des paramilitaires de la CIA sont envoyés dans l'est de l'Ukraine pour former les unités spéciales de Kiev à lutter contre les forces russes et leurs alliés séparatistes dans le Donbass.

### La mise en place de cellules clandestines

Les instructeurs chevronnés du *Special Activities Center* (SAC<sup>5</sup>) enseignent à leurs homologues ukrainiens les techniques de guerre irrégulière afin qu'ils puissent, le cas échéant, conduire une guérilla efficace contre l'armée russe. Le programme de formation couvre de nombreux domaines : tactiques de combat non conventionnelles, utilisation des missiles *Javelin*, tir de précision, techniques de camouflage, communications secrètes, etc<sup>6</sup>. Par ailleurs, diverses caches d'armes et de matériels sont aménagées dans le pays, avec l'aide de l'Agence, mais aussi du MI 6, en prévision d'une éventuelle agression russe<sup>7</sup>.

La CIA forme également un commando d'élite du HUR – connu sous le nom d'Unité 2245<sup>8</sup> – dont la mission est de capturer des drones et du matériel de communication russes afin que les techniciens de la CIA puissent en faire la rétro-ingénierie et casser les systèmes de cryptage de Moscou<sup>9</sup>.

Toutefois, l'Agence ne voulant surtout pas d'une confrontation directe avec les Russes, le nombre de paramilitaires initialement envoyés dans l'est de l'Ukraine est inférieur à dix. Et leurs règles d'engagement sont claires : conseiller et former, mais en aucun cas prendre part au combat, et veiller à ne pas aggraver les tensions afin de ne pas donner à la Russie une raison d'intervenir<sup>10</sup>.

1 Greg Miller and Isabelle Khushudyan, op. cit.

2 Adam Entous and Michael Schwartz, op. cit.

3 Greg Miller and Isabelle Khushudyan, op. cit.

4 Adam Entous and Michael Schwartz, op. cit.

5 Le Special Activities Center (SAC) est le service Action de la CIA, au sein duquel se trouve le Special Operations Group (SOG), véritable bras armé de la Direction des opérations. Le SOG est chargé de missions d'action directe (reconnaissance, sabotages, enlèvements, assassinats ciblés) et d'assistance aux services étrangers (formation à la guérilla et aux opérations spéciales).

6 Jack Murphy, op. cit.

7 Ibid.

8 Elle est également dénommée 10e Détachement spécial du HUR.

9 L'un des officiers de cette unité était Kyrilo Budanov, aujourd'hui général et patron du HUR (cf. Adam Entous and Michael Schwartz, op. cit.).

10 Zach Dorfman, "Exclusive: Secret CIA training program in Ukraine helped Kyiv prepare for Russian invasion", Yahoo, March 16, 2022 (<https://news.yahoo.com/exclusive-secret-cia-training-program-in-ukraine-helped-kyiv-prepare-for-russian-invasion-090052743.html>).

## La création de la Cinquième direction du SBU<sup>1</sup>

Les Américains considèrent que le SBU est un service d'une taille trop importante pour être réformé. Afin de coopérer avec lui et de limiter les risques d'infiltration par les services russes, la CIA décide de créer une nouvelle direction chargée des « mesures actives », totalement indépendante des autres départements, baptisée « Cinquième direction<sup>2</sup> ». Ses recrues, triées sur le volet, sont des officiers et des sous-officiers nés après l'indépendance de l'Ukraine qui n'ont aucun lien avec la Russie. Ces centres d'entraînement sont situés à l'extérieur de Kiev, et les hommes y sont formés à opérer secrètement derrière les lignes russes dans le Donbass et en Crimée, afin d'y conduire des embuscades, des sabotages et des éliminations ciblées<sup>3</sup>. La CIA leur fournit du matériel de communication sécurisé, des déguisements et des uniformes séparatistes qui permettent aux agents de s'infiltrer plus facilement dans les zones ennemies.



Logo du SBU

### L'apparition des premières dissensions

Toutefois, en contrepartie de l'aide apportée aux deux services ukrainiens, la Maison-Blanche insiste sur le fait que les opérations offensives doivent être limitées à la collecte de renseignements, afin de ne pas provoquer les Russes. Surtout, les assassinats et les sabotages doivent être bannis. Mais cette « ligne rouge » déplaît à Kiev. Au fur et à mesure que le partenariat entre le SBU, le HUR et la CIA se renforce, les Ukrainiens sont agacés de la retenue excessive de Washington.

Dès que les premiers commandos sont jugés opérationnels, le SBU commence à monter des opérations de sabotage et des missions visant à capturer des dirigeants séparatistes et des collaborateurs ukrainiens, dont certains sont emmenés dans des sites de détention secrets pour être « interrogés ». Des missions d'élimination sont également lancées. En l'espace de trois ans, au moins une demi-douzaine d'agents russes, de commandants séparatistes de haut rang ou de collaborateurs ont été tués par le SBU<sup>4</sup>.

Début 2016, le général Kondratiuk est contrarié par le refus des Américains de fournir des images satellites de l'intérieur de la Russie. Peu après, il demande l'aide de l'Agence pour planifier une mission clandestine en Russie où des commandos du HUR doivent poser des engins explosifs dans des dépôts ferroviaires utilisés par l'armée russe au cas où Moscou chercherait à s'emparer d'une partie du territoire ukrainien. Lorsque le chef de poste de la CIA à Kiev reçoit cette demande, il en informe aussitôt John Brennan. Celui-ci appela Kondratiuk et lui intime l'ordre d'annuler la mission, faute de quoi l'agence cessera son soutien à son service. Le patron du HUR doit obtempérer, mais prend la décision de ne plus informer les Américains de ce type d'opérations<sup>5</sup>.

À la fin de l'été 2016, le service ukrainien découvre que les forces russes déploient des hélicoptères d'attaque en Crimée. Le général Kondratiuk décide, sans demander l'autorisation des Américains, d'envoyer une équipe pour poser des explosifs sur l'aérodrome afin qu'ils puissent être déclenchés si la Russie passait à l'attaque. C'est l'Unité 2245, qui est chargée de cette mission, mais l'opération est un échec et donne lieu à un affrontement armé avec des commandos russes. Lorsqu'elle l'apprend, la Maison-Blanche est furieuse. Certains conseillers de Barack Obama veulent mettre fin au programme d'assistance de la CIA, mais John Brennan les persuade qu'en dépit de ces débordements, la relation commence à produire des renseignements de qualité sur les Russes. Brennan intervient cependant auprès de Kiev pour que le général Kondratiuk soit relevé de ses fonctions.

1 Greg Miller and Isabelle Khushudyan, op. cit.

2 Une Sixième direction sera également créée par les Britanniques pour travailler en étroite collaboration le MI 6.

3 Adam Entous and Michael Schwartz, op. cit.

4 Parmi les personnes tuées figure Evgeniy Zhilin, le chef d'un groupe militant pro-russe dans l'est de l'Ukraine, qui a été abattu en 2016 dans un restaurant de Moscou. Un an plus tard, un commandant rebelle connu sous le nom de «Givi» a été tué à Donetsk dans le cadre d'une opération au cours de laquelle une femme qui l'accusait de viol a été enrôlée pour poser une bombe à ses côtés (Greg Miller and Isabelle Khushudyan, op. cit.)

5 Adam Entous and Michael Schwartz, op. cit.

Mais les opérations d'assassinat se poursuivent. La CIA découvre que les assassins sont cette fois des membres de la Cinquième direction du SBU. Cela a pour effet de déclencher une véritable guerre de l'ombre avec Moscou. Les Russes éliminent le chef de l'unité 2245, le colonel Maksim Shapoval, dans un attentat à la voiture piégée<sup>1</sup>. Les responsables des services ukrainiens déclarent alors à la CIA que le recours aux opérations meurtrières est la réponse aux actions russes en Crimée, au soutien apporté par Moscou aux autonomistes du Donbass et aux assassinats ciblés. Il est, à leurs yeux, légitime de riposter<sup>2</sup>.

### Le repli face à l'attaque russe

En mars 2021, l'armée russe commence à masser des troupes le long de la frontière avec l'Ukraine. La question demeure de savoir s'il s'agit d'un bluff de Vladimir Poutine ou de la préparation d'une agression. Les services américains et britanniques disposent de moyens d'interception auxquels les Ukrainiens n'ont pas accès. Les renseignements obtenus par ce biais leur permettent – selon eux – d'obtenir des listes de responsables ukrainiens que les Russes prévoient de capturer ou d'éliminer et les noms de ceux que le Kremlin espère installer au pouvoir. William Burns, le nouveau directeur de la CIA, se rend à Kiev en janvier 2022 pour en informer Volodymyr Zelensky, mais celui-ci et plusieurs de ses principaux conseillers ne sont pas convaincus par ses informations<sup>3</sup>.

Début 2022, alors que, selon les Américains, la menace d'une invasion russe devient de plus en plus plausible, l'administration Biden retire son personnel diplomatique du pays, ainsi que les membres de la CIA, car elle est « *terrifiée à l'idée que même les clandestins soient en première ligne* » et puissent être capturés<sup>4</sup>. Toutefois, à la demande de William Burns, un petit

groupe d'officiers paramilitaires de la CIA reste en Ukraine – transféré dans un complexe hôtelier dans l'ouest du pays – car ils ne veulent pas abandonner leurs partenaires<sup>5</sup>.

Deux jours avant l'invasion du 24 février, un réseau de communications clandestines est activé pour mettre en alerte les cellules dormantes. Un amateur d'écoutes très au fait de ce type d'émission rapporte avoir capté, le 6 février vers 2 heures du matin, heure française, une série de chiffres en langue anglaise<sup>6</sup>. Ce type de transmission a la particularité de diffuser une mélodie avant et/ou après ses messages afin d'être clairement identifiée par le ou les destinataires. Dans le cas présent, il s'agissait de la mélodie « *Lincolnshire Poacher* » connue pour avoir été utilisée par le MI 6 britannique pendant la Guerre froide depuis un émetteur installé à Chypre. Ce site émettait à destination de ses agents en URSS. Cette station n'avait pas été réentendue depuis juillet 2008. Le but de cette transmission a comme objectif de réactiver les moyens radioélectriques traditionnels pour communiquer avec des éléments prédéployés à l'Est<sup>7</sup>.

Les membres des cellules clandestines se rendent alors dans les caches dissimulées à travers le pays et pour y récupérer armes, explosifs et matériels nécessaires aux opérations à venir, puis attendent l'ordre de frapper leurs cibles<sup>8</sup>. Les premiers actes de sabotage ont eu lieu en Biélorussie où des cheminots et des commandos s'attaquent au réseau ferré par lequel sont acheminées les forces russes. Selon le *Washington Post*, le 26 février, cinq sabotages interrompent presque complètement le trafic ferroviaire<sup>9</sup>. Puis, face à la rapide avancée des forces russes au cours des premières semaines de la guerre, les réseaux de partisans entrent en action dans l'est et le sud du pays, assassinant des collaborateurs locaux et aidant les forces ukrainiennes à cibler les positions russes<sup>10</sup>.

1 Ibid.

2 Greg Miller and Isabelle Khushudyan, op. cit.

3 Adam Entous and Michael Schwartz, op. cit.

4 Zach Dorfman, op. cit.

5 Adam Entous and Michael Schwartz, op. cit.

6 L'information a été publiée sur le blog Signal Monitoring (<http://signal-monitoring.blogspot.com/2022/02/ukraine-et-si-le-reveil-de-la-guerre.html>).

7 Alain Charret, « Ukraine : les services britanniques réactiveraient les réseaux radio permettant de communiquer avec leurs agents clandestins », Note d'Actualité n°591, CF2R, mars 2022 (<https://cf2r.org/actualite/ukraine-les-services-britanniques-reactivraient-les-reseaux-radios-permettant-de-communiquer-avec-leurs-agents-clandestins/>).

8 Jack Murphy, op. cit.

9 Alain Rodier, « Des commandos derrière les lignes russes », Le Dialogue, 10 mai 2023 (<https://www.ledialogue.fr/463/Des-commandos-derriere-les-lignes-russe>)

10 Adam Entous and Michael Schwartz, op. cit.



## 2. L'ACTION DE LA CIA DEPUIS LE DÉBUT DU CONFLIT (2022-2024)

Après que l'administration Biden ait évacué tout le personnel américain d'Ukraine dans les semaines précédant le déclenchement de l'opération militaire spéciale russe, les officiers de la CIA présents dans un hôtel de l'ouest de l'Ukraine restent la seule présence du gouvernement américain sur le terrain. Pendant l'invasion, ils transmettent à leurs homologues ukrainiens des renseignements essentiels, notamment sur les axes de l'offensive russe, ses objectifs et les moyens engagés. « *Sans eux, nous n'aurions pas pu résister aux Russes, ni les battre* » a déclaré Ivan Bakanov, qui dirigeait alors le SBU<sup>1</sup>.

Depuis le début du conflit, la CIA n'a cessé de renforcer son soutien aux services ukrainiens. Selon l'hebdomadaire américain *Newsweek* de nombreux officiers de l'agence se trouvent aujourd'hui en Ukraine et leurs activités vont de la formation et de l'assistance à l'utilisation de systèmes d'armes occidentaux jusqu'à l'échange de renseignements avec les services ukrainiens. Mais ils évitent le contact direct avec les forces russes. La CIA assume le rôle « *d'espion, de négociateur, de fournisseur de renseignements, d'opérateur logistique, de gestionnaire des relations avec l'OTAN et, surtout, de garant du maintien de la guerre* » dans des limites raisonnables, afin de ne pas déclencher une montée aux extrêmes, que ni Washington ni Moscou ne souhaitent.

Dans le cadre de ce conflit, la CIA intervient dans l'ensemble des domaines de la guerre secrète : renseignement, contre-espionnage et différentes formes d'action clandestine (politique, psychologique et paramilitaire), avec plus ou moins de réussite.

### RENSEIGNEMENT

En premier lieu, la CIA conduit diverses actions de renseignement offensif, à son profit exclusif ou qu'elle partage avec son allié. Celles-ci ont eu lieu en dépit d'erreurs d'évaluation initiale quant à l'issue du conflit.

### Les erreurs d'évaluation et les difficultés initiales de la CIA

Avant que les forces russes n'envahissent le pays en février 2022, la CIA – mais aussi les autres services de renseignement américains – déclare à la Maison-Blanche que la Russie va gagner en quelques jours et écraser rapidement l'armée ukrainienne. Elle prévoit à l'époque que Kiev va tomber en une semaine ou deux. L'Agence est si pessimiste quant aux chances des Ukrainiens que ses responsables déclarent au président Biden que le mieux qu'ils puissent espérer est que les restes des forces de Kiev vaincues déclenchent une guérilla contre l'occupant. D'ailleurs, l'agence planifie déjà le soutien clandestin à la résistance. Ces prévisions incitent l'administration Biden à retirer d'Ukraine les instructeurs des opérations spéciales et de la CIA qui forment l'armée et les services de Kiev<sup>3</sup>.

La CIA s'est donc complètement trompée. En mars 2023, Avril Haines, directrice du renseignement national (DNI), a reconnu, lors d'une audition devant la Commission sénatoriale du renseignement, que la CIA n'avait pas su « *prévoir les défis militaires auxquels [Poutine] a été confronté avec sa propre armée* ». Le lieutenant-général Scott Berrier, directeur de la *Defense Intelligence Agency*, a également déclaré lors de la même audition « *que sur la base de divers facteurs, les Ukrainiens n'étaient pas aussi prêts que je le pensais, et j'ai donc mis en doute leur volonté de se battre, c'était une mauvaise évaluation de ma part* ». Le général Ben Hodges, ancien commandant des forces américaines en Europe (2014 à 2018), a lui-même admis « *qu'il avait surestimé les capacités de la Russie* » avant qu'elle n'envahisse l'Ukraine parce « *qu'il n'avait pas réalisé l'ampleur de la corruption* » au sein du ministère russe de la Défense<sup>4</sup>.

L'incapacité de la communauté américaine du renseignement à percevoir les faiblesses fondamentales du système russe semble être le résultat d'une confiance excessive dans le renseignement technique. Avant la guerre, des satellites et des systèmes de surveillance de haute technologie ont permis aux États-Unis de

1 Adam Entous and Michael Schwartz, op. cit.

2 William Arkin, "Exclusive: The CIA's Blind Spot about the Ukraine War", *Newsweek*, May 7, 2023.

3 James Risen and Ken Klippenstein, "The CIA Thought Putin Would Quickly Conquer Ukraine. Why Did They Get It So Wrong?", *The Intercept*, October 5, 2022.

4 Ibid

suivre le déploiement des forces terrestres et aériennes russes et d'écouter les responsables militaires, ce qui a permis aux services de renseignement américains de prédire avec précision le moment de l'invasion. Mais il aurait fallu davantage de sources humaines à l'intérieur de la Russie pour voir que l'armée et les industries de défense russes étaient profondément corrompues. Lorsqu'il est apparu clairement que les prévisions de l'agence concernant une victoire rapide de la Russie étaient erronées, l'administration Biden a renvoyé dans le pays les éléments clandestins qui avaient été retirés de l'Ukraine<sup>1</sup>.

Toutefois, après plus d'une décennie consacrée à la guerre contre le terrorisme, l'environnement de haute technologie du champ de bataille ukrainien a été un choc pour les opérateurs de la CIA. En effet, les forces russes utilisaient des drones, des tours de téléphonie mobile et divers autres équipements pour trianguler les téléphones et les appareils électroniques des Ukrainiens et des paramilitaires de la CIA sur les lignes de front, puis les prenaient rapidement pour cibles.

Les éléments paramilitaires de l'Agence présents en Ukraine ont alors été contraints de mettre au point de nouveaux systèmes de communication sécurisés afin de pouvoir continuer à échanger entre eux et se déplacer en échappant aux frappes russes. La CIA a donc dû relever de nouveaux défis techniques posés par un type de conflit dont elle n'avait pas l'expérience<sup>2</sup>.

### **Le déploiement de systèmes de renseignement technique**

Les renseignements obtenus via les satellites et les drones d'observation, les interceptions des communications et les vols de reconnaissance électronique, comme les informations recueillies sur le terrain par les éléments de la CIA et des services de pays membres de l'OTAN sont au cœur de la guerre : ils ont permis à l'armée ukrainienne de résister efficacement aux forces russes.

Selon le *Washington Post*<sup>3</sup>, les services de renseignement américains, grâce à des communications sécurisées, transmettent constamment aux Ukrainiens, les localisations supposées des troupes ennemies, de leurs pièces d'artillerie ou de leurs colonnes de blindés. Plusieurs commandants ukrainiens ont récemment remercié les États-Unis pour les renseignements glanés à partir d'images satellites, qu'ils peuvent consulter sur des tablettes électroniques fournies par Washington et qu'ils utilisent pour cibler et attaquer les troupes russes<sup>4</sup>.

La CIA a également fourni à l'Ukraine des systèmes de surveillance tactique. Afin de les mettre en œuvre, l'agence a construit, entre 2015 et 2022, une douzaine de bases clandestines situées à proximité des frontières russes afin d'espionner les forces de Moscou, d'intercepter leurs communications et de suivre leurs mouvements<sup>5</sup>. Dans ces bunkers souterrains parfaitement dissimulés dans la forêt, des équipes de soldats ukrainiens traquent les satellites-espions russes et écoutent les conversations entre les commandants ennemis. À leurs côtés, des officiers de la CIA examinent les listes de cibles que les Ukrainiens s'apprêtent à frapper, comparant les informations dont ils disposent avec les renseignements américains pour s'assurer qu'elles sont exactes<sup>6</sup>.

Grâce à ces installations financées par l'Agence – il semblerait qu'elles soient encore toutes opérationnelles –, le renseignement militaire ukrainien recueille et produit une énorme quantité de renseignements qu'il partage avec la CIA<sup>7</sup>.

### **L'exploitation du « mécontentement » russe pour recruter de nouvelles sources**

Selon William Burns, le directeur de l'Agence, en Russie, le mécontentement à l'égard de la guerre minerait une partie des dirigeants et du peuple russes, en dépit de la propagande d'État. « *Cette désaffection crée une opportunité de recrutement unique pour la CIA. Nous*

1 Ibid.

2 Zach Dorfman, op. cit.

3 Greg Miller and Isabelle Khushudyan, op. cit.

4 Eric Schmitt, Julian Barnes & Helen Cooper, "Commando Network Coordinates Flow of Weapons in Ukraine, Officials Say", *New York Times*, June 25, 2022 (<https://www.nytimes.com/2022/06/25/us/politics/commandos-russia-ukraine.html?smtyp=cur&mid=tw-nytimes>)

5 La CIA et le HUR ont de plus construit deux bases secrètes mixtes pour intercepter les communications russes.

6 Adam Entous and Michael Schwartz, op. cit.

7 Ibid.

ne la laisserons pas passer ». Langley exploite donc ce contexte favorable pour recruter de nouvelles sources : elle publie des vidéos s'adressant aux citoyens russes mécontents qui auraient envie de trahir leurs dirigeants<sup>2</sup>. Deux vidéos sont publiées sur *YouTube* en mai et en septembre 2023<sup>3</sup>, s'adressant aux responsables russes avec le message suivant : « *Si vous aimez vraiment la Russie, collaborez avec les États-Unis* ». Selon un responsable de la CIA, la tactique serait payante : « *Nous recevons plus de sollicitations de Russes à la suite de ces vidéos. (...) Si cela ne fonctionnait pas, nous n'en serions pas à la troisième vidéo* ».

Les Américains ne sont pas les seuls à agir ainsi. Les Britanniques s'attachent également à tirer parti de ce contexte. Selon son directeur Richard Moore, le MI 6 aurait également recruté un certain nombre de Russes opposés à la guerre en Ukraine. Et le patron du service britannique a lancé un appel pour que d'autres fassent défection et travaillent avec Londres. Dans un discours prononcé à Prague en juillet 2023, il a déclaré que de nombreux Russes étaient « consternés » de voir leurs forces armées « pulvériser » les villes ukrainiennes. « *Ils regardent avec horreur leurs soldats ravager un pays frère* ». Moore a affirmé que la porte était ouverte aux Russes qui souhaitaient rejoindre l'agence d'espionnage britannique pour travailler à mettre fin à l'effusion de sang. « *Nous traiterons leurs offres d'aide avec la discrétion et le professionnalisme qui font la réputation de mon service. Leurs secrets seront toujours en sécurité chez nous* », a-t-il ajouté<sup>5</sup>.

Cependant, selon le *Wall Street Journal* du 27 avril 2024, qui cite des sources anonymes au fait du dossier, la CIA et les autres agences de renseignement considèrent que Vladimir Poutine n'a pas directement ordonné la mort d'Alexeï Navalny en février dernier<sup>6</sup>. Une conclusion qui est accueillie avec circonspection par d'autres services de renseignement occidentaux.

## Bilan des activités de renseignement

Transmettre la bonne information au bon moment à la bonne unité est la mission dévolue aux membres de la CIA présents en Ukraine. Depuis le début du conflit, les

renseignements qu'ils ont communiqués aux Ukrainiens auraient permis d'infliger de lourdes pertes à la Russie. Ils ont notamment permis l'annonce très précoce de l'invasion russe, mais aussi d'éviter des pertes militaires grâce à l'indication des lieux qui allaient faire l'objet de bombardements. Ils ont également permis d'empêcher la saisie de l'aéroport d'Hostomel, au nord-ouest de Kiev, par les forces russes, en abattant un appareil de transport gros-porteur avec 300 parachutistes à bord. La CIA et les autres agences de renseignement américaines continuent de suivre les mouvements des troupes russes, de fournir des renseignements pour les frappes de missiles et aident à soutenir les réseaux d'espionnage<sup>7</sup>.

Ainsi, le partenariat en matière de renseignement entre Washington et Kiev est l'un des piliers de la défense de l'Ukraine. Il est aussi une source de renseignements inestimables sur la Russie pour les services américains.

## CONTRE-ESPIONNAGE

En complément à la recherche de renseignements, la CIA conduit en Ukraine des actions défensives afin de contrecarrer les opérations d'espionnage russes.

### La lutte contre les services de renseignement russes

Les services russes ont toujours été très actifs en Ukraine et le sont toujours. FSB, GRU et SVR disposent d'agents au cœur des centres de décisions politiques et militaires, des armées, au sein du HUR et surtout du SBU. En conséquence, presque tout ce que les États-Unis partagent avec l'Ukraine est supposé parvenir également à Moscou.

Chaque semaine, les services ukrainiens découvrent de nouveaux cas de collaboration avec la Russie et les procès pour « intelligence avec l'ennemi » se comptent par milliers. Plus de 7 000 ont déjà eu lieu dans les tribunaux de tout le pays, en particulier dans la région de Kharkov que la Russie a partiellement occupée en 2022<sup>8</sup>. Mais l'ampleur de ce phénomène traduit aussi

1 William J. Burns, "Spycraft and Statecraft : Transforming the CIA for an Age of Competition", *Foreign Affairs*, January 30, 2024.

2 « La CIA publie des vidéos incitant les Russes à trahir leurs dirigeants », *Business Insider* (<https://www.businessinsider.com/cia-video-aims-recruit-disaffected-russians-informants-spies-2024-1?r=US&IR=T>).

3 <https://www.youtube.com/playlist?list=PLb9QRVXYyLdq6Mh9Oc2mGjN4MayU9Ty3i>

4 <https://www.nbcnews.com/politics/national-security/new-cia-video-appeals-russians-disillusioned-moscow-elite-rcna135179>

5 <https://www.gov.uk/government/speeches/speech-by-sir-richard-moore-head-of-sis-19-july-2023>

6 [https://www.wsj.com/world/russia/alexei-navalny-death-us-intelligence-71bc95b0?mod=hp\\_lead\\_pos2](https://www.wsj.com/world/russia/alexei-navalny-death-us-intelligence-71bc95b0?mod=hp_lead_pos2)

7 Adam Entous and Michael Schwartz, op. cit.

8 <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/le-zoom-de-la-redaction/le-zoom-de-la-redaction-du-mercredi-24-avril-2024-2661114>

l'important soutien que les populations des régions russophones apportent à Moscou et leur détestation du régime de Kiev.

Les services russes sont également très bien implantés dans les pays d'Europe de l'Est, en particulier ceux de la ligne de front (Pologne, États baltes, Moldavie, etc.). « *Nous consacrons une bonne partie de notre temps à traquer les pénétrations russes dans les gouvernements et les services de renseignement étrangers* » déclare un responsable du contre-espionnage américain travaillant en Ukraine. « *Nous avons réussi à identifier des espions russes au sein du gouvernement et de l'armée ukrainiens, ainsi qu'à divers autres points de la chaîne d'approvisionnement. Mais la pénétration russe dans les pays d'Europe de l'Est, même ceux qui sont membres de l'OTAN, est profonde, et les opérations d'influence russes sont directement préoccupantes* ».

Travailler en étroite collaboration avec les Ukrainiens a donc été un défi majeur. Depuis 2014, les Américains estiment qu'en raison du niveau d'infiltration russe au sein des services ukrainiens, la majorité des actions de coopération ont été compromises. En conséquence, les responsables du Conseil de sécurité nationale de l'ère ont établi une règle consistant à ne rien dire aux Ukrainiens qu'ils ne souhaitent pas que les Russes apprennent.

Les Ukrainiens, parfaitement conscients du problème, ont commencé à traquer activement les agents renseignant les séparatistes du Donbass et les forces russes. Ils se sont attachés à filtrer les stagiaires envoyés aux États-Unis afin de détecter des « taupes ». Pourtant, selon un responsable de la CIA, plusieurs de ceux partis aux États-Unis suivre une formation ont été renvoyés en Ukraine pour avoir enfreint les règles de sécurité, comme la possession d'appareils électroniques non autorisés<sup>1</sup>.

Par ailleurs, en prévision d'une éventuelle invasion russe, l'Ukraine avait mis en place une vaste infrastructure de résistance. Malheureusement, ces listes de résistants se trouvaient dans les bases de données des autorités locales et ont été saisies par les Russes lorsque ceux-ci ont envahi les villes du sud du

pays. Les services de Moscou ont également recruté des agents au sein du gouvernement ukrainien et des organisations de résistance. Ainsi, ils ont pu obtenir des listes de personnes à interpellier ou éliminer<sup>2</sup>.

Le SBU a également découvert que des modems de fabrication russe étaient encore utilisés en interne, ce qui a provoqué une ruée pour les débrancher. Son directeur, Ivan Bakanov, a été démis de ses fonctions à l'été 2022, à la suite de critiques selon lesquelles son service ne prenait pas de mesures de sécurité assez énergiques contre les traîtres présents en son sein<sup>3</sup>.

### La fuite de documents secrets révélant les activités de la CIA

Mais les fuites d'information ne viennent pas seulement de Kiev. Une cinquantaine de documents secrets concernant les activités de la CIA en Ukraine et sur le jugement de Washington sur les activités de ses alliés, circule sur *Twitter*, *Instagram*, *Telegram* ou encore *Discord*. Ces documents comprennent une carte Top Secret de la bataille de Bakhmout datée de mars 2023, des informations faisant état des différentes ressources humaines et matérielles des deux armées, et des échanges privés entre dirigeants alliés, révélant l'ampleur des opérations de renseignement américaines. La CIA aurait ainsi connaissance de cibles des frappes russes avant qu'elles ne soient effectuées et intercepterait les communications du GRU. Les documents décrivent également les actions de propagande russe en Afrique contre les États-Unis et la France et indiquent que le groupe Wagner a été mis sur écoute<sup>4</sup>.

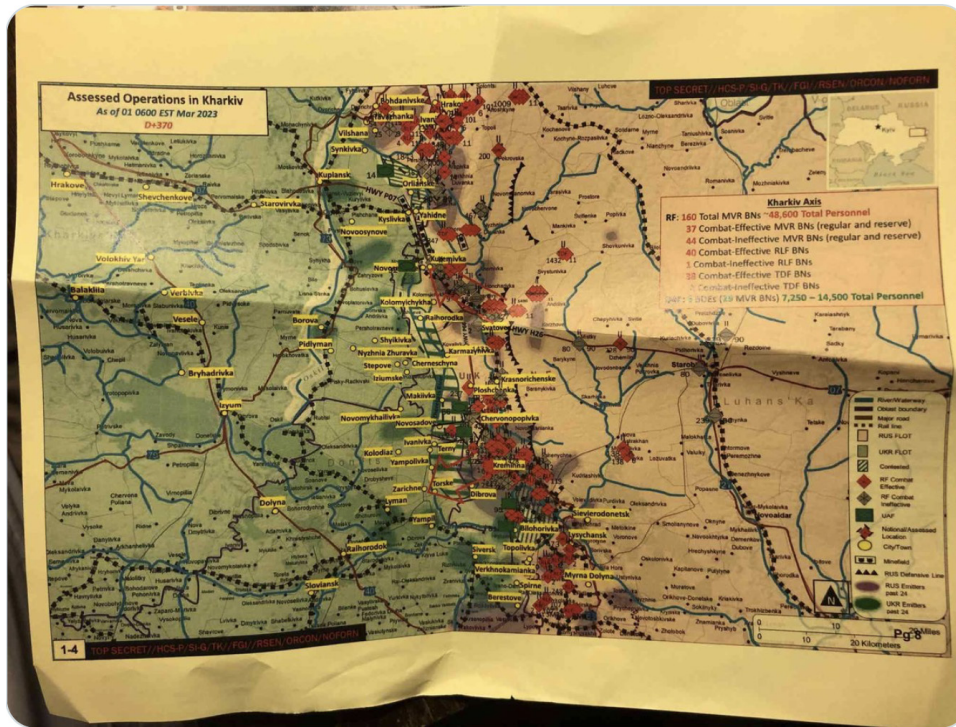
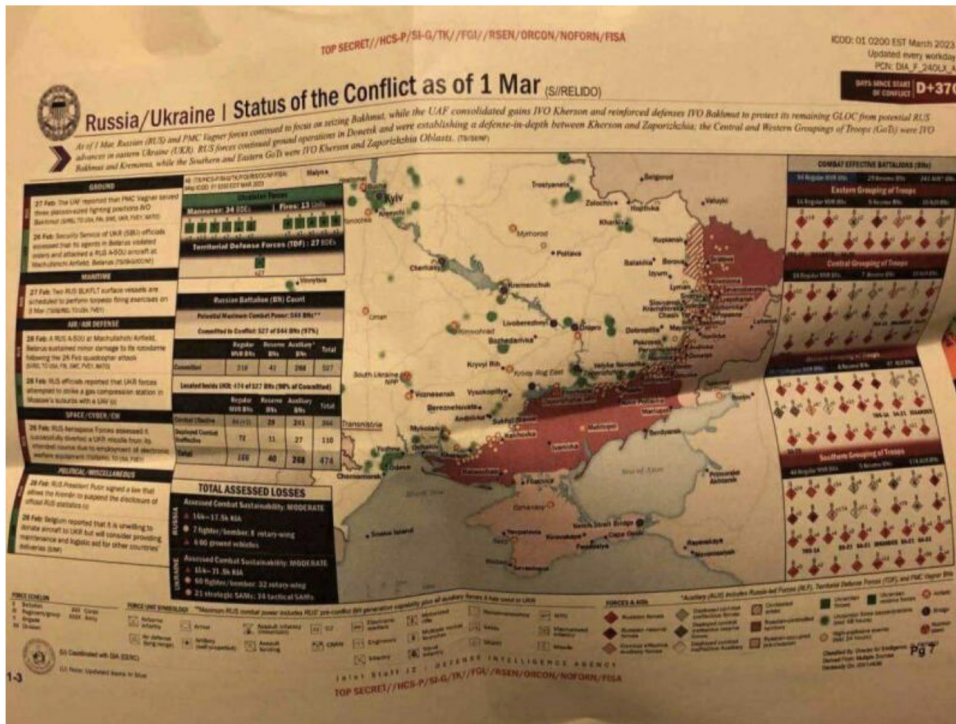
Certains de ces documents font également état de l'espionnage par les États-Unis de certains de leurs alliés, une pratique qui avait déjà été révélée par *Wikileaks*. Une page décrit une conversation entre deux hauts responsables de la sécurité nationale sud-coréenne au sujet de la demande de Washington pour que Séoul livre des munitions à Kiev. Une autre indique qu'Israël « *envisagera probablement de fournir une aide létale sous la pression accrue des États-Unis ou en cas de dégradation* » de ses relations avec la Russie.

1 Zach Dorfman, op. cit.

2 Kurt Vandenplas, NATO Special Operations Headquarters Lessons Learned Bulletin, Issue 18, May 2023, pp. 6-9.

3 Greg Miller and Isabelle Khushudyan, op. cit.

4 Antoine Beau, « Guerre en Ukraine : cette fuite de documents secrets qui met les États-Unis dans l'embarras », *L'Express*, 10 avril 2023 (<https://www.lexpress.fr/monde/guerre-en-ukraine-cette-fuite-de-documents-secrets-qui-met-les-etats-unis-dans-l-embarras-26RJZ325INCDNAO76GYDCYOEEU/>).



Copies de deux documents secrets de la CIA sur la guerre d'Ukraine

Une enquête a été ouverte par le Pentagone, pour « évaluer l'impact que la fuite de ces documents photographiés pourrait avoir sur la sécurité nationale et sur celle des alliés et partenaires ». Les autorités américaines ont confirmé la véracité de la plupart

des documents, mais l'origine de la fuite n'a pas été officiellement identifiée. Ces fuites auraient poussé l'Ukraine à modifier ses plans de bataille, car certains des documents font état de points faibles de son armée et mettent en lumière notamment de l'usure de ses défenses antiaériennes<sup>1</sup>.

1 Ibid.

Les opérations de la CIA en Ukraine couvrent tout le spectre des actions clandestines, des plus « défensives » aux plus offensives : protection, assistance logistique, opérations psychologiques et influence politique.

### Participation à la protection de Zelensky

Dès le début du conflit, l'agence aurait participé à la protection personnelle du président Zelensky, allant même, selon certaines sources, jusqu'à sauver sa vie<sup>1</sup>.

Selon certains de ses responsables, des moyens importants seraient consacrés par la CIA à « la collecte de renseignements afin de protéger le président ukrainien Volodymyr Zelensky ». L'agence serait en lien avec l'exécutif ukrainien pour discuter notamment « de la meilleure manière de déplacer le président et être sûr qu'il ne soit pas au même endroit que toute sa chaîne de commandement ». Zelensky aurait échappé à une douzaine de tentatives d'assassinat durant les deux premières semaines du conflit et serait toujours la cible principale de la Russie<sup>2</sup>. Toutefois, il convient de rappeler que le Premier ministre Naftali Bennett a affirmé dans un interview<sup>3</sup> que Poutine s'était engagé à ne pas éliminer le chef de l'État ukrainien...

### Livraison d'armes et formation

Le second volet de l'aide apportée par la CIA aux services spéciaux et aux forces ukrainiennes est celui de l'assistance.

Cette guerre est particulière, car Washington soutient massivement Kiev alors que les deux pays ne sont pas alliés. Par conséquent, une grande partie de l'aide apportée par les États-Unis à l'Ukraine est secrète. Ainsi, le soutien logistique et la livraison d'armes à des forces amies, missions généralement confiées au Pentagone, sont assurés par la CIA dans ce conflit.

La coordination de cette vaste guerre clandestine aurait lieu en Pologne. En effet, depuis la fin de la Guerre froide, Varsovie et Washington ont établi des relations particulièrement étroites. Dans le cadre de la *Global War on Terror* (GWOT), à partir de 2002, la Pologne a accueilli dans le village de Stare Kiejkuty une prison clandestine de la CIA dans laquelle les terroristes étaient interrogés et torturés. Et après la première révolte du Donbass et le rattachement de la Crimée à la Russie en 2014, le poste de Varsovie est devenu le troisième le plus important de l'Agence en Europe.

La cellule de coordination, qui s'inspire d'une structure similaire ayant fonctionné en Afghanistan, comprend des représentants d'une vingtaine de nations et pilote une dizaine de groupes spécialisés chargés d'assurer l'aide apportée par les pays de l'OTAN aux Ukrainiens et de leur fournir des renseignements<sup>4</sup>. Dans la clandestinité, une flotte d'avions commerciaux (la « flotte grise ») sillonne l'Europe centrale et orientale, acheminant des armes et soutenant les opérations de la CIA.

En matière de formation, parallèlement aux missions qu'assurent les forces américaines dans l'ouest du pays, la CIA assure l'instruction spécialisée des membres des services ukrainiens et leur a livré de nombreux matériels, dont des drones qui sont utilisés par Kiev pour frapper les bateaux russes et le pont de Crimée. Une grande partie de ce travail s'effectue en dehors de l'Ukraine, dans des bases en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne, notamment<sup>5</sup>. Mais cette formation ne concerne pas les matériels lourds, comme les systèmes d'artillerie à haute mobilité (HIMARS) et d'autres armes sophistiquées, qui relèvent de la formation militaire classique dévolue aux unités militaires.

Les officiers de la CIA opérant en Ukraine ne sont pas sur les lignes de front avec les troupes ukrainiennes. La majeure partie de leur travail se déroule à Kiev. Ils sont également présents dans les quartiers généraux situés dans d'autres parties du pays ou à distance, par le biais de communications cryptées<sup>6</sup>.

1 Information à ce jour non vérifiable. La contribution réelle de l'Agence est difficile à vérifier, d'autant que des éléments de la DGSE aurait aussi participé à la protection de Zelensky... sans oublier les moyens ukrainiens eux-mêmes.

2 <https://www.ladepêche.fr/2022/04/29/guerre-en-ukraine-comment-la-cia-participe-a-la-protection-du-president-volodymyr-zelensky-10266281.php>

3 <https://www.i24news.tv/fr/actu/conflit-en-ukraine/1675587804-je-ne-tuerai-pas-zelenski-avait-promis-vladimir-poutine-a-naftali-bennett>.

4 Thomas Romanacce, « Comment la CIA aide secrètement l'Ukraine dans sa guerre face à la Russie », Capital, 7 juillet 2023 (<https://www.capital.fr/economie-politique/comment-la-cia-aide-secretement-lukraine-dans-sa-guerre-face-a-la-russie-1473619>).

5 Eric Schmitt, Julian Barnes & Helen Cooper, op. cit.

6 Ibid.

## Action psychologique : la divulgation de renseignements comme moyen de dissuasion<sup>1</sup>

Dans le cadre du conflit, les États-Unis mènent une intense guerre de l'information contre la Russie. Depuis 2021, l'idée a été d'anticiper et de perturber les tactiques du Kremlin, de compliquer sa campagne militaire et de « saper la propagande de Moscou et d'empêcher la Russie de définir la façon dont la guerre sera perçue dans le monde » selon un responsable américain<sup>2</sup>.

Avant l'invasion, la CIA a affirmé que la Russie avait l'intention d'organiser une attaque sous « faux drapeau » contre des membres de la population russophone d'Ukraine afin de justifier son intervention et que ce plan incluait une vidéo montrant de faux cadavres. Il est impossible de dire si ce renseignement était vrai ou s'il s'agit d'une désinformation de l'Agence, car cet événement n'a jamais eu lieu...

Le renseignement américain a ensuite déclaré qu'il disposait d'informations suggérant que la Russie s'apprêtait à utiliser des armes chimiques en Ukraine. Le président Joe Biden l'a même déclaré publiquement. Cependant, trois responsables américains ont déclaré à *NBC News* qu'il n'y avait aucune preuve que la Russie ait introduit des armes chimiques en Ukraine. Un responsable américain a déclaré que les États-Unis avaient divulgué ces informations afin de dissuader la Russie de la faire, ajoutant : « *Il n'est pas nécessaire que les renseignements soient solides. (...) Il est plus important de les devancer [les Russes], en particulier Poutine, avant qu'ils ne fassent quelque chose* »<sup>3</sup>.

En une autre occasion, le service américain a affirmé à la presse qu'il disposait de renseignements suggérant que Poutine était induit en erreur par ses propres conseillers, lesquels avaient peur de lui dire la vérité. Cette révélation a fait la une des journaux du monde entier. Mais deux responsables américains ont déclaré que ces renseignements n'étaient pas concluants et reposaient davantage sur des impressions que sur des preuves tangibles. D'autres ont contesté ces propos, affirmant

que les renseignements étaient très fiables et qu'ils avaient été examinés au plus haut niveau. En réalité, il n'y a aucun moyen de vérifier ce type d'affirmations.

De même, l'accusation selon laquelle la Russie se serait tournée vers la Chine pour obtenir une aide militaire ne repose pas sur de preuves tangibles. Rien n'indique que Pékin ait envisagé de fournir des armes à la Russie. L'administration Biden a publié cette information pour avertir la Chine de ne pas le faire<sup>4</sup>.

Ce ne sont que quelques-uns des nombreux exemples de la tactique employée par l'administration Biden : révéler des renseignements déclassifiés afin que, même s'ils ne sont pas parfaitement fiables, cela mette le président russe Vladimir Poutine en difficulté. Coordonnés par le Conseil de sécurité nationale, les communiqués ont été si fréquents et si nombreux que les agences de renseignement ont dû affecter de nombreux personnels au processus de déclassification, afin que les informations portées à la connaissance du public ne trahissent ni leurs sources et ni les méthodes employées pour les acquérir.

Selon William Burns, la « déclassification stratégique » – c'est-à-dire la divulgation publique intentionnelle de certains secrets pour affaiblir les rivaux et rallier les alliés – est devenue une technique efficace pour les dirigeants politiques américains. Y recourir ne signifie pas mettre en péril les sources ou les méthodes utilisées pour collecter les renseignements, mais cela signifie résister judicieusement à l'envie de tout garder secret. « *La communauté américaine du renseignement apprend également la valeur croissante de la diplomatie du renseignement, en acquérant une nouvelle compréhension de la manière dont ses efforts pour soutenir les alliés et contrer les ennemis peuvent aider les décideurs politiques* »<sup>5</sup>.

Selon Douglas London, un ancien officier de la CIA ayant travaillé pendant trente-quatre ans pour le service clandestin de l'Agence, « *Jamais les États-Unis n'ont divulgué autant d'informations sensibles et aussi vite* »<sup>6</sup>.

1 Voir à ce sujet Takashi Seto, « Weaponized Disclosure of Intelligence in the Russia-Ukraine War. Disclosure Dilemma and Hidden Inheritances from post-2014 », Commentary n° 224, National Institute for Defense Studies (Tokyo, Japan), 26 May 2022 (updated 31 October 2023).

2 Ken Dilanian, Courtney Kube, Carol E. Lee and Dan De Luce « In a break with the past, U.S. is using intel to fight an info war with Russia, even when the intel isn't rock solid », NBC News, 6 avril 2022 (<https://www.nbcnews.com/politics/national-security/us-using-declassified-intel-fight-info-war-russia-even-intel-isnt-rock-rcna23014>).

3 Ken Dilanian, Courtney Kube, Carol E. Lee and Dan De Luce, op. cit.

4 Ibid.

5 William J. Burns, op. cit.

6 Valérie de Graffenried, *Le Temps*, 23 février 2022 (<https://www.letemps.ch/monde/un-exofficier-cia-lukraine-jamais-etats-unis-nont-divulgue-autant-dinformations-sensibles-vite>).

D'autres observateurs ont qualifié cette stratégie d'audacieuse, car elle a été à leurs yeux jusqu'à présent couronnée de succès, même si elle n'est pas sans risques. « *C'est la démonstration la plus étonnante du renseignement en tant qu'instrument du pouvoir d'État que j'ai vu ou dont j'ai entendu parler depuis la crise des missiles de Cuba* », a déclaré Tim Weiner, auteur d'une histoire de la CIA<sup>1</sup>.

### Action politique et diplomatie parallèle

Autre élément nouveau, la guerre d'Ukraine a fait du patron de la CIA l'un des personnages clés de la politique étrangère américaine. Ancien diplomate de carrière, fin connaisseur de la Russie et ancien secrétaire d'État adjoint sous Obama, loin d'être cantonné à son rôle de patron de l'Agence, Burns est traité par Biden américain comme un membre de son cabinet. Il le sollicite régulièrement sur des questions de politique étrangère, au même titre que le conseiller à la Sécurité nationale, Jake Sullivan, et le secrétaire d'État, Antony Blinken. Ses déplacements, parfois officiels, parfois plus discrets, font de lui l'un des principaux *missi dominici* de la Maison-Blanche<sup>2</sup>.

Le patron de la CIA a donc naturellement joué un rôle de premier plan dans la crise ukrainienne. Lorsque les services américains et britanniques ont découvert les préparatifs de guerre russes à l'automne 2021, il a été dépêché à Moscou afin d'avertir Poutine que ses intentions étaient connues. Convaincu de l'imminence de l'invasion, Burns s'est ensuite employé à convaincre les alliés européens, sceptiques quant à la réalité des intentions prêtées Kremlin. Il a alors décidé, à l'encontre de la tradition de secret de l'Agence, de rendre publics les renseignements dont elle disposait afin d'établir la vérité face au narratif russe<sup>3</sup>.

Par ailleurs, depuis le début du conflit, William Burns s'est rendu à de nombreuses reprises à Kiev pour rassurer Zelensky, le briefer sur la stratégie de Moscou

et le rassurer sur les livraisons d'armes et de munitions américaines. Selon certaines sources, il aurait également participé aux tentatives de négociations entre le président ukrainien et Vladimir Poutine<sup>4</sup>. Le patron de la CIA a ainsi redoré le blason de l'Agence aux yeux de l'administration américaine comme auprès de ses alliés.

### L'ACTION DES AUTRES SERVICES AMÉRICAINS ET DES FORCES SPÉCIALES

La CIA n'est pas le seul service américain à aider Kiev en matière de renseignement et de ciblage des forces russes. Les autres services de renseignement américain – *Defense Intelligence Agency* (DIA), *National Geospatial Intelligence Agency* (NGIA) et surtout *National Security Agency* (NSA) – assistent également les forces ukrainiennes.

Ainsi, début janvier 2023, un média du Donbass déclarait que la frappe ukrainienne contre Makiivka (Russie) avait été déclenchée après la détection d'une forte concentration de téléphones portables appartenant à des abonnés russes. La localisation précise du bâtiment où se trouvaient ces appareils aurait été fournie aux Ukrainiens par la NSA. Si d'un point de vue technique, Kiev dispose des moyens permettant de détecter la présence – voire même d'intercepter les communications – de téléphones portables, la localisation aussi précise du bâtiment abritant ces terminaux, situé dans une zone russe ne semblait pas être à sa portée. Il est donc très vraisemblable que les services américains aient fourni ces renseignements à leur allié ukrainien. C'est d'autant moins surprenant que l'*US Air Force* et ses alliés de l'OTAN mènent quotidiennement des missions aériennes de recueil de renseignements d'origine électromagnétique à proximité des frontières de l'Ukraine, mais également de celles de la Biélorussie, de la Moldavie ou encore en mer Noire.<sup>5</sup>

1 Ken Dilanian, Courtney Kube, Carol E. Lee and Dan De Luce, op. cit.

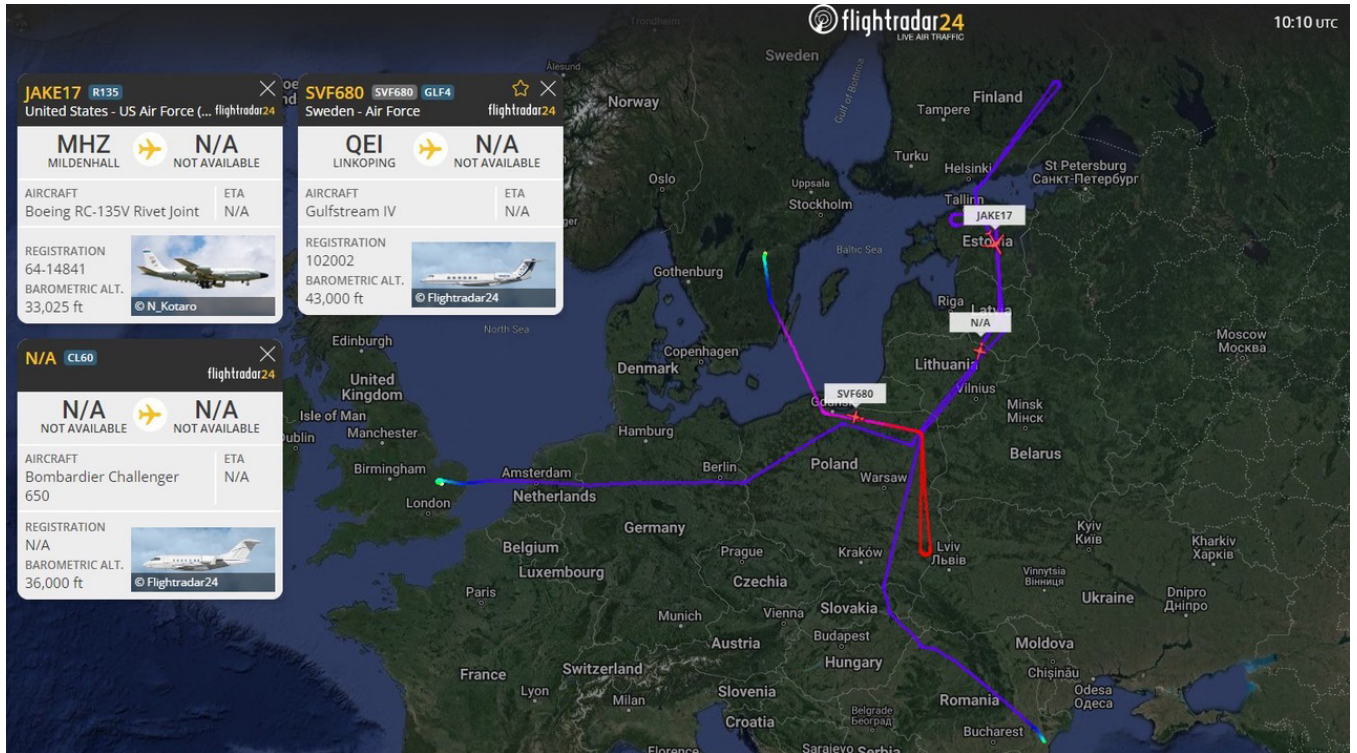
2 Adrien Jaulmes, « William Burns, le maître espion de la CIA en première ligne en Ukraine », Le Figaro, 6 juillet 2023 (<https://www.lefigaro.fr/international/william-burns-le-maitre-espion-de-la-cia-en-premiere-ligne-en-ukraine-20230706>)

3 « Ukraine : Burns redore le blason de la CIA », The Economist, 24 avril 2022.

4 De manière similaire, une évolution du rôle confié au directeur du service de renseignement est observable, en Israël. David Barnea, le patron du Mossad se trouve au cœur du cercle restreint de négociateurs de la trêve espérée entre Israël et le Hamas. Un rôle discret bien loin des missions opérationnelles auxquelles il a participé pendant une vingtaine d'années. Parler avec tout le monde, et surtout avec ses ennemis, envisager les hypothèses les moins évidentes pour résoudre un conflit : depuis le début de la guerre David Barnea mène une mission discrète et de longue haleine pour tenter de décrocher un accord entre les deux parties ennemies.

5 Alain Charret, « La NSA accusée d'être impliquée dans la frappe ukrainienne contre Makiivka », Note d'Actualité n°603, CF2R, janvier 2023 (<https://cf2r.org/actualite/la-nsa-accusee-detre-impliquee-dans-la-frappe-ukrainienne-contre-makiivka/>).





Capture d'écran du site *FlightRadar24* du 18 mars 2024 à 10h10 UTC.  
Le Bombardier Challenger est un avion Artemis de l'US Army

De même, peu après l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février, le *10th Special Forces Group* américain a discrètement mis en place une cellule de planification en Allemagne afin de coordonner l'assistance militaire des pays de la coalition aux forces spéciales ukrainiennes<sup>1</sup>.

Jusqu'en janvier 2022, le *10th SFG*<sup>2</sup> prenait en charge l'essentiel de la formation des commandos ukrainiens sur la base militaire de Yavoriv, dans l'ouest du pays. La formation portait sur la reconnaissance, les communications et la médecine du champ de bataille, en plus des tactiques de combat en petites équipes. La formation mettait surtout l'accent sur les opérations de résistance et de guérilla, telles que définies dans le *Resistance Operational Concept (ROC)* de l'OTAN. Le nombre total d'instructeurs américains opérant sur le terrain en Ukraine était estimé à 150. En février 2022, les membres des forces spéciales ont quitté

le pays afin d'éviter une confrontation directe avec les forces russes. Seul un petit nombre d'opérateurs chargés de missions « autres que la formation » est demeuré sur place. Mais depuis, l'*United States Special Operations Command (USSOCOM)* a repris son aide. Des membres du *1st Special Forces Operational Detachment-Delta (Delta Force)* opérait en Ukraine depuis le début de la guerre<sup>3</sup> et le *Joint Special Operations Command (JSOC)* soutiendrait les opérations de sabotage ukrainiennes derrière les lignes russes en fournissant des informations de ciblage provenant de plateformes de renseignement, de surveillance et de reconnaissance qui surveillent le champ de bataille.

Parallèlement, quelques dizaines de commandos d'autres pays de l'OTAN – Britanniques, Canadiens, Polonais et Lituaniens, mais aussi Français<sup>4</sup> – travaillent également en Ukraine formant et conseillant les soldats ukrainiens.

1 Eric Schmitt, Julian Barnes & Helen Cooper, op. cit.

2 Il était assisté du 20th Special Forces Group de la Garde nationale de Floride.

3 Egle E. Murauskaite, U.S. Military Training Assistance to Ukraine. Impact Assessment, Asymmetric Threat Analysis Center, February 2023 ([https://www.start.umd.edu/sites/default/files/publications/local\\_attachments/ATAC%20-%20U.S.%20Military%20Training%20Assistance%20to%20Ukraine.pdf](https://www.start.umd.edu/sites/default/files/publications/local_attachments/ATAC%20-%20U.S.%20Military%20Training%20Assistance%20to%20Ukraine.pdf)).

4 Notamment des nageurs de combat. Cf. Laurent Valdiguié, « De la prudence à l'affolement : ce que cache le virage d'Emmanuel Macron ? », Marianne, 7 mars 2024, p. 24 (<https://www.marianne.net/monde/europe/guerre-en-ukraine-endurance-russe-echec-de-la-contre-offensive-ce-que-cache-le-virage-de-macron>).

### 3. UNE VOLONTÉ D'ÉVITER L'ESCALADE DU CONFLIT ?

Les opérations militaires et clandestines contre une puissance nucléaire, même par le biais d'un « proxy », présentent un risque élevé de provoquer une extension du conflit sur d'autres théâtres, voire une escalade vers la guerre nucléaire. Ce risque majeur doit donc être pris en compte et maîtrisé, ce que paraissent avoir fait Américains et Russes.

#### L'EXISTENCE DE « RÈGLES DE L'OMBRE » ENTRE LA CIA ET LA RUSSIE ?

Selon l'hebdomadaire américain *Newsweek*, en janvier 2022, un mois avant l'invasion russe, Washington et Moscou auraient établi une série de « règles » afin d'empêcher que le conflit russo-ukrainien devienne incontrôlable et dégénère en une guerre entre la Russie et l'OTAN. Les deux États ont une grande expérience de ce type d'accord, car ils l'ont fait tout au long de la Guerre froide.

Ce sont les Américains, via la CIA, qui ont pris l'initiative de cette démarche. Lors d'une visite de William Burns à Moscou, la Russie se serait engagée à ne pas étendre le conflit au-delà des frontières de l'Ukraine et à ne pas recourir aux armes atomiques. En retour, la Maison-Blanche aurait assuré le Kremlin que Kiev « ne prendrait aucune mesure qui pourrait menacer directement la Russie ou la survie de l'État russe » et qu'elle y veillerait. Par ailleurs, l'administration Biden « s'est engagée à ce que les États-Unis ne combattent pas directement et ne cherchent pas à changer le régime<sup>1</sup> ». La Russie a clairement fait savoir qu'elle était prête à frapper les éléments de l'OTAN qui aident l'Ukraine si ces engagements n'étaient pas respectés.

Il ne faut pas sous-estimer « l'a priorité de l'administration Biden, qui est de maintenir les Américains à l'abri du danger et de rassurer la Russie sur le fait qu'elle n'a pas besoin d'escalader » a déclaré un responsable du renseignement américain à *Newsweek*. « Il s'agit d'un exercice d'équilibre délicat, notre agence doit être très active

*dans la guerre tout en ne contredisant pas l'engagement principal de l'administration Biden : à savoir qu'il n'y aura pas de bottes américaines sur le sol ukrainien »,* a ajouté un membre de la CIA<sup>2</sup>. En coulisses, Washington a donc dû convaincre les Ukrainiens et les membres de l'OTAN d'accepter les limites fixées avec Moscou, car certains pays, notamment le Royaume-Uni et la Pologne, étaient prêts à aller plus loin que les États-Unis dans ce conflit.

En conséquence, « La CIA opère en Ukraine, selon des règles strictes et en limitant le nombre de personnes pouvant se trouver dans le pays à un moment donné ». Les membres de l'Agence présents sur place ne seraient guère plus d'une centaine. Mais une fois ses règles établies, l'Agence s'est consacrée à soutenir massivement les services ukrainiens dans leur combat contre les Russes<sup>3</sup>.

Cependant, il ne semble pas que la CIA se soit livrée à des actions directes ou ait engagé des éléments du *Special Activities Center* dans des opérations en territoire russe. Son rôle se limite, en matière d'action, au conseil opérationnel au profit des services ukrainiens. L'Agence a même tenu à se distancier des actions les plus provocatrices de l'Ukraine, notamment les sabotages et les assassinats réalisés sur le territoire russe<sup>4</sup>. Toutefois, il importe d'évaluer si cette distanciation est réelle et si les « lignes rouges » n'ont pas été régulièrement franchies.

#### L'IMPLICATION DE LA CIA DANS LES SABOTAGES ET LES ASSASSINATS PERPÉTRÉS PAR LES SERVICES UKRAINIENS

La coopération entre le HUR, le SBU et la CIA est très étroite et les trois agences mènent une très active guerre de l'ombre contre la Russie. Depuis le début du conflit, elles ont lancé des dizaines d'opérations spéciales dans les provinces russophones du Donbass et sur le territoire de la Fédération de Russie.

1 William Arkin, op. cit.

2 Ibid.

3 Ibid.

4 William Arkin, op. cit.

Toutes ces actions ukrainiennes ont été planifiées grâce à l'assistance de la CIA : frappe de drones à longue portée contre le Kremlin et Moscou, raids contre des cibles stratégiques, sabotages, assassinats de commandants militaires et de collaborateurs des Russes, etc. Bien qu'aucun membre du personnel américain ne soit *a priori* impliqué sur le terrain dans l'exécution de ces missions, ce sont des officiers paramilitaires de l'Agence qui commandent et contrôlent les opérations. Les Ukrainiens bénéficient en effet presque toujours d'un soutien américain en matière de surveillance aérienne pour leurs opérations derrière les lignes russes. De plus, chacune nécessiterait, avant son déclenchement, l'autorisation directe de la Maison-Blanche<sup>1</sup>.

### Raids de destruction

Depuis le début du conflit, les actions des services spéciaux ukrainiens ciblent des objectifs situés derrière les lignes ennemies, dans les *oblasts* ayant demandé leur rattachement à Moscou, et à l'intérieur de la Russie. Ils visent en particulier le complexe militaro-industriel russe et des infrastructures logistiques : ponts de chemin de fer, dépôts de carburant, centrales électriques, etc. Certains sabotages ont même eu lieu en Biélorussie, pays par lequel transitent les forces russes et leur ravitaillement.

- **Attaques contre le pont de Kertch**<sup>2</sup>. Pour Kiev, aucune cible n'a été plus prioritaire que le pont de Kertch, qui relie la Russie continentale à la péninsule de Crimée annexée. Ce pont est un corridor militaire essentiel. Le SBU l'a ciblé à deux reprises au cours de l'année 2022, notamment lors d'un attentat à la bombe en octobre qui l'a sérieusement endommagé et qui a tué cinq personnes. Zelensky a d'abord nié la responsabilité de l'Ukraine dans cette action. Mais le directeur du SBU, Vasil Malyuk, a décrit l'opération avec force détails dans une interview, reconnaissant que son service avait placé un puissant explosif à l'intérieur d'un camion transportant des rouleaux de cellophane pour l'industrie. Cette revendication de l'opération répond au besoin du SBU de mettre en lumière ses succès dans

le cadre d'une rivalité naissante avec le HUR. En effet, Kyrylo Budanov, le chef du renseignement militaire ukrainien, a pris l'habitude de vanter les réalisations de son service.

Les officiers de la CIA qui avaient été prévenus à l'avance de cette opération ont fait part de leurs inquiétudes à leurs homologues, craignant, en réaction, une escalade de la part de la Russie. Ces craintes se sont probablement dissipées, puisque neuf mois plus tard, le SBU a lancé une deuxième attaque contre le pont, en utilisant des drones navals mis au point dans le cadre de la coopération secrète avec la CIA et d'autres services de renseignement occidentaux.

- **Attaques de drones en Russie**. Pour sa part, le HUR a utilisé sa flotte de drones à longue portée pour lancer des dizaines d'attaques sur le territoire russe, jusqu'à Moscou. La base aérienne d'Engels, située dans la région de Saratov – sur laquelle sont basés des bombardiers stratégiques Tu-160 et Tu-95 –, a été attaquée le 5 décembre puis le 26 décembre 2022. Une opération menée en mai 2023 a également permis de mettre brièvement le feu à une partie du toit du Kremlin<sup>3</sup>.

- **Raids de l'unité Shaman**. Les opérations ukrainiennes contre les infrastructures industrielles russes seraient conduites principalement par une unité clandestine du renseignement militaire baptisée *Shaman*. Elle a pour de missions la reconnaissance, le sabotage et les assassinats ciblés<sup>4</sup>.

À travers ces actions, HUR et SBU envoient au Kremlin et à la population russe le message qu'ils sont capables de frapper sur leur territoire et y provoquer d'importants dégâts. De plus, ils obligent les forces de sécurité russes à se mobiliser contre les opérations commando, ce qui détourne une partie des effectifs des opérations offensives. Selon Mick Mulroy, un ancien opérationnel de la CIA, dans ce conflit « *la Russie est confrontée à de nombreux problèmes logistiques. Ces actions compliquent encore plus le ravitaillement des forces. (...) elles introduisent le doute dans l'esprit des dirigeants du Kremlin, ils s'aperçoivent que le président Poutine ne contrôle pas ce qui se passe dans son propre pays*<sup>5</sup> ».

1 Jack Murphy, op. cit.

2 Greg Miller and Isabelle Khushudyan, op. cit.

3 Ibid.

4 [https://www.intelligenceonline.fr/renseignement-d-etat/2024/02/28/la-guerre-clandestine-de-l-unite-speciale-shaman-du-gur-contre-moscou%2C110184951-art?cxt=PUB&utm\\_source=LMR&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=AUTO\\_EDIT\\_SOM\\_PROS&did=3418043](https://www.intelligenceonline.fr/renseignement-d-etat/2024/02/28/la-guerre-clandestine-de-l-unite-speciale-shaman-du-gur-contre-moscou%2C110184951-art?cxt=PUB&utm_source=LMR&utm_medium=email&utm_campaign=AUTO_EDIT_SOM_PROS&did=3418043)

5 Jack Murphy, op. cit.

En revanche, les responsables ukrainiens ont catégoriquement nié que l'un ou l'autre service ait été directement impliqué dans le sabotage, en septembre 2022, des gazoducs Nord Stream en mer Baltique, bien que les agences de renseignement américaines et occidentales aient désigné Kiev comme responsable de cette opération.

Suite à plusieurs de ces opérations, le porte-parole de la CIA, Tammy Thorp, a démenti toute implication de l'Agence dans la série d'incidents et d'explosions survenues en Russie en 2022 : « *les allégations qui prétendent que la CIA soutient d'une manière ou d'une autre des réseaux de saboteurs sont complètement fausses* ». Mais le doute subsiste, car selon le Titre 50 de la loi américaine, qui autorise les actions clandestines, la CIA peut légalement mentir quant à sa participation à ces actions<sup>1</sup>.

### Assassinats ciblés

Avant même le déclenchement de l'Opération militaire spéciale russe, dans le cadre de la guerre du Donbass, le SBU et le HUR avaient commencé à se livrer à des assassinats de dirigeants politiques ou militaires autonomistes. Depuis le début du conflit, ils ont multiplié ce type d'actions et ont éliminé des dizaines d'officiers russes, d'Ukrainiens collaborant avec Moscou et d'intellectuels ou de militants prônant le rattachement du sud-est de l'Ukraine à la Russie.

Parmi les personnes assassinées figurent Daria Douguina, la fille de l'idéologue Alexandre Douguine, tuée dans l'explosion de sa voiture dans la région de Moscou le 20 août 2022 ; l'influent blogueur militaire, Vladlen Tatarskii – de son vrai nom Maxime Fomine –, assassiné le 2 avril 2023 dans l'explosion d'une statuette piégée dans un café du centre de Saint-Pétersbourg ; l'écrivain Zakhar Prilépine, tué avec son chauffeur lors de l'explosion de sa voiture, le 6 mai 2023 ; Stanislav Rzhitsky, un ancien commandant de sous-marin russe abattu de quatre balles dans la poitrine et dans le dos alors qu'il faisait son jogging dans un parc de Krasnodar, dans le sud de la Russie, en juillet 2023<sup>2</sup> ; etc.

Initialement, Kiev a vigoureusement nié son implication dans l'attentat contre Daria Douguina : « *L'Ukraine n'a absolument rien à voir avec cette affaire, car nous ne sommes pas un État criminel comme la Russie, ni même un État terroriste* » a déclaré Mykhailo Podolyak, conseiller de Zelensky. Kiev affirme que ces morts sont le résultat de luttes de clans proches du pouvoir. Mais lors de récentes interviews, des fonctionnaires ukrainiens ont toutefois reconnu que ces dénégations étaient fausses. Ils ont confirmé que le SBU avait planifié et exécuté l'opération, et ont déclaré que si Douguine était la cible principale, sa fille – qui était également une fervente partisane de l'invasion – n'était pas à leurs yeux une victime innocente. Ces assassinats effectués à l'intérieur de la Russie ont pour but de montrer aux ennemis de l'Ukraine que « *la punition est imminente, même pour ceux qui se croient intouchables* »<sup>3</sup>.

Ces opérations sont présentées par Kiev comme des mesures extrêmes que le pays est contraint d'adopter en réponse à l'invasion russe. « *Toutes les cibles visées par le SBU sont totalement légales. (...) Nous avons trop d'ennemis, il est important de les neutraliser* », a déclaré Vasyl Maluyuk, au *Washington Post*. Les responsables de la sécurité ont par ailleurs déclaré qu'aucune opération majeure du SBU ou du HUR ne se déroulait sans l'autorisation de Volodymyr Zelensky<sup>4</sup>.

Ces capacités « homo<sup>5</sup> » ont été développées par les services ukrainiens depuis 2014, date à partir de laquelle ont été établis des liens étroits avec la CIA. Les assassinats ciblés sont le fait d'équipes composées d'agents d'élite ukrainiens issus de directions qui ont été formées, entraînées et équipées par l'agence américaine.

Mais la multiplication des opérations meurtrières menées par le SBU et le HUR a compliqué leur collaboration avec la CIA, suscitant des interrogations quant à la complicité de l'Agence dans celles-ci et créant un malaise dans les relations entre Kiev et Washington. Les responsables du renseignement américain ont tenu à souligner que la CIA ne participait à aucune opération d'assassinat ciblées menée par les services ukrainiens et que son travail se limitait à développer les capacités de ces services à recueillir des renseignements sur leur adversaire russe.

1 Ibid.

2 Ibid.

3 Greg Miller and Isabelle Khushudyan, op. cit.

4 Ibid.

5 Nom donné aux éliminations physiques à la DGSE.

« Nous n'avons jamais impliqué nos partenaires étrangers dans des opérations secrètes, en particulier derrière les lignes de front » a déclaré un ancien haut responsable de la sécurité ukrainienne, précisant que les opérateurs du SBU et du HUR ne sont jamais accompagnés d'homologues de la CIA dans leurs missions. De même, les Ukrainiens éviteraient d'utiliser des fonds, des armes ou des équipements américains, pour ces opérations<sup>1</sup>. Les membres de la CIA à Kiev ont toutefois été informés de certaines opérations ukrainiennes, mais ont répondu à leurs homologues : « Nous ne voulons rien savoir de tout cela ». Dans certains cas, notamment lors de l'attaque du pont de Kertch, ils ont fait part de leurs inquiétudes. Ils ont également exprimé des objections après certaines opérations. Mais l'Agence n'a cependant jamais retiré son soutien aux services de Kiev, car jusqu'à présent, les cibles frappées par les services ukrainiens avec l'aide de la CIA et du MI 6 ont une valeur tactique plutôt que stratégique. Malgré cela, les opérateurs américains reconnaissent que les limites étaient parfois floues<sup>2</sup>.

### Bilan des opérations clandestines

Selon les Ukrainiens, dans les quatre *oblasts* aujourd'hui rattachés à Moscou (Lougansk, Donetsk, Kherson et Zaporijia), les activités de la résistance ukrainienne auraient eu des effets stratégiques en perturbant gravement la gouvernance dans les zones occupées. Les services ukrainiens seraient parvenus à intimider ou éliminer des fonctionnaires locaux soutenant la Russie<sup>3</sup>, à conduire des attaques contre les forces d'occupation et leur logistique, à effectuer des sabotages de toutes sortes<sup>4</sup> et de la propagande antirusse<sup>5</sup>. Mais force est de constater qu'en dépit de ces actions nombreuses et souvent couronnées de succès, leur effet demeure limité. Il n'existe aucune résistance ukrainienne efficace en Crimée et dans le Donbass depuis 2014.

Par ailleurs, l'absence de coordination – voire une certaine rivalité – entre le SBU et le HUR et la multiplication de leurs actions derrière les lignes russes auraient entraîné des incidents graves. Ainsi, deux équipes de sabotage se sont compromises l'une l'autre alors qu'elles visaient le même objectif sans le savoir, cloisonnement oblige. Un opérateur est mort et un autre a été capturé lors de l'échange de coups de feu avec les services de sécurité russes. Par ailleurs, de nombreux incidents se sont produits : ainsi, des lignes ferroviaires ou électriques ont été coupées, interférant involontairement avec d'autres missions. Suite à ces incidents, une coordination aurait été mise en place pour éviter que de telles situations se reproduisent<sup>6</sup>.

Mais les attaques menées à l'intérieur du territoire russe (sabotages, éliminations et frappes de drones) ont eu un autre effet : elles ont contribué à faire évoluer aux yeux des Russes la perception du conflit en Ukraine, d'une guerre offensive à une guerre défensive, nécessaire à l'élimination d'une menace inacceptable pour la sécurité du pays<sup>7</sup>. Ces différentes raisons ont conduit certains États de l'OTAN à renoncer à soutenir des opérations clandestines en Russie, car les implications politiques de celles-ci ont effrayé certains gouvernements<sup>8</sup>.

### LE DIFFICILE CONTRÔLE DES UKRAINIENS

Pendant la première année de guerre, la CIA semble s'être efforcée de signaler ses intentions à la Russie afin d'éviter tout malentendu ou toute escalade incontrôlée. Cependant, force est de constater que l'Agence n'est pas parvenue à contrôler totalement les actions des services ukrainiens autorisées par Volodymyr Zelensky. Cela aurait érodé la confiance de Moscou dans les engagements secrètement pris par Washington.

1 Greg Miller and Isabelle Khushudyan, op. cit.

2 Ibid.

3 "Russian-appointed official in occupied Kherson killed in blast," Al Jazeera, 24 June 2022 (<https://www.aljazeera.com/news/2022/6/24/russian-appointed-official-killed-blast-ukraine-occupied-kherson>).

4 Mykola Vorobiov, "Ukraine Launches Sabotage Operations on Occupied Territories and Inside Russia," Jamestown Foundation, 16 May 2023 (<https://jamestown.org/program/ukraine-launches-sabotage-operations-on-occupied-territories-and-inside-russia/>).

5 Steven Watson, "We created our own weapon: the anti-invasion magazines defying Putin in Ukraine," The Guardian, 27 April 2023 (<https://www.theguardian.com/world/2023/apr/27/magazines-art-photography-war-ukraine-russia>).

6 Jack Murphy, op. cit.

7 Thomas R. Searle, Christopher Marsh, and Brian Petit, "Ten Surprising Lessons for Special Operations Forces from the First 20 Months of Putin's Full-Scale Invasion of Ukraine," Inter Populum: The Journal of Irregular Warfare and Special Operations Spring 2023, Vol. 1, No. 1, pp. 41-55.

8 Jack Murphy, op. cit.

Ainsi, lors d'une réunion de son Conseil de sécurité, le président russe aurait déclaré : « *Si des tentatives se poursuivent pour perpétrer des actes terroristes sur notre territoire, les réponses de la Russie seront sévères et leur ampleur correspondra au niveau des menaces créées pour la Fédération de Russie* ». Cela expliquerait, entre autres, les avertissements de Vladimir Poutine concernant l'utilisation de l'arme nucléaire<sup>1</sup>.

Aujourd'hui, la CIA n'est plus aussi certaine qu'auparavant de la confiance à accorder aux Ukrainiens, car toutes ces actions ont eu lieu sans que Langley soit informé. À l'occasion des attaques contre le pont de Kertch, la CIA s'est rendu compte que Zelensky ne contrôlait pas totalement ses services spéciaux, ou ignorait certaines de leurs actions. De plus, les frappes (drones, artillerie, missiles) à l'intérieur de la Russie se sont intensifiées, contrairement à la condition fondamentale posée par les États-Unis pour soutenir Kiev. Cela a altéré la confiance de l'Agence envers le gouvernement ukrainien et elle n'est plus tout à fait sûre de pouvoir éviter une escalade du conflit entre l'OTAN et la Russie. Après l'attaque du Kremlin par un drone, Varsovie aurait même averti la CIA que Kiev était, par nature, un « chien enragé » réfractaire à tout contrôle. Selon les confidences d'un responsable polonais à *Newsweek*, « *la CIA ne comprend pas la nature de l'État ukrainien et les factions téméraires qui y coexistent* »<sup>2</sup>.

Ainsi, dans la nuit du 4 au 5 avril 2024, une attaque massive de drones ukrainiens a eu lieu contre l'aérodrome militaire de Morozovsk, près de Rostov-sur-le-Don, à 200 km à l'intérieur du territoire russe. Selon la presse ukrainienne, cette attaque aurait permis de détruire une demi-douzaine d'avions de combat et tué plus de 20 militaires russes. Il est évidemment très difficile de confirmer ou d'infirmer ces chiffres. Outre les cibles militaires, il semble que des infrastructures énergétiques de la base aérienne auraient également été ciblées. À noter que cette attaque ukrainienne s'est produite deux jours seulement après qu'Antony Blinken ait précisé que les États-Unis s'opposaient à ce que l'Ukraine frappe le sol russe, en particulier, les infrastructures énergétiques du pays<sup>3</sup>.

De même, le déploiement des forces spéciales ukrainiennes en Afrique suscite la réserve des Occidentaux<sup>4</sup>. Kiev rêve en effet de porter la guerre dans les nouveaux « pré-carrés » africains de la Russie, alors même que son armée est en difficulté sur son sol...

La violation par l'Ukraine des « règles tacites » établies entre Moscou et Washington n'a cependant pas conduit les États-Unis à cesser leur soutien au régime de Zelensky, dont la seule intention semble d'entraîner le monde dans une troisième guerre mondiale pour échapper à son destin dont l'issue funeste se dessine. Dans une interview accordée à *The Economist*, le président ukrainien a d'ailleurs proféré une menace à peine voilée à l'encontre des pays européens qui accueillent des millions de réfugiés ukrainiens si leur soutien venait à se réduire : il a déclaré que les réfugiés s'étaient jusqu'ici « *bien comportés (...) et qu'ils étaient reconnaissants* », mais qu'il n'y avait « *aucun moyen de prédire comment ils réagiraient à l'abandon de leur pays* » par les Occidentaux<sup>5</sup>.

## DES RÈGLES QUI ENGAGENT LES ALLIÉS DE L'AMÉRIQUE ?

La CIA n'est pas la seule à aider les services ukrainiens à conduire leurs actions dans le Donbass et en Russie. D'autres pays européens ont mis en place des cellules opérationnelles qui apportent également leur soutien au HUR ou au SBU. Le journaliste américain et ancien membre des forces spéciales Jack Murphy rapporte sur son site que la CIA conduit une partie de ses actions de sabotage en utilisant un service spécial d'un pays allié membre de l'OTAN afin de pouvoir démentir toute responsabilité en cas d'incident, comme par exemple la capture d'un opérateur. Ce pays qui n'est pas formellement identifié serait un « *allié très proche des États-Unis* »<sup>6</sup>.

1 William Arkin, op. cit.

2 Ibid.

3 <https://meta-defense.fr/2024/04/05/drones-ukrainiens-morozovsk-attaque/>

4 <https://www.intelligenceonline.fr/renseignement-d-etat/2024/04/25/le-deploiement-de-forces-speciales-ukrainiennes-en-afrique-suscite-la-reserve-des-allies-occidentaux,110219042-eve>

5 Seymour Hersh, "It's All Lies. The War Is Over. Russia Has Won.", ITV by Richard Abelson, TheGatewayPundit, September 22, 2023.

6 Jack Murphy, op. cit.

## L'implication des services britanniques

Cette définition laisse à penser qu'il s'agit très vraisemblablement des Britanniques. En effet, ce sont les alliés les plus proches de Washington au sein de l'OTAN ; la CIA et le MI 6 ont une longue expérience de la collaboration et de la sous-traitance ; et les forces spéciales britanniques disposent d'unités très entraînées pour ce type de missions (SAS, SBS).

Le général Robert Magowan, qui a été le commandant des *Royal Marines* avant d'être affecté à l'état-major des forces britanniques, a déclaré début décembre 2022 que des membres de son ancienne unité « *ont soutenu [des] opérations discrètes [en Ukraine] dans un environnement extrêmement sensible et avec un haut niveau de risque politique et militaire* ». Cet aveu peut laisser entendre que les missions confiées sont allées très loin. Il a également été confirmé par des membres des services français que les SAS étaient présents en Ukraine depuis le début de la guerre<sup>1</sup>.

Sous la direction du MI 6, les SAS ont ainsi sélectionné une centaine d'Ukrainiens issus du SBU et du HUR, disposant déjà d'une solide expérience du combat, et les ont formés aux actions commandos. Leurs tâches principales sont « *le sabotage des infrastructures dans les pays africains, ainsi que l'élimination des dirigeants africains favorables à la coopération avec la Russie* ». Cette unité doit être envoyée en Afrique afin de contrecarrer la coopération de plusieurs États avec la Russie et ses sociétés militaires privées (Groupe Wagner). C'est ce qu'a déclaré une source à l'agence de presse russe *Sputnik*. « *le service de renseignement britannique MI6 a formé et préparé pour le déploiement sur le continent un détachement de sabotage composé de militants de formations nationalistes et néonazies ukrainiennes pour contrer le développement de la coopération entre les pays africains et la Russie* »

L'implication du Royaume-Uni dans la guerre secrète contre la Russie n'est guère surprenante. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, Moscou est considéré par Londres comme son principal ennemi. Les Britanniques restent marqués par les attaques perpétrées par les

services russes avec des armes radioactives sur leur sol (affaires Litvinenko et Skripal) et entretiennent traditionnellement des liens assez étroits avec les pays d'Europe de l'Est frontaliers de la Russie, notamment la Pologne et les États baltes.

Surtout, Londres n'a pas grand-chose à craindre de Moscou, car il n'a pas beaucoup d'actifs en Europe, en tout cas beaucoup moins que les États-Unis. La Grande-Bretagne est en outre suffisamment éloignée de la Russie pour ne pas avoir à craindre des frappes de missiles balistiques conventionnels. Il serait en effet difficile pour les Russes de frapper les îles britanniques sans provoquer une escalade vers un conflit de grande ampleur. Ce sont là autant d'excellentes raisons pour les Américains de sous-traiter une partie des actions les plus agressives contre Moscou au MI 6 sans avoir à en porter la responsabilité et subir des représailles de la Russie si les choses tournaient mal.

## TRANSPARENCE OU DOUBLE JEU À L'ÉGARD DE MOSCOU ?

Compte tenu de l'ampleur de l'assistance apportée par la CIA à l'Ukraine et des opérations menées par l'Agence, il paraît quelque peu difficile de croire qu'elle n'est pas dans une logique résolument agressive à l'égard de Moscou, d'autant que nous n'avons pas connaissance des autres opérations qu'elle conduit contre la Russie ailleurs dans le monde. Aussi les arguments selon lesquels elle tente de contrôler tout dérapage éventuel du conflit, s'ils ne peuvent être catégoriquement rejetés, doivent cependant être mis en doute au regard des actions conduites, de l'utilisation qui est faite de l'argument selon lequel les Ukrainiens échappent en partie à son contrôle et des missions sous-traitées au service britannique, lequel, comme toujours, sert d'auxiliaire principal à la CIA.

D'autant que certaines contradictions entre le discours des politiques et celui de l'Agence existent. Fin février 2024, le porte-parole du Département d'État Matthew Miller a rappelé lors de l'une de ses interventions que

1 Tweet de George Malbrunot, cité par Jacques Hogard, *La Guerre en Ukraine*, Hugo, Paris 2024, p. 83.

2 « Le MI6 a formé une unité ukrainienne de sabotage qui sera envoyée en Afrique », 16 août 2023 (<https://www.agenzianova.com/fr/news/des-sources-de-presse-russes-le-mi6-a-forme-une-unite-ukrainienne-de-sabotage-qui-sera-envoyee-en-afrique/>)

3 L'unité serait dirigée par un officier du HUR, le lieutenant-colonel Vitali Prashchouk. Originaire de la région de Vinnytsia, il a participé à des opérations de combat dans les régions de Donetsk et de Louhansk en 2014-2016 en tant que commandant d'un groupe de sabotage et de reconnaissance ayant plusieurs opérations de sabotage réussies à son actif. Il a ensuite servi dans le renseignement jusqu'en 2017. Prashchouk a également participé à des opérations spéciales menées en commun par les services ukrainiens et britanniques au Zimbabwe. En 2019, il a été élu parlement ukrainien sous l'étiquette du Serviteur du peuple, le parti du président Zelensky (Ibid.)

« Nous n'envoyons pas de militaires en Ukraine. Le président [américain Joe Biden] l'a fait comprendre très clairement. Pourtant William Burns a exhorté début mars 2024 les sénateurs à poursuivre l'assistance militaire à Kiev afin que l'Ukraine soit en mesure de frapper la Crimée et d'entamer une nouvelle offensive fin 2024, dans le but d'occuper une position plus avantageuse en vue de futures négociations avec la Russie. « Les appels de M. Burns ne sont rien d'autre qu'une incitation à l'escalade », a commenté la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova .

Puis, le 2 avril, le secrétaire d'État américain Antony Blinken, à l'issue d'une réunion à Paris avec son homologue français a déclaré « nous avons considéré et considérons que notre politique consiste à faire tout notre possible pour aider l'Ukraine à se défendre contre cette agression russe. Dans le même temps, nous ne soutenons ni n'approuvons des frappes ukrainiennes en dehors de son territoire ».

Dès lors, où est la réalité ? S'agit-il d'annonces « politiques » ou d'un double jeu de Washington à l'égard de Moscou ? Il est difficile de trancher, mais n'oublions pas que l'agence américaine est experte en mensonges et en déception<sup>1</sup>, il serait donc hasardeux de la croire sur parole !

---

<sup>1</sup> Éric Denécé, « Nouvel exemple de mensonge du renseignement américain », Éditorial n° 63, CF2R, mai 2023 (<https://cf2r.org/editorial/nouvel-exemple-de-mensonge-du-renseignement-americain/>).



## 4. LE SABOTAGE DE NORDSTREAM : UNE OPÉRATION DE LA CIA ?

Les deux gazoducs Nord Stream 1 et 2, reliant la Russie et l'Allemagne, s'étendent côte à côte sur plus de 1 200 kilomètres sous la mer Baltique et sont séparés d'un peu plus d'un kilomètre. Nord Stream 1, construit par l'entreprise d'État russe Gazprom, les groupes allemands Wintershall et EON Ruhrgas, l'entreprise française Engie et la société néerlandaise Gasunie est entré en service en 2012 et acheminait chaque année, avant le sabotage, environ 110 milliards de mètres cubes de gaz naturel à destination de l'Allemagne. Nord Stream 2 devait doubler cette capacité et fournir plus de 50% de la consommation annuelle de Berlin.

Toutefois, ce second gazoduc a été plus controversé. Les États-Unis et de nombreux États membres de l'UE ont demandé à Berlin de mettre un terme au projet par crainte d'une dépendance énergétique accrue vis-à-vis de la Russie. L'Allemagne a finalement décidé de suspendre la certification de Nord Stream 2 en février 2022, peu avant l'invasion russe, en raison de la reconnaissance par la Russie de l'indépendance des provinces de Lougansk et de Donetsk.

Les deux gazoducs du système Nord Stream ont été sabotés en mer Baltique le 26 septembre 2022. Le sabotage ne fait aucun doute puisque quatre fuites ont été détectées au même endroit, à la suite de deux explosions, ressenties par les sismographes et localisées dans les eaux internationales, au large de l'île danoise de Bornholm. À cette époque, Moscou avait déjà cessé de livrer du gaz via Nord Stream 1 et Nord Stream 2 n'était pas encore entré en service.

D'après l'enquête de Gazprom, rendue publique le 1er novembre 2022, une des explosions – dont la puissance a été équivalente à une charge de 700 kg d'explosifs – a provoqué la destruction du gazoduc sur 250 mètres de longueur. Une canalisation de 40 mètres de long a été arrachée, pliée à 90° et projetée vers l'autre gazoduc. Des cratères de 3 à 5 mètres de profondeur ont été laissés par les explosions.

Diverses hypothèses ont été formulées quant à la responsabilité de ce sabotage : la Russie, l'Ukraine, la Pologne et les États-Unis ont été notamment soupçonnés, sans toutefois qu'aucune preuve ne soit

produite. À défaut d'éléments probants permettant d'imputer la responsabilité d'un tel acte de guerre à l'un ou l'autre État, il est intéressant d'étudier à qui profite ce sabotage.

### RÉTICENCES ET MENACES AMÉRICAINES AU SUJET DU GAZODUC

Depuis plusieurs années, les craintes de Washington étaient que l'Allemagne et l'Europe occidentale deviennent dépendantes du gaz naturel à bas prix fourni par la Russie, ce qui aurait considérablement réduit l'emprise que les États-Unis avaient sur elles. Nord Stream 1 était donc déjà considéré comme dangereux par l'OTAN et Washington, mais Nord Stream 2, qui aurait permis de doubler le volume fourni, l'était plus encore.

L'opposition américaine à Nord Stream 2 s'est accrue avec l'élection de Joe Biden en janvier 2021, lorsque les Républicains du Sénat, emmenés par Ted Cruz (représentant du Texas) ont évoqué à plusieurs reprises la menace que représentait le gazoduc, notamment lors de l'audition de confirmation d'Anthony Blinken au poste de secrétaire d'État. Toutefois, en mai 2021, l'administration Biden a renoncé aux sanctions contre Nord Stream, les jugeant peu efficaces.

Cependant, le 27 janvier 2022, la sous-secrétaire d'État Victoria Nuland annonce lors d'une conférence de presse : « *Si la Russie envahit l'Ukraine, d'une manière ou d'une autre, Nord Stream 2 n'ira pas de l'avant* ». De même, le 7 février 2022, moins de trois semaines avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, Joe Biden, recevant le chancelier allemand Olaf Scholz à la Maison-Blanche lui déclare sans ambiguïté : « *Si la Russie attaque (...) il n'y aura plus de Nord Stream 2. Nous y mettrons fin*<sup>1</sup> ».

Après avoir fait pression, en vain, afin d'empêcher la construction des deux gazoducs, les États-Unis restaient déterminés à mettre un terme à ce projet nuisant à leurs intérêts politiques et économiques. Ils sont d'ailleurs les principaux bénéficiaires du sabotage, pour plusieurs raisons :

1 Seymour Hersh, "How America Took Out the Nord Stream Pipeline", 8 February 2023.

- à la suite de la rupture de leur approvisionnement en gaz provenant de Russie, les pays européens ont été obligés de se tourner en partie vers le gaz naturel liquéfié (GNL) américain, bien plus cher ;  
 - ce surcoût énergétique a précipité l'effondrement de l'industrie européenne, notamment allemande. Certaines entreprises, grandes consommatrices d'énergie ont dû ainsi se délocaliser aux États-Unis, afin de bénéficier de prix du gaz plus attractifs.

## LE SCÉNARIO DE L'OPÉRATION SELON SEYMOUR HERSH<sup>1</sup>

Seymour Hersh<sup>2</sup>, l'un des journalistes américains les plus respectés et les plus crédibles, disposant de nombreuses sources fiables dans l'administration, les armées et la communauté du renseignement, a donné, le 8 février 2023, une version très précise de la manière dont s'est déroulé le sabotage des pipelines. Bien que celle-ci ait été présentée comme fantaisiste par les autorités américaines, le niveau de détail qu'elle apporte ne peut avoir été inventé et elle a toutes les chances d'être juste.

Hersh raconte dans son article que la décision de saboter les oléoducs a été prise par la Maison-Blanche après plus de neuf mois de débats très secrets entre les responsables de la sécurité nationale et de la politique étrangère : le conseiller à la Sécurité nationale Jake Sullivan, le secrétaire d'État Tony Blinken, Victoria Nuland, sous-secrétaire d'État à la politique, et William Burns, le directeur de la CIA. En décembre 2021, Jake Sullivan a mis sur pied un groupe de travail, composé de représentants de l'état-major interarmées, de la CIA, du département d'État et du département du Trésor, et leur a demandé de formuler des propositions pour la destruction des deux gazoducs, conformément aux souhaits du président. La CIA a donc créé une cellule dédiée afin de répondre à cette demande. Début 2022, ses membres ont commencé à élaborer le plan d'une opération secrète prévoyant d'utiliser des plongeurs pour placer des explosifs sur les gazoducs.

La Norvège était le lieu idéal d'où organiser la mission. Il s'y trouvait en effet une base sous-marine américaine à partir de laquelle l'*US Navy* travaillait en étroite collaboration avec la marine norvégienne pour

surveiller et les installations militaires et nucléaires russes situées sur la péninsule de Kola. De plus, les Norvégiens détestaient les Russes et leur marine comptait dans ses rangs des plongeurs expérimentés, spécialistes de la plongée profonde sur les installations de forage en haute mer. Enfin, Oslo avait elle-même intérêt à ce sabotage : la destruction de Nord Stream lui permettrait de vendre une plus grande quantité de son propre gaz naturel à l'Europe.

En mars 2022, plusieurs membres de la CIA se rendirent en Norvège afin de rencontrer les services spéciaux et la marine norvégienne afin de déterminer quel était le l'endroit le plus propice afin de réaliser le sabotage. La *Norske Marinen* leur désigna alors rapidement la zone située, à quelques kilomètres de l'île de Bornholm, au large du Danemark. À cet endroit, les eaux de la Baltique sont peu profondes (80 mètres) et ne connaissent pas de grands courants de marée, ce qui aurait pu rendre la tâche des plongeurs beaucoup plus difficile.

Ces derniers devaient opérer à partir d'un chasseur de mines norvégien et placer leurs explosifs (C4) sur les quatre pipelines avec des couvercles de protection en béton. Mais il leur fallait agir dans le plus grand secret : or toute activité navale inhabituelle à proximité de l'île de Bornholm risquait d'attirer l'attention des marines suédoise et danoise. Les Norvégiens ont alors proposé de profiter des exercices annuels de l'OTAN en mer Baltique (*Baltic Operations* ou BALTOPS) pour poser les explosifs sans que leur action soit décelée.

Les Américains ont donc convaincu les planificateurs de la VIe flotte d'ajouter au programme des exercices un exercice de déminage qui se déroulerait au large de Bornholm et impliquerait diverses équipes de plongeurs de l'OTAN. Il s'agissait d'une couverture ingénieuse et les explosifs furent donc ainsi posés sur les deux gazoducs, sans que quiconque le remarque.

Toutefois, la Maison-Blanche craignait qu'une explosion ayant lieu quelques jours après la fin de BALTOPS soit la preuve que l'Amérique était impliquée. Il fut donc décidé que le C4 fixé aux pipelines ne serait déclenché que plusieurs mois plus tard. Un dispositif spécifique de mise à feu fut donc conçu, qui serait activé par une bouée sonar larguée par un aéronef.

1 Ibid.

2 Ce spécialiste des questions militaires et de renseignement, lauréat du Prix Pulitzer est à l'origine de nombreuses révélations, comme celles des activités illégales de la CIA sur le sol américain – qui ont entraîné la création du Church Committee par le Congrès –, le massacre de My Lai au Vietnam (1968), l'arsenal nucléaire israélien et les actes de torture dans la prison d'Abu Ghraib (Irak).

Trois mois plus tard, le 26 septembre 2022, un avion de patrouille maritime P8-Poseidon de la marine norvégienne effectua apparemment un vol de routine au-dessus de la Baltique et largua une bouée sonar à proximité de Bornholm. Le signal se propagea sous l'eau, d'abord vers Nord Stream 2, puis vers Nord Stream 1, et quelques heures plus tard, les explosifs mirent hors service trois des quatre pipelines. L'administration Biden venait de commettre le plus grand acte de sabotage industriel depuis la Seconde Guerre mondiale, qui plus est contre un allié, l'Allemagne.

Pendant toute la durée de la planification de l'opération, de nombreuses résistances eurent cependant lieu. Une source de Hersh rapporte que certains collaborateurs de la CIA et du département d'État disaient : « *Ne faites pas ça. C'est stupide et ce sera un cauchemar politique si cela se sait* ».

## LES RÉACTIONS À LA SUITE DU SABOTAGE

Immédiatement après le sabotage des gazoducs, les médias américains ont désigné la Russie comme coupable probable, encouragée par des confidences de la Maison-Blanche, mais sans qu'une justification crédible soit avancée pour justifier un tel acte d'autosabotage par lequel Moscou mettait un terme à une partie de ses lucratives exportations de gaz.

Dès que la mise hors service de Nord Stream a été connue, le ministre des Affaires polonaises Radosław Sikorski, a twitté immédiatement « *Merci l'Amérique !* ». Quelques jours plus tard, le 4 octobre 2022, interrogé lors d'une conférence de presse sur les conséquences de l'aggravation de la crise énergétique en Europe occidentale que le sabotage provoquait, Anthony M. Blinken déclare « *C'est une formidable occasion de supprimer une fois pour toutes la dépendance à l'égard de l'énergie russe et donc d'empêcher Vladimir Poutine d'utiliser l'énergie comme arme pour faire avancer ses desseins impériaux. (...) Cela ouvre d'énormes perspectives stratégiques pour les années à venir*<sup>1</sup> ». De même, fin janvier 2023, lors d'une audition de la commission sénatoriale des Affaires étrangères, Victoria Nuland se félicite de la destruction des oléoducs et s'adresse au

sénateur Ted Cruz en ces termes : « *Comme vous, je suis, et je pense que l'administration est, très satisfaite de savoir que Nord Stream 2 est maintenant (...) un morceau de métal au fond de la mer*<sup>3</sup> ».

De son côté, Le Kremlin a accusé le Royaume-Uni d'être à l'origine des explosions. « *Nos services de renseignement disposent de preuves suggérant que l'attaque contre Nord Stream 1 et 2 a été dirigée et coordonnée par des spécialistes militaires britanniques* » déclare à la presse le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov, sans pour autant fournir aucune preuve. En retour, le ministère de la Défense britannique dénonce de « *fausses affirmations* » de Moscou destinées selon lui à « *détourner l'attention* ».

Puis, lors d'une conférence de presse, un journaliste demande au conseiller à la Sécurité nationale, Jake Sullivan, ce qu'il pensa des déclarations selon lesquelles les États-Unis seraient responsables de ce sabotage. Sullivan lui répond que cette assertion est « *totale-ment fausse. Les Russes savent que c'est faux. Mais, bien entendu, cela fait partie de leur cahier des charges* »<sup>4</sup>. Interrogée à son tour sur la version présentée par Seymour Hersh, Adrienne Watson, porte-parole de la Maison-Blanche, répond par courriel : « *C'est faux et c'est de la pure fiction* ». Tammy Thorp, porte-parole de la CIA, écrit également : « *Cette affirmation est complètement et totalement fausse*<sup>5</sup> ». Des médias danois rapportent alors qu'un navire russe spécialisé dans les opérations sous-marines a été photographié près de la zone du sabotage peu avant les explosions. C'est alors que l'hypothèse d'une responsabilité ukrainienne a commencé à être diffusée.

## LES CONTRE-FEUX DE LA CIA ET DU BND

Peu après le sabotage, la CIA aurait informé les services belges que Kiev pourrait pu être à l'origine du sabotage.

Un article publié le 7 mars dans le *New York Times*, citant un officiel américain anonyme, affirme que « *de nouveaux renseignements suggèrent qu'un groupe pro-ukrainien pourrait avoir été impliqué dans la destruction de l'oléoduc* ». Un article en ligne publié le même jour dans *Die Zeit*, rapporte également que des enquêteurs

1 Seymour Hersh, "How America Took Out the Nord Stream Pipeline", op. cit.

2 Ibid.

3 Ibid.

4 Seymour Hersh, "The Nord Stream Pipelines and The Perils of Containment", 6 February 2024.

5 Seymour Hersh, "How America Took Out the Nord Stream Pipeline", op. cit.

allemands ont retrouvé un voilier de luxe (*l'Andromède*) ayant appareillé le 6 septembre du port allemand de Rostock pour naviguer devant l'île de Bornholm. Le yacht a été loué à des Ukrainiens et comprenait une équipe de six personnes : un capitaine, deux plongeurs, deux aides-plongeurs et un médecin. Les policiers découvrent que de faux passeports ont été utilisés pour la location<sup>1</sup>.

*Die Welt* précise aussi que le yacht avait été rendu à la société polonaise qui l'a loué « non nettoyé », permettant aux enquêteurs allemands de découvrir des traces d'explosifs sur une table de la cabine et deux passeports ukrainiens frauduleux laissés sur le yacht<sup>2</sup>. Un suspect est même évoqué : Roman Tchervinski, un commandant des forces spéciales ukrainiennes<sup>3</sup>. Il est soupçonné d'être le « coordinateur » du sabotage, une opération qui aurait été conçue en maintenant le président ukrainien Volodymyr Zelensky dans l'ignorance. Mais l'intéressé nie tout rôle dans cette affaire auprès des deux journaux, par l'intermédiaire de son avocat.

En créant une histoire de plongeurs en haute mer et d'un équipage qui n'existait pas, la CIA suit un protocole précis. Elle est communiquée au BND, le service de renseignement fédéral allemand, qui la reprend et la vend à son tour à l'hebdomadaire le plus lu du pays<sup>4</sup>. « *Il s'agissait d'une fabrication totale par les services de renseignement américains qui a été transmise aux Allemands et qui visait à discréditer votre histoire* » a confié un membre des services américains au journaliste Seymour Hersh<sup>5</sup>.

Cette tentative de rejeter la faute sur l'Ukraine fait alors bondir Kiev : Mikhail Podolyaka, conseiller du président Zelensky accuse le *New York Times* et *Die Zeit* de répandre des « théories complotistes » et affirme que son pays est bien incapable de mener une telle opération sans aide extérieure, d'autant plus que l'Ukraine n'a pas de côtes sur la mer Baltique. À son tour, le 7 avril 2023, Volodymyr Zelensky déclare « *Je pense que notre armée et nos services de renseignement n'ont rien fait de tel, sinon j'aimerais voir des preuves* »<sup>6</sup>.

Au demeurant, cette version apparaît peu plausible. Tout navigateur sérieux sait qu'on ne peut pas ancrer un voilier dans des eaux de 80 mètres de profondeur et qu'il n'est pas si simple de louer un yacht coûteux avec de faux passeports. Comme le rappelle Hersh, il faut soit accepter un capitaine fourni par le loueur ou le propriétaire du yacht, soit venir avec un capitaine muni d'un certificat de compétence, comme l'exige le droit maritime. De même, la plongée à cette profondeur nécessite l'utilisation d'un mélange spécial de gaz. Enfin, une question essentielle se pose : comment cet « équipage » a-t-il pu localiser les pipelines au fond de la mer Baltique car ils ne figurent pas sur les cartes ?<sup>7</sup> La réalisation d'un tel acte ne semble être qu'à la portée d'un État disposant de moyens navals appropriés.

Tout cela sent le montage pour détourner les soupçons du vrai coupable et brouiller les pistes. Pourtant cette version continue d'être diffusée dans les médias.

Le 6 juin 2023, le *Washington Post*<sup>8</sup> écrit que le renseignement militaire néerlandais (MIVD) aurait averti la CIA d'un projet ukrainien de faire sauter le gazoduc Nord Stream trois mois avant que des explosions n'endommagent l'ouvrage sous-marin et aurait appris que les plongeurs ayant participé à l'attaque relevaient directement du commandant en chef des forces armées ukrainiennes. L'Agence aurait alors exhorté Kiev à ne pas poursuivre l'opération. Interrogée à ce sujet, la ministre néerlandaise de la Défense, Kajsa Ollongren, refuse de commenter<sup>9</sup>.

Le 10 juin, c'est au tour du média belge *De Tijd* de rapporter, sur la base de « sources proches du dossier », que plusieurs agences de renseignement, dont le Service général de renseignement et de sécurité (SGRS), belge auraient reçu des informations de la CIA selon lesquelles l'Ukraine pourrait être responsable du sabotage<sup>10</sup>. La ministre belge de la Défense, Ludivine

1 Seymour Hersh, "The Cover-Up", 22 March 2023

2 Seymour Hersh, "The Nord Stream Ghost Ship. The false details in the CIA's cover story", op. cit.

3 <https://www.latribune.fr/economie/international/gazoducs-nord-stream-1-et-2-un-officier-ukrainien-aurait-joue-un-role-cle-dans-leur-sabotage-983056.html>

4 Seymour Hersh, "The Nord Stream Ghost Ship. The false details in the CIA's cover story", op. cit.

5 Seymour Hersh, "The Cover-Up", 22 March 2023, op. cit.

6 <https://www.euractiv.fr/section/politique/news/sabotage-du-nord-stream-la-cia-aurait-informe-les-services-secrets-belges-dune-possible-responsabilite-de-lukraine/>

7 Seymour Hersh, "The Nord Stream Ghost Ship. The false details in the CIA's cover story", op. cit.

8 <https://www.washingtonpost.com/national-security/2023/06/06/nord-stream-pipeline-explosion-ukraine-russia/>

9 <https://www.20minutes.fr/monde/ukraine/4041168-20230614-guerre-ukraine-cia-prevenue-pays-bas-destruction-nord-stream>

10 <https://www.euractiv.fr/section/politique/news/sabotage-du-nord-stream-la-cia-aurait-informe-les-services-secrets-belges-dune-possible-responsabilite-de-lukraine/>

Dedonder, ne souhaite pas non plus commenter les révélations de *De Tijd*. Le même jour, le *Wall Street Journal* rapporte que les attaques pourraient avoir été planifiées en Pologne.

En réponse à ces nouvelles accusations, mi-juin 2023, Zelensky réaffirme que l'Ukraine n'est pas impliquée dans le sabotage des gazoducs et ne croit pas que des Ukrainiens aient joué un rôle dans le sabotage, comme l'affirment plusieurs journaux occidentaux, selon lesquels c'est le général ukrainien Valéry Zaloujny qui était en charge de l'opération et Zelensky n'était pas au courant<sup>1</sup>.

En mars 2024, un journaliste de *France Info* publie un nouvel article relatif au sabotage des gazoducs<sup>2</sup>. Il reprend l'essentiel de la version du *Washington Post* et de *Der Spiegel*, mais apporte un élément nouveau : il estime Roman Tchervinski, l'officier supérieur des forces spéciales ukrainiennes désigné comme coordinateur de l'opération par les deux médias, ne pouvait être responsable de cette action, car il gérait alors un autre dossier délicat : la défection d'un pilote russe et de son avion, une mission qui se soldera par un échec. Ce serait donc Valeri Zaloujny, alors commandant en chef des forces armées ukrainiennes – aujourd'hui ambassadeur au Royaume-Uni –, qui serait le commanditaire du sabotage, car il était, de par sa fonction, le patron des forces spéciales navales, soupçonnées d'avoir réalisé cette opération. Zaloujny a cependant toujours démenti son implication, tout comme Volodymyr Zelensky.

Au final, Hersh estime que la diffusion de cette version du sabotage par Washington a pour but de nier toute implication de sa part. Selon lui, début mars, après une visite du chancelier allemand Olaf Scholz à Washington, les services de renseignement américain (CIA) et allemand (BND) ont décidé de fournir au *New York Times* et à *Die Zeit* de fausses informations pour contrer la version selon laquelle les Américains et les Norvégiens étaient responsables de la destruction des gazoducs. En réalité, le sabotage n'est pas lié à la guerre en Ukraine, mais s'inscrit au contraire dans la stratégie

des néoconservateurs pour affaiblir l'Allemagne et son industrie, et la brouiller avec Moscou. « *La crainte de la Maison-Blanche était que Poutine mette l'Allemagne sous sa coupe et qu'il s'attaque ensuite à la Pologne*<sup>3</sup> ».

## LES ENQUÊTES ET LEURS RÉSULTATS

Dans les jours qui suivent la destruction des gazoducs Nord Stream, les autorités allemandes, danoises et suédoises annoncent qu'elles vont mener une enquête. Stockholm et Copenhague ont toutes les raisons de vouloir savoir ce qui s'est passé à proximité de leurs côtes et Berlin, victime directe du sabotage, déclare qu'elle collaborera à l'enquête<sup>4</sup>.

Dès le 7 octobre 2022, un premier rapport réalisé par la Suède et le Danemark révèle que l'intensité des explosions sous-marines a nécessité « *des centaines de kilos de TNT* » et que « *tout indiquait que ces explosions sont la conséquence d'un acte délibéré* ». Mais trois jours plus tard, la *Sapo*, le service de sécurité suédois, annonce qu'il refuse de partager les résultats de son enquête, pour finir, mi-octobre, par cesser sa coopération avec l'Allemagne, ce qui est pour le moins étonnant. Pour sa part, le gouvernement allemand annonce qu'une grande partie de ses conclusions sera classée confidentielle.

Le 21 février 2023, à la demande de Moscou, une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU se tient à New York, sur le sujet. Le représentant permanent de la Russie, Vassili Nebenzia, déclare en cette occasion « *Les investigations menées par les pays scandinaves et l'Allemagne ne sont pas seulement opaques. Mais il est bien évident qu'elles ne visent qu'à brouiller les pistes et protéger le grand frère américain. Nous n'y sommes pas admis et toutes nos demandes sont ignorées avec arrogance* ». Il rappelle également que la Russie a réclamé une enquête indépendante sur ce sujet auprès de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité de l'ONU, et a envoyé des notes aux ambassades d'Allemagne, du Danemark, de Norvège, de Suède et des États-Unis, en vain. Les États-Unis opposent leur veto aux tentatives de Moscou d'obtenir une enquête indépendante des Nations unies sur le sabotage<sup>6</sup>.

1 <https://www.20minutes.fr/monde/ukraine/4041168-20230614-guerre-ukraine-cia-prevenue-pays-bas-destruction-nord-stream>

2 Philippe Reltien, « Sabotage des gazoducs Nord Stream : l'ambassadeur d'Ukraine à Londres soupçonné d'être impliqué dans l'explosion », *France Info*, 21 mars 2024. ([https://www.francetvinfo.fr/enquetes-franceinfo/enquete-franceinfo-l-ambassadeur-d-ukraine-a-londres-soupconne-d-etre-implique-dans-l-explosion-des-gazoducs-nord-stream\\_6436444.html](https://www.francetvinfo.fr/enquetes-franceinfo/enquete-franceinfo-l-ambassadeur-d-ukraine-a-londres-soupconne-d-etre-implique-dans-l-explosion-des-gazoducs-nord-stream_6436444.html)).

3 Seymour Hersh, "A Year of Lying About Nord Stream", 26 September 2023.

4 Seymour Hersh, "The Nord Stream Pipelines and The Perils of Containment" op. cit.

5 Abbréviation de Sakerhetspolisen (« Police de sécurité »).

6 Seymour Hersh, "The Nord Stream Pipelines and The Perils of Containment" op. cit.

Le 27 mars 2023, la Russie et la Chine – soutenues par le Brésil, la Biélorussie, le Venezuela, la Corée du Nord, le Nicaragua, la Syrie et l'Érythrée – présentent de nouveau une résolution réclamant une enquête internationale sur cet évènement. Mais en raison de l'abstention de douze pays (Albanie, Royaume-Uni, Gabon, Ghana, Malte, Mozambique, Émirats arabes unis, États-Unis, France, Suisse, Équateur et Japon) la résolution n'est pas adoptée.

Le 19 juillet 2023, la représentante officielle du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova annonce que les autorités allemandes, danoises et suédoises ont finalement rejeté la proposition de la Fédération de Russie de créer un groupe d'enquête sur Nord Stream.

Le 7 février 2024, le parquet suédois annonce clore son enquête sur le sabotage des gazoducs sans aucune poursuite, jugeant que les faits ne sont pas de son ressort. La *Sapo* précise que ses investigations avaient pour but de savoir si la Suède était visée par cet acte malveillant, ce qui visiblement « *n'était pas le cas* »<sup>1</sup>.

Le 27 février, c'est au tour du Danemark de clore à son tour l'enquête, la police danoise estimant ne pas « *avoir les bases nécessaires* » pour déclencher une instruction criminelle, reconnaissant cependant que « *sur la base de l'enquête, les autorités peuvent conclure que le sabotage des gazoducs était intentionnel* »<sup>2</sup>. L'enquête est toujours en cours en Allemagne.

États-Unis, Russie, Grande-Bretagne et Ukraine ont été tour à tour accusés du sabotage, mais au final, en dépit des moyens de surveillance et d'enquête déployés, nul ne sait donc qui est responsable de l'opération. C'est pourquoi il convient d'en revenir au contexte : la Russie n'y avait aucun intérêt, l'Ukraine n'en avait pas les moyens, et les États-Unis sont les seuls qui en ont tiré un bénéfice politique et économique – avec la Norvège, à un moindre degré. De plus, les informations recueillies par Seymour Hersh apparaissent comme particulièrement plausibles. Enfin, le fait que les pays membres de l'OTAN aient mis un terme aussi

rapidement à leurs investigations ou aient décidé d'en garder les résultats secrets tend à accréditer la responsabilité américaine. Tout conduit donc à confirmer que la CIA a bien organisé cette opération et qu'elle s'est ensuite attachée à brouiller les pistes face aux révélations de Seymour Hersh, pour que Biden et son administration ne soient pas identifiés comme les commanditaires.

Le 26 avril 2024, dix-huit mois après le sabotage des gazoducs, le Conseil de sécurité s'est de nouveau réuni à la demande de la Fédération de Russie, qui a fait état de preuves accusant Washington d'avoir mené « cet acte criminel scandaleux », dans le but de « consolider sa domination sur l'Europe ». Une hypothèse soutenue par deux intervenants : Dirk Pohlmann, un journaliste et documentariste allemand ; et Jimmy Dore, un commentateur politique américain<sup>3</sup>. Les deux hommes ont assuré que de nouvelles preuves, notamment techniques, démontrent que ce sabotage ne pouvait avoir été perpétré sans équipements militaires.

À leurs yeux, une telle opération a nécessité des plongeurs professionnels ou militaires, une chambre de décompression, ainsi qu'une forte quantité d'explosifs. Ils ont relevé que la station sismologique norvégienne NORSAR a indiqué qu'une magnitude de 2,1 à 2,3 avait été enregistrée lors de l'explosion, correspondant à une détonation de 650 à 900 kilogrammes de TNT. À leurs yeux, il est techniquement impossible de réaliser une telle opération depuis un petit voilier. Or, les navires américains *USS Kearsarge* et *USS Gunstone Hall* étaient tous deux capables de transporter un sous-marin de poche, qui aurait pu servir à l'installation d'explosifs à une telle profondeur.

Le lendemain, Larry Johnson, un ancien analyste de la CIA, a accusé lors d'une intervention devant le Conseil de sécurité de l'ONU son propre pays d'être impliqué dans cet acte de guerre contre la Russie et l'Allemagne. Il a expliqué qu'au cours de son passage à la CIA dans les années 80, il avait acquis une compréhension de la façon dont les actions secrètes étaient planifiées et exécutées. Selon lui, l'enquête menée par Seymour Hersh sur le gazoduc est conforme aux connaissances qu'il a acquises sur le fonctionnement de l'Agence.

1 <https://www.latribune.fr/economie/international/sabotage-de-nord-stream-la-suede-met-fin-a-son-enquete-sans-savoir-qui-est-coupable-989922.html#:~:text=Le%20parquet%20suédois%20a%20annoncé,%27était%20pas%20le%20cas%20>

2 <https://www.latribune.fr/economie/international/sabotage-de-nord-stream-le-danemark-clot-a-son-tour-son-enquete-sans-designer-de-coupable-991478.html>

3 <https://press.un.org/fr/2024/cs15683.doc.htm>

## 5. PEUT-ON ENCORE CROIRE LA CIA ET LA COMMUNAUTÉ AMÉRICAINE DU RENSEIGNEMENT ?

Les révolutions de velours en RDA, en Bulgarie, en Roumanie et en Tchécoslovaquie (1989), le renversement de Milosevic en Serbie (2000), la Révolution des roses en Géorgie (2003), la Révolution orange en Ukraine (2004) et les « printemps arabes (2011<sup>1</sup>) illustrent les succès de la nouvelle forme d'action politique du gouvernement américain développée depuis la fin de la Guerre froide, combinant l'action de plusieurs acteurs nationaux (CIA, département d'État, fondations, ONG, etc.) et tirant parti de l'entrée de nos sociétés dans l'ère de l'information. La révolution de Maidan (2014) en est l'apogée. Elle marque aussi le début de certaines limites opérationnelles de ce mode d'action et la prise de conscience que cette méthode peut aussi se retourner contre les États-Unis.

En effet à partir de 2014, l'outil commence à échapper à ses concepteurs : la liberté d'expression prônée par Washington et les instruments développés pour assurer le succès de sa politique permettent aux habitants de la Crimée de choisir le rattachement à la Russie. Puis le Brexit (2020), qui n'était aucunement souhaité par les élites américaines et britanniques, les a de nouveau pris de court, car un mouvement populaire de fond qu'elles ne contrôlaient pas a mis leur stratégie en échec.

En réalité, les *Spins Doctors* américains n'ont pas perçu qu'à partir du milieu des années 2010, les médias sociaux ont commencé à dépasser les médias traditionnels en termes d'impact sur l'opinion. Des mouvements indépendants ou des groupes dissidents ont acquis plus de *followers* et d'écho que les moyens mis en place par Washington et ont commencé à contrebattre l'influence américaine. Lorsqu'ils en ont pris conscience, cela a provoqué une crise massive chez ceux qui étaient chargés de conduire les actions d'influence politique, car ils s'appuyaient jusqu'alors

principalement sur les médias américains – lesquels étaient ensuite repris par les médias étrangers – qu'ils ont contribué à créer et avec lesquels des relations occultes ont toujours été entretenues au nom de la sécurité nationale<sup>2</sup>. Il leur a donc fallu réagir rapidement afin de ne pas perdre le contrôle de la situation.

### L'INDUSTRIE DE LA SURVEILLANCE, DU MENSONGE ET DE LA CENSURE

La logique a donc dû être inversée par les stratèges en communication d'influence des États-Unis et de l'OTAN<sup>3</sup>. L'outil offensif s'est progressivement transformé en arme défensive. La censure d'Internet est alors devenue une priorité afin de contrer la propagande russe et les courants politiques populistes le plus souvent situés à l'extrême droite<sup>4</sup>, et pour disqualifier tous ceux qui s'opposaient à la stratégie et aux intérêts de Washington et à sa mainmise sur l'UE. Les Américains ont alors décidé – mais trop tard – de censurer les groupes pro Brexit ou remettant en cause l'unité de l'Europe, ou plaidant pour l'accroissement des approvisionnements énergétiques russes à bas prix. Leur grande peur était la désagrégation de l'Union européenne et de l'OTAN.

L'appareil de guerre politique utilisé pendant la Guerre froide, puis à son issue (1991-2014) pour asseoir la domination américaine a donc été redéployé contre les opinions occidentales. Dès lors, les aspirations démocratiques des peuples vont être combattues au nom de la « préservation de la démocratie et de la lutte contre la désinformation », cette dernière étant présentée contre la principale menace contre la première<sup>5</sup>.

1 A ce sujet, voir Éric Denécé (dir.), *La Face cachée des révolutions arabes*, Ellipses, Paris, 2012 (<https://cf2r.org/livres/la-face-cachee-des-revolutions-arabes/>).

2 Tucker Carlson, "The National Security State & the Inversion of Democracy", interview of Mike Benz, Executive Director of Foundation for Freedom On-line (FFO), Tucker Carlson Uncensored, 16 February 2024.

3 Les militaires parlent de Stratcom. Cf. Philippe-Joseph Salazar, « Strategic Communications : a New Field for Rhetoric », Tribune libre n°33, CF2R, septembre 2013 (<https://cf2r.org/tribune/strategic-communications-a-new-field-for-rhetoric/>).

4 Tucker Carlson, "The National Security State & the Inversion of Democracy", op. cit.

5 Ibid.

Un exemple en est donné par le débat public à l'approche des élections européennes de juin 2024 : les élites au pouvoir dans tous les pays de l'Union, particulièrement proches de – si ce n'est inféodées à – Washington, cherchent à convaincre par tous les moyens, les populations européennes que la Russie s'apprête à envahir leur pays, tout cela dans le but d'éviter un raz-de-marée électoral des partis dits « populistes » à Bruxelles, ce qui pourrait remettre en cause leur légitimité et la politique actuelle de l'UE favorable aux intérêts américains.

Ainsi, une véritable industrie de la censure et de la propagande s'est progressivement mis en place aux États-Unis, s'appuyant sur les médias sociaux et traditionnels repris en main, les nombreuses ONG dites de « promotion de la démocratie », les GAFAM, les services de renseignement et divers organismes gouvernementaux. L'intelligence artificielle (IA) permet de scanner et de supprimer des dizaines de millions de *tweets* et de courriels n'allant pas dans le sens souhaité, et une armée de *Fact Checkers* sans aucune légitimité a été mise en place pour discréditer les informations dérangeantes. Parallèlement, de véritables lois de censure ont été votées au nom de la préservation de la démocratie. Ainsi, critiquer les institutions américaines sur internet, ou mettre en doute la transparence du scrutin présidentiel de 2020 est dorénavant considéré outre-Atlantique comme une cyberattaque. En effet, les institutions et les élections ont été définies par la nouvelle législation comme des « infrastructures vitales » de la « démocratie » américaine<sup>1</sup>.

À partir de 2017, les Européens se sont inspirés de cette démarche – ou ont cédé aux injonctions de Washington – et à leur tour promulgué des lois similaires, au nom de la « protection de la démocratie contre les ingérences étrangères ».

### L'espionnage des ordinateurs du Congrès

Mais la censure va plus loin. Fin mars 2014, la Commission du renseignement du Sénat s'apprête à rendre public un rapport qui conclut que la CIA a trompé le gouvernement et le public américains de 2002 à 2009, quant aux justifications et aux résultats de son programme d'interrogatoires coercitifs des détenus accusés de terrorisme : dissimulation du

caractère brutal des méthodes employées, exagération de l'importance des complots et des prisonniers, présentation de renseignements obtenus dans d'autres opérations comme étant obtenus lors d'interrogatoires des prisonniers, etc.<sup>2</sup>

Pendant ces sept années, la CIA n'a cessé de prétendre vis-à-vis des autorités – et notamment du *Department of Justice* – que son programme d'interrogatoires donnait des résultats extraordinaires permettant de déjouer les complots terroristes et de sauver des milliers de vies. En réalité, ces interrogatoires, fondés sur des techniques inhumaines et inacceptables pour une démocratie, n'ont donné que très peu de résultats, si ce n'est aucun. Le rapport du Sénat s'apprêtait donc à révéler des informations accablantes sur le réseau des prisons secrètes de l'Agence, démantelé par Barack Obama en 2009, et sur ses méthodes d'interrogatoire allant au-delà des « techniques autorisées », lesquelles étaient déjà fort discutables.

Presentant probablement les conclusions dévastatrices que pourrait avoir pour elle ce rapport parlementaire, la CIA a décidé d'espionner la Commission d'enquête chargée de contrôler ses activités, notamment en piratant les ordinateurs qu'elle avait fourni à la commission afin de lui permettre de passer en revue plus de dix millions de documents confidentiels dans le cadre de son enquête.

En réaction, la présidente de la commission, Dianne Feinstein a prononcé le 11 mars 2014 un discours qui a fait l'effet d'une bombe. Alors qu'elle était habituellement l'un des plus ardents défenseurs des services de renseignement, la sénatrice n'a pas hésité à accuser l'Agence d'avoir espionné la commission, d'avoir infiltré ses ordinateurs de manière à éliminer les documents relatifs au programme d'interrogatoires musclés pratiqués par la CIA depuis les attentats de 2001. À ses yeux, dans cette affaire l'Agence a violé non seulement la loi et un décret présidentiel, mais aussi la constitution des États-Unis en bafouant de la séparation des pouvoirs. De plus, elle l'accuse d'avoir fait disparaître certains documents embarrassants pour le gouvernement avant l'élection de Barack Obama. Le directeur de la CIA, John Brennan, a bien sûr démenti que son agence ait piraté des ordinateurs de la commission sénatoriale, avant de finir par le reconnaître, quelques mois plus tard<sup>3</sup>.

1 Ibid.

2 [http://www.washingtonpost.com/world/national-security/cia-misled-on-interrogation-program-senate-report-says/2014/03/31/eb75a82a-b8dd-11e3-96ae-f2c36d2b1245\\_story.html?wpisrc=al\\_national](http://www.washingtonpost.com/world/national-security/cia-misled-on-interrogation-program-senate-report-says/2014/03/31/eb75a82a-b8dd-11e3-96ae-f2c36d2b1245_story.html?wpisrc=al_national)

3 A ce sujet, voir : <https://www.nytimes.com/2014/08/01/world/senate-intelligence-committee-cia-interrogation-report.html> et <https://theintercept.com/2014/03/05/congress-intelligence-community-whos-overseeing/>



Le chef du Sénat américain, Harry Reid, a soutenu la présidente de la commission du renseignement et a ordonné une enquête sur ce qu'il a appelé « une violation indéfendable de la Constitution », mais aussi de la loi, car il semblerait que l'Agence ait également tenté d'intimider ses « contrôleurs » en les soumettant à une enquête criminelle<sup>1</sup>. Pourtant, John Brennan a été maintenu à la tête de la CIA par Barack Obama, ce dernier déclarant qu'il et « gardait toute sa confiance » au directeur de l'Agence.

## Le Russiagate et déstabilisation de Trump

À partir de 2016, à la suite de l'accession de Donald Trump à la Maison-Blanche, le *Deep State* a pris peur, car le nouveau président s'est attaché, dès sa prise de fonction, à mettre fin à ce système et à licencier une partie de ses acteurs.

En réaction, certains politiques et dirigeants de la communauté du renseignement – principalement la CIA, le *Director of National Intelligence* (DNI) et la *Cyber Security and Infrastructure Agency* (CISA<sup>2</sup>) – ont organisé contre lui l'histoire du *Russiagate*, dans laquelle Trump et son entourage ont été accusés d'entretenir des liens avec Moscou de nature à nuire à la sécurité nationale. Parallèlement, La Russie fut accusée d'interférence dans les élections américaines<sup>3</sup>. En dépit du retentissement médiatique majeur qu'ont connu ces deux affaires – cela n'est évidemment pas un hasard – rien n'a jamais été prouvé et pour cause.

En mars 2019, à l'issue de deux ans d'enquête et après avoir auditionné près de 500 témoins, Robert Mueller, ex-directeur du FBI (2001-2013), nommé procureur spécial, a rendu son rapport. Celui-ci conclut à une « absence de toute collusion entre l'équipe du candidat Républicain et la Russie lors de l'élection présidentielle de 2016 » et que l'enquête « n'a pas établi que des membres de l'équipe de campagne Trump ont conspiré ou se sont coordonnés avec le gouvernement russe dans ses activités d'ingérence électorale ». En dépit de cela, John MacLaughlin – ex-directeur de la CIA par intérim

(2004) – a déclaré dans un ITV télévisé que les services américains n'avaient pas la preuve que Trump était un agent de Poutine, mais « qu'ils pensent quand même que Poutine le manipule » !

Puis début décembre 2019, l'inspecteur général du *Department of Justice* (DoJ), Michael Horowitz, remet au Congrès un rapport de près de 500 pages concernant les irrégularités commises par le FBI dans l'enquête lancée en 2016 contre Donald Trump et son équipe de campagne. Son témoignage est accablant quant à la conduite des fédéraux<sup>4</sup>. Son rapport révèle que, dans le cadre de cette enquête, des agents et une partie de la hiérarchie du FBI se sont rendus coupables, d'affirmations biaisées, d'erreurs importantes et ont omis de porter certains faits à la connaissance de la *Foreign Intelligence Surveillance Court* (FISC) afin d'obtenir des mandats pour placer sous surveillance l'un des conseillers de Trump, dans l'espoir de prouver qu'il était de connivence avec les services russes et de poursuivre leurs investigations secrètes contre le président<sup>5</sup>.

Enfin, en mai 2023, John Durham, procureur spécial du DoJ, à son tour chargé de revoir le dossier, conclut que le FBI n'aurait jamais dû ouvrir son enquête sur la collusion présumée Donald Trump et de la Russie, car dès fin octobre 2016, le FBI n'avait pas le moindre début de preuve qui puisse justifier de lancer une investigation.

Dans un récent article publié sur *Substack*, les journalistes Michael Shellenberger, Matt Taibbi et Alex Gutentag notent : « Jusqu'à présent, l'histoire officielle était que l'enquête du FBI avait commencé après que les services de renseignement australiens eurent informé les services américains qu'un conseiller de Trump s'était vanté auprès d'un diplomate australien que la Russie possédait des documents accablants sur la candidate démocrate à la présidence, Hillary Clinton<sup>6</sup> ». Les journalistes révèlent également que John Brennan, alors directeur de la CIA, avait désigné 26 associés de Trump à cibler et que la communauté du renseignement les avait catalogués « comme des personnes à « tamponner » ou à manipuler et à faire tomber ».

1 Patricia Zengerle et Richard Cowan, « U.S. Senate leader orders probe of alleged CIA computer hacking » Reuters, 20 mars 2014 (<http://www.reuters.com/article/2014/03/20/us-usa-cia-interrogations-idUSBREA2J16F20140320>).

2 Agence en charge de la sécurité des élections.

3 Cf. Éric Denécé, « États-Unis : les vraies raisons de l'expulsion des diplomates russes », Éditorial n°45, CF2R, janvier 2017 (<https://cf2r.org/editorial/etats-unis-les-vraies-raisons-de-lexpulsion-des-diplomates-russes/>).

4 Cf. Éric Denécé, « Rapport Horowitz : le FBI dans la tourmente », Note d'Actualité n°569, CF2R, avril 2020 (<https://cf2r.org/actualite/rapport-horowitz-le-fbi-dans-la-tourmente/>).

5 Cf. Éric Denécé, « Russiagate : un procès à charge contre Donald Trump », Éditorial n°51, CF2R, avril 2020 (<https://cf2r.org/editorial/russiagate-un-proces-a-charge-contre-donald-trump/>).

6 Michael Shellenberger, Matt Taibbi & Alex Gutentag, « CIA Had Foreign Allies Spy on Trump Team, Triggering Russia Collusion Hoax, Sources Say », *Substack*, 13 February 2024.

De plus, sept ans après les faits, les langues ont commencé à se délier. Plusieurs sources affirment que la communauté du renseignement des États-Unis, notamment la CIA, a illégalement fait appel des services étrangers pour cibler des conseillers de Trump bien avant l'été 2016. Selon des sources proches de l'enquête conduite par la commission du renseignement de la Chambre des Représentants, les services américains ont demandé à leurs homologues des *Five Eyes* (États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande) de surveiller les associés de Trump et de leur communiquer les renseignements obtenus.

Mais les services étrangers n'ont découvert aucune preuve de la collusion entre Trump et la Russie. Toutefois ils ont été chargés par la CIA de créer une fausse impression de collusion en parlant « d'interactions » suspectes entre des personnalités liées à Trump et des agents russes connus ou présumés, « *ce qui a conduit à l'enquête du FBI, aux écoutes illégales, au coup monté contre le général Mike Flynn* ».

Matt Taibbi a déclaré à *Fox News* que le récit de la collusion entre Trump et la Russie présentait les mêmes caractéristiques que les allégations d'armes de destruction massive (ADM) irakiennes ayant servi à justifier l'invasion de l'Irak (2003). « *Il s'agit d'une histoire de type ADM : Ils ont supprimé les opinions dissidentes et créé un faux récit* » a-t-il déclaré<sup>1</sup>.

John Brennan, ancien directeur de la CIA, est l'un de ceux qui a le plus martelé la culpabilité de Donald Trump, alors qu'il savait qu'il s'agissait d'un mensonge. C'est très probablement lui qui a donné le coup d'envoi à l'opération de déstabilisation qui se poursuit encore aujourd'hui. C'est pourquoi John Durham, a demandé à l'Agence de lui fournir les courriels et la liste des appels téléphoniques de Brennan. Le sénateur Ron Paul est encore plus virulent : il accuse directement Brennan d'avoir tenté de « *faire tomber un président en exercice* ». C'est donc à la fois une opération d'espionnage politique, de déstabilisation du président et d'ingérence électorale qui a été organisée sous Obama par la communauté du renseignement qui a enfreint les lois. Les accusations contre Donald Trump ne sont fondées que sur de la désinformation et la presse américaine,

complice ou manipulée, s'en est fait très largement l'écho, provoquant une crise politique qui empoisonna le président durant tout son mandat et convainquant faussement un grand nombre de citoyens que leur nation était dirigée par un agent russe<sup>2</sup>.

### Les mensonges pour protéger le clan Biden

Fort de ce succès, les services américains ont tout fait pour que l'hôte de la Maison-Blanche ne soit pas réélu pour un second mandat. En février 2020, le bureau *Director of National Intelligence* a informé la commission du renseignement de la Chambre des Représentants que les Russes s'immisçaient à nouveau dans les élections pour favoriser Trump, une nouvelle fois sans preuve... Puis la communauté du renseignement a continué ses manipulations, mais a été une nouvelle fois prise la main dans la sac au sujet de l'affaire Hunter Biden, dans laquelle plusieurs anciens responsables de la CIA ont produit de faux témoignages et une fausse lettre affirmant, sans preuve à l'appui, que les données provenant de l'ordinateur portable du fils du vice-président Biden étaient de la désinformation russe, afin de permettre à ce dernier d'emporter l'élection présidentielle de 2020 face à Donald Trump<sup>3</sup>.

De nouveau, en mars 2024, dans le cadre d'une enquête menée en vue de la destitution de Joe Biden suite aux malversations de son fils qu'il a couvert et aux faux témoignages d'ex-responsables de l'*Intelligence Community*, le président de la commission de surveillance de la Chambre des Représentants, James Comer, et le président de la commission judiciaire de celle-ci, Jim Jordan, ont adressé une lettre à la CIA, l'accusant d'avoir bloqué une enquête fédérale concernant le fils du président grâce au témoignage d'un dénonciateur les ayant informés que l'Agence avait empêché, en 2021, le DoJ et les enquêteurs de l'*Internal Revenue Service* (IRS<sup>4</sup>) d'interroger un associé d'Hunter Biden. « *Selon le dénonciateur, en août 2021, alors que les enquêteurs de l'IRS s'apprêtaient à interroger Patrick Kevin Morris, un associé d'Hunter Biden, la CIA est intervenue pour mettre fin à l'entretien. Deux fonctionnaires du ministère de la Justice auraient été convoqués au siège de la CIA à Langley, en Virginie, pour une réunion d'information concernant M. Morris. Lors de cette réunion, il a été communiqué que*

1 <https://www.foxnews.com/video/6346359425112>

2 Peter van Buren, "CIA (Dis)Information Operations Come Home to the US", Ron Paul Institute, May 30, 2021 (<https://ronpaulinstitute.org/cia-disinformation-operations-come-home-to-the-us/>).

3 Éric Denécé, « Nouvel exemple de mensonge du renseignement américain », Éditorial n° 63, CF2R, mai 2023 (<https://cf2r.org/editorial/nouvel-exemple-de-mensonge-du-renseignement-americain/>).

4 Agence fédérale chargée de la collecte de l'impôt et de faire respecter les lois fiscales. Elle est rattachée au département du Trésor. Elle dispose d'une Criminal Investigation Division regroupant 2 800 agents enquêtant sur les faits liés au trafic de drogue ou au blanchiment d'argent.

*M. Morris ne pouvait pas être témoin au cours de l'enquête* » affirment les deux élus républicains. La CIA a bien sûr réfuté les allégations du dénonciateur, déclarant qu'elle « *coopér[ait] avec ses partenaires chargés de l'application de la loi et n'entrav[ait] pas les enquêtes ou les poursuites menées par les autorités américaines chargées de l'application de la loi* ». On ne peut s'empêcher de sourire au regard des éléments qui précèdent... Russell Dye, le porte-parole de la commission judiciaire de la Chambre des représentants, a aussitôt réaffirmé que pour celle-ci ces allégations étaient fondées<sup>1</sup>.

### LES ACTIONS DE LA CIA POUR INFLUENCER L'OPINION

Pour la CIA, influencer l'opinion n'est pas une pratique nouvelle, tant s'en faut. Entre 1948 et 1976, l'agence a conduit une vaste campagne pour influencer les médias des États-Unis et de pays étrangers, notamment le Royaume-Uni<sup>2</sup>. Dans le cadre de cette opération dénommée *Mockingbird*<sup>3</sup>, l'Agence a utilisé plus de 400 journalistes américains comme sources directes. Seuls quelques-uns d'entre eux ont reconnu publiquement leurs liens avec Langley. Les documents de la CIA montrent que tous ont été engagés avec le consentement des directions des principaux médias américains. À lui seul, le *New York Times* a couvert une dizaine d'officiers de la CIA pendant des décennies et n'en a rien dit. Ces relations à long terme sont un outil puissant pour l'Agence et le fait de donner une vraie grande histoire à un jeune journaliste pour qu'il obtienne une promotion fait partie du jeu. Rappelons que la source anonyme (« *Deep Throat* ») à l'origine de l'affaire du Watergate (1972) était un membre du FBI

qui, par son action, a lancé la carrière des reporters Bob Woodward et Carl Bernstein. Cinquante ans plus tard, on retrouvera ce dernier parmi les journalistes ayant relayé les théories de la communauté du renseignement dans l'affaire du *Russiagate*<sup>4</sup>.

### La manipulation de l'opinion à l'occasion de la crise ukrainienne

Début avril 2022, *NBC News*, a publié un article révélant que les services de renseignement américains transmettent sciemment des informations qu'ils ne jugent pas exactes aux médias grand public américains pour qu'ils les diffusent : « *plusieurs responsables américains ont reconnu que les États-Unis ont utilisé des informations comme une arme même lorsque l'exactitude des informations n'était pas vérifiée. Ils ont parfois utilisé des renseignements peu fiables à des fins dissuasives* »<sup>5</sup>. L'article confirme donc que « l'État profond » ment délibérément au peuple américain dans le but de manipuler l'opinion publique. Parmi ces Fake News, on se souviendra qu'il a ainsi été annoncé Moscou était prêt à utiliser des armes chimiques en Ukraine, que la Chine allait fournir des équipements militaires à la Russie, que le président Poutine était induit en erreur par ses conseillers, etc. Toutes ces informations ont été produites par la CIA pour être reprises dans les médias américains et façonner la perception du conflit par le public américain<sup>6</sup>.

En septembre 2023, à l'occasion du premier anniversaire du sabotage du gazoduc Nord Stream, Seymour Hersh a accusé la CIA et le MI 6 d'avoir monté une « opération secrète de désinformation » visant à discréditer Vladimir Poutine, ce qui a conduit « *les principaux médias ici et à Londres à rapporter que le président russe souffrait de diverses maladies, notamment de troubles sanguins et d'un grave cancer* ». Celle-ci a eu également pour but de tromper le public sur le résultat désastreux de la guerre menée par les États-Unis via Ukrainiens interposés. « *La guerre est terminée. La Russie a gagné. Il n'y a plus d'offensive ukrainienne, mais la Maison-Blanche et les médias américains doivent maintenir le mensonge* », a déclaré à Hersh un responsable des services américains. « *La vérité, c'est que si l'armée ukrainienne reçoit l'ordre de poursuivre l'offensive, elle se mutinera. Les soldats ne veulent plus mourir, mais cela ne correspond pas au mensonge de la Maison-Blanche* »<sup>7</sup>.

1 Rebecca Beitsch, "CIA says GOP allegations of interference in Hunter Biden probe are false", *The Hill*, May 4, 2024 (<https://thehill.com/homenews/house/4577369-cia-gop-allegations-interference-hunter-biden-false/>)

2 [https://en.wikipedia.org/wiki/CIA\\_influence\\_on\\_public\\_opinion](https://en.wikipedia.org/wiki/CIA_influence_on_public_opinion)

3 Elle a été révélée par les investigations de la Commission Church, en 1975 ([https://en.wikipedia.org/wiki/Operation\\_Mockingbird](https://en.wikipedia.org/wiki/Operation_Mockingbird)).

4 Peter van Buren, Op. Cit.

5 Ron Paul, "CIA Admits Feeding Americans False Info About Ukraine", *Ron Paul Institute*, 11 April 2022.

6 Ibid.

7 Seymour Hersh: "It's All Lies. The War Is Over. Russia Has Won.", op. cit.

S'exprimant à l'ONU, le président Biden a passé sous silence l'échec désastreux de l'offensive ukrainienne, qui a coûté des milliards de dollars, tandis que Zelensky refuse d'envisager des négociations de paix et continue de réclamer plus d'argent et d'armes. « *La guerre continue parce que Zelensky insiste sur le fait qu'elle doit continuer. (...) Il n'y a aucune discussion dans son quartier général ou à la Maison-Blanche de Biden sur un cessez-le-feu et aucun intérêt pour des pourparlers qui pourraient conduire à la fin du massacre* » écrit le journaliste.

Par ailleurs, certaines actions d'influence menées à l'étranger ciblent le public américain. La CIA a toujours publié des articles dans les médias étrangers – ou en a créé de toutes pièces, comme cela a été le cas en Irak – pour que les journaux américains les reprennent<sup>1</sup>.

Depuis le début de la guerre d'Ukraine, toutes les opérations d'information, qu'elles soient défensives (interdiction des médias russes, dissimulation des turpitudes et des responsabilités des dirigeants ukrainiens, diversion au sujet du sabotage de Nord Stream, stigmatisation ou poursuite de ceux qui défendent un point de vue différent de celui de l'OTAN sur ce conflit, etc.) ou offensives (intentions russes d'envahir l'Europe, assassinat de Navalny, etc.) s'inscrivent dans la logique de tromperie sans scrupules des néoconservateurs américains. Elle paraît même se renforcer alors que la situation leur échappe chaque jour un peu plus.

### Les ingérences dans les élections étrangères

Leon Panetta, directeur de la CIA de 2009 à 2011, a expliqué sans détour que l'Agence influençait les médias étrangers avant les élections afin de « *changer les attitudes dans les pays* ». La méthode, a-t-il expliqué, consiste à « *acquérir des médias dans un pays ou une région qui pourraient très bien être utilisés pour délivrer un message spécifique ou pour influencer ceux qui possèdent des éléments de ces médias afin qu'ils coopèrent et travaillent avec vous pour délivrer ce message* ».

La CIA mène ce type d'actions pour influencer les élections à l'étranger depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Richard Bissell, qui a dirigé les opérations de

l'Agence pendant la Guerre froide, a écrit qu'il s'agissait « *d'exercer un contrôle sur un journal ou une station de radiodiffusion, ou d'obtenir le résultat souhaité lors d'une élection* ».

Au regard de telles pratiques, on ne peut que regarder d'un autre œil la campagne occidentale de soutien à l'opposant russe Alexei Navalny, les accusations de financement du Rassemblement National par Moscou et l'affaire des « costumes » qui a permis d'écartier, en 2017, François Fillon – plutôt bien disposé à l'égard de Moscou – au profit d'Emmanuel Macron. Mais ce ne sont là bien sûr que des hypothèses...

Il convient cependant d'apporter une précision essentielle. Dans la très grande majorité des cas, ces dérives antidémocratiques ne relèvent pas d'une décision de la CIA ou de ses directeurs. C'est une mission qui leur a été confiée par l'exécutif dès la création de l'Agence en 1947 et qui a été remise au goût du jour et développée par les néoconservateurs qui règnent à Washington et sur la politique étrangère américaine depuis la fin des années 1990. La CIA, comme les autres organisations participant à cette stratégie, n'est le plus souvent que leur exécutant.

Cette dérive explique aussi l'émergence d'un phénomène de lanceurs d'alerte au sein de la communauté américaine du renseignement (Chelsea Manning, Edward Snowden), mais aussi britannique (Katharine Gun<sup>4</sup>) et de fuites de plus en plus fréquentes de documents confidentiels qui se retrouvent sur les réseaux sociaux, notamment grâce à Julian Assange (Wikileaks). Ce sont là des réactions logiques à la direction de plus en plus néfaste et critiquable prise par l'*Intelligence Community*... raison pour laquelle elle les poursuit avec acharnement.

### LE RENOUVELLEMENT DE LA LOI FISA

Illustration de la politique américaine de surveillance, le Sénat a approuvé le 20 avril 2024 la prorogation pour deux années supplémentaires d'un programme de surveillance électronique et téléphonique à l'étranger, très utilisé par le renseignement américain. Dans un communiqué, la Maison-Blanche s'est félicitée de la prolongation du dispositif, « *l'un des outils de collecte de renseignements les plus importants des États-Unis* ».

1 Peter van Buren, op. cit.

2 Ibid.

3 Richard Bissell. Interview conducted by Joseph E. O'Connor on 25 April and 5 July 1967, op. cit.

4 [https://en.wikipedia.org/wiki/Katharine\\_Gun](https://en.wikipedia.org/wiki/Katharine_Gun)

5 Charlie Savage and Luke Broadwater, "Senate Passes Two-Year Extension of Surveillance Law Just After It Expired", The New York Times, April 20, 2024 (<https://www.nytimes.com/2024/04/20/us/politics/senate-passes-surveillance-law-extension.html#:~:text=The%20Senate%20early%20on%20Saturday,a%20threat%20to%20Americans%20rights>).

La loi *Foreign Intelligence Surveillance Act* (FISA) impose aux sociétés comme Google, Amazon Microsoft ou IBM de répondre à la demande des agences de renseignement américaines (NSA et FBI notamment) si ces dernières souhaitent accéder aux échanges téléphoniques, aux SMS, MMS et e-mails, et jusqu'aux sauvegardes dans le cloud, de non-Américains situés à l'étranger. Sont ainsi dans l'obligation de coopérer avec les autorités américaines et permettre l'accès de ces dernières aux informations en leur possession :

- les fournisseurs de services informatiques à distance ;
- les fournisseurs de services de communication électronique ;
- les entreprises de télécommunications ;
- tout autre fournisseur de services de communication ayant accès à des communications par fil ou par voie électronique, soit au moment où ces communications sont transmises, soit au moment où elles sont stockées, et tout responsable, employé ou agent d'une telle entité.

L'accès aux informations sollicitées par les autorités américaines n'est pas limité aux seuls serveurs situés aux États-Unis, mais à tous les serveurs exploités par des fournisseurs de services de communication électronique domiciliés aux États-Unis ou dont seulement certaines opérations sont sous-traitées à des fournisseurs de services de communication électronique domiciliés aux États-Unis<sup>1</sup>. Ces interceptions ont lieu sans intervention d'un juge et donnent tous pouvoirs aux services américains pour fouiller sans limites et sans contrôle la vie de n'importe qui.

Le FISA est très critiqué par les organisations de protection des libertés. En effet, cette loi autorise l'interception des messages d'Américains en relation avec des « cibles » étrangères. Elle a notamment permis au FBI d'enquêter sur 16 000 citoyens américains. En dépit du fait qu'il existe des règles strictes pour déterminer quand de telles requêtes sont autorisées, ces dernières années, les fonctionnaires du FBI ont à plusieurs reprises effectué des recherches ne respectant ces normes<sup>2</sup>. Les

généralistes du numérique se sont également insurgés, au cours des débats, contre le fait que ce projet de loi allait « transformer leurs employés en informateurs ». Ils ont demandé au Congrès de supprimer la disposition qui, selon eux, « élargit considérablement le champ des entités et des personnes couvertes » par la section 702, mais en vain.

Il convient de préciser que de nombreux responsables de la Sécurité nationale ont plaidé en faveur de la reconduction de cette loi, notamment le général Paul Nakasone, ancien patron de la NSA, qui en a été l'un des soutiens les plus actifs : « Je crains que nous ne nous rendions aveugles aux menaces extérieures (...) et d'autres encore si le Congrès laisse une autorité essentielle de collecte de renseignements – la section 702 du *Foreign Intelligence Surveillance Act* – expirer en avril, ou la renouvelle avec des restrictions paralysantes. Dans les deux cas, il s'agirait d'une blessure auto-infligée que notre pays ne peut pas se permettre<sup>3</sup> ». Selon lui, « La section 702 a permis de déjouer des projets d'attentats terroristes sur le territoire national et à l'étranger, et a contribué à la réussite de l'opération qui a permis de tuer le chef d'Al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, en 2022. (...) La section 702 a permis de mettre au jour les atrocités commises par la Russie en Ukraine, notamment le meurtre de non-combattants et le transfert forcé d'enfants de l'Ukraine occupée par les Russes vers la Fédération de Russie. La section 702 a même permis d'identifier et de perturber les tentatives d'acteurs étrangers hostiles et de recruter des espions aux États-Unis<sup>4</sup> ».

Pour Donald Trump, la prorogation du FISA est un revers, puisqu'il avait demandé aux Républicains de voter son abolition. En effet, c'est grâce à cette loi qu'en 2016 des communications avec des responsables russes lui avaient été reprochées, ainsi qu'à son équipe de campagne. Toutefois, Mike Johnson, le président de la Chambre des Représentants, a décidé de réduire la prorogation de la loi de cinq à deux ans, ce qui signifie que Trump pourrait y mettre un terme en 2026, s'il remportait les prochaines élections présidentielles. Ce geste explique aussi pourquoi une partie des élus républicains ont finalement voté cette loi accordant de nouveaux pouvoirs à la communauté de renseignement sans aucun contrôle judiciaire.

1 On retrouve là une application extraterritoriale du droit américain, en tout point comparable à celle de la lutte anticorruption (*Foreign Corrupt Act Practices*).

2 Notamment au sujet de manifestants Black Lives Matter et de suspects de l'émeute du 6 janvier 2020 au Capitole.

3 Paul M. Nakasone, "I was head of the NSA. In a world of threats, this is my biggest worry", *The Washington Post*, February 14, 2024 (<https://www.washingtonpost.com/opinions/2024/02/14/nsa-director-paul-nakasone-section-702-fisa/>).

4 Ibid.

# CONCLUSION

Indéniablement, depuis le début du conflit ukrainien (2014), la CIA a pleinement joué son rôle. Elle s'est adaptée à un nouveau type de guerre secrète contre un adversaire à sa mesure, n'ayant rien de commun avec la lutte antiterroriste asymétrique qu'elle conduisait depuis 2001. Elle est ainsi parvenue à mettre un terme aux critiques concernant son penchant à privilégier l'action au détriment du renseignement que certains lui adressaient.

En effet, il a été souvent reproché à la CIA au cours des deux dernières décennies de s'être militarisée dans le cadre de la *Global War on Terror* (GWOT). Sa branche paramilitaire n'a cessé de croître en budget, en effectifs et a multiplié les opérations en coopération avec le *Joint Special Operations Command* (JSOC). Elle a éliminé des milliers de terroristes islamistes – mais aussi de civils, victimes collatérales – avec ses drones armés, devenant « une véritable machine à tuer<sup>1</sup> ».

Selon le général Michael Hayden – ancien directeur de la NSA (1999-2005) et de la CIA (2006-2009) –, l'Agence s'est mise à ressembler de plus en plus à son ancêtre direct, l'OSS, lorsque ce service parachutait ses officiers paramilitaires derrière les lignes ennemies, en France et dans l'Europe occupée par les nazis, pour établir des liens avec les organisations de résistance et combattre les Allemands. C'est pourquoi il a averti l'un de ses successeurs, le général David Petraeus, qu'il s'égarait en transformant l'agence en une organisation paramilitaire pour gagner des conflits au lieu de conduire des opérations de renseignement devant nourrir l'analyse stratégique<sup>2</sup>.

De nombreux autres experts se sont élevés contre cette évolution, craignant qu'elle finisse par affecter les capacités de l'Agence à suivre et comprendre l'évolution du monde, et à éclairer la politique étrangère. Le sénateur David Boren ancien, président de la commission du Sénat pour le renseignement, a exprimé sa préoccupation à ce sujet dès 2013 : « *Je pense qu'il y a un grand danger que si la CIA devient avant tout une agence dédiée au soutien des opérations militaires, elle néglige son rôle principal qui est de fournir des renseignements stratégiques aux décideurs politiques. (...) Le soutien de la CIA aux opérations militaires en Irak et*

*en Afghanistan a entraîné une réduction de la collecte et de l'analyse de renseignements dans des parties du monde qui sont plus vitales pour les intérêts à long terme de l'Amérique. (...) À long terme, qu'est-ce qui est le plus important pour l'Amérique ? Des sujets tels que la montée en puissance de la Chine et l'agressivité de la Russie<sup>3</sup> ».*

Lors de son audition de confirmation devant la commission du renseignement du Congrès, John Brennan, directeur de la CIA de 2013 à 2017, a reconnu qu'il était temps de recentrer l'agence vers des rôles plus traditionnels d'espionnage, de collecte et d'analyse du renseignement. Selon lui, la mission antiterroriste menaçait d'affaiblir ses autres activités, notamment celles consistant à pénétrer des gouvernements étrangers et à anticiper l'évolution des tendances mondiales. Ainsi que le montre l'action de l'Agence en Ukraine depuis 2014, ce travers semble avoir été corrigé en partie, car les effectifs qu'elle a engagés dans ce conflit demeurent relativement limités, comparés à ses déploiements en Irak et en Afghanistan. Cela est bien sûr dû aussi à la présence, localement, de deux services structurés et à la volonté de ne pas provoquer la Russie.

Néanmoins, une question demeure. La CIA, en dépit de son « discours » concernant le respect de règles préétablies avec Moscou afin d'éviter une escalade du conflit, a-t-elle véritablement respecté ses « engagements » ? Son implication aux côtés des unités de sabotage et d'assassinat ukrainiennes est une réalité indéniable et l'argument selon lequel les opérations des services du Kiev lui échappent mérite d'être considéré avec circonspection, d'autant plus que l'agence semble sous-traiter une partie des actions les plus agressives contre Moscou à un service allié, le MI 6. Dès lors, peut-on vraiment dire que la CIA ne va pas trop loin ?

Au demeurant, s'il était avéré que les Ukrainiens aient joué un rôle dans l'attentat du 22 mars à Moscou – comme l'ont affirmé catégoriquement les Russes, bien que n'en ayant donné à ce jour aucune preuve tangible –, il conviendrait d'évaluer quel rôle aurait pu jouer l'Agence – directement ou éventuellement via le MI 6 –, les hommes qu'elle a formés et les moyens

1 Steve Coll, Directorate S. The CIA and America's secret Wars in Afghanistan and Pakistan, Allen Lane/Penguin, New York, 2018, p. 26.  
2 David P. Oakley, Subordinating Intelligence. The DoD/CIA Post-Cold War Relationship, University Press of Kentucky, 2019, p. 158.  
3 Steve Coll, op. cit., pp 31-32.

et renseignements qu'elle leur a fournis, dans cet abominable acte terroriste. L'éventuelle confirmation d'une responsabilité de Kiev, voire de ses sponsors, pourrait faire évoluer l'attitude de la Russie.

En revanche, il est un second aspect sur lequel aucune évolution n'est perceptible : celui de la vision du monde des élites américaines – parmi lesquelles les directeurs de la CIA – et du rôle confié à l'Agence dans le cadre de leur politique.

Force est de constater que dans un environnement international en évolution rapide, la vision américaine du monde ne change pas. Les élites d'outre-Atlantique continuent de réfléchir et de se comporter comme si les États-Unis étaient encore les maîtres du monde. Elles se considèrent comme détentrices de la vérité et promotrices du bien, ainsi qu'en témoignent les récents propos de William Burns, directeur de l'Agence, dans la revue *Foreign Affairs*<sup>1</sup>, dont il est difficile de déterminer s'il croit vraiment ce qu'il écrit ou s'il se livre à un exercice de propagande à travers son article :

*« L'invasion tragique et brutale a déjà fait honte à la Russie et révélé ses faiblesses, qu'il s'agisse de son économie unidimensionnelle, de ses prouesses militaires démesurées ou de son système politique corrompu. L'invasion de Poutine a également suscité une détermination et une volonté époustouflantes de la part du peuple ukrainien. J'ai pu constater leur courage de visu lors de mes fréquents voyages en Ukraine en temps de guerre, ponctués de raids aériens russes et d'images saisissantes de la ténacité et de l'ingéniosité des Ukrainiens au combat.*

*La guerre de Poutine a déjà été un échec pour la Russie à bien des égards. Son objectif initial, qui était de s'emparer de Kiev et de soumettre l'Ukraine, s'est avéré insensé et illusoire. Son armée a subi d'immenses dommages. Au moins 315 000 soldats russes ont été tués ou blessés, les deux tiers des chars russes d'avant-guerre ont été détruits et le programme de modernisation militaire de Poutine, qui durait depuis des décennies, a été réduit à néant. Tout cela est le résultat direct de la bravoure et des compétences des soldats ukrainiens, soutenus par l'Occident. Pendant ce temps, l'économie russe subit des revers à long terme et le pays est en train de sceller son destin en tant que vassal économique de la Chine. Les ambitions démesurées de Poutine ont également un effet négatif : elles ont incité l'OTAN à s'élargir et à se renforcer ».*

*(...) « La clé du succès réside dans le maintien de l'aide occidentale à l'Ukraine. Avec moins de cinq pour cent du budget de la défense des États-Unis, il s'agit d'un investissement relativement modeste qui a des retombées géopolitiques importantes pour les États-Unis et des retombées notables pour l'industrie américaine. Le maintien de la fourniture d'armes placera l'Ukraine dans une position plus forte si une opportunité de négociations sérieuses se présente. L'Ukraine pourrait ainsi sauvegarder sa souveraineté et se reconstruire, tandis que la Russie devrait faire face aux coûts durables de la folie de Poutine. Si les États-Unis se retiraient du conflit à ce moment crucial et cessaient de soutenir l'Ukraine, ils se fixeraient un objectif historique ».*

*(...) « Tout comme la guerre de la Russie en Ukraine a montré à l'Europe les risques d'une dépendance énergétique à l'égard d'un seul pays. Dans le monde d'aujourd'hui, aucun pays ne veut se retrouver à la merci d'un seul fournisseur de minéraux et de technologies critiques, surtout si ce fournisseur a l'intention d'armer ces dépendances. Comme l'ont affirmé les responsables politiques américains, la meilleure réponse consiste à « réduire les risques » et à se diversifier, en sécurisant les chaînes d'approvisionnement des États-Unis, en protégeant leur avance technologique et en investissant dans leur capacité industrielle ».*

On ne peut que sourire à la lecture d'un tel plaidoyer *pro domo*. Le fait que l'Europe soit dépendante énergétiquement d'un autre pays que les États-Unis est un problème. En revanche, que le « vieux continent » dépende totalement de Washington n'en est pas un ! Ainsi, aucune remise en question ne se dessine et l'Amérique estime toujours être une puissance de paix et le gendarme du monde chargé de surveiller et de réprimer les actes des autres États, nécessairement « voyous » quand ils ne partagent pas les idées de Washington. Curieuse combinaison de messianisme et de machiavélisme.

Les États-Unis restent donc dirigés par des élites néoconservatrices qui ont confisqué la définition de l'intérêt national et qui ont montré, au moins depuis 2016, qu'elles étaient prêtes à tout pour faire triompher leur idéologie et leur vision du rôle des États-Unis dans le monde. Ces *neocons* n'ont pas hésité à instrumentaliser la communauté de renseignement pour parvenir à leurs fins, notamment la CIA, avec la complicité de plusieurs directeurs et cadres de

1 William J. Burns, "Spycraft and Statecraft : Transforming the CIA for an Age of Competition", *Foreign Affairs*, January 30, 2024.

haut niveau de l'agence. Dès lors, celle-ci est-elle encore un service « démocratique » où est-ce devenu un organe partisan qui ne sert plus la démocratie américaine ? Aucun autre service occidental n'a à ce point transgressé les lois de son pays. Ces dérives et la politisation de l'Agence se sont clairement accrues sous les deux mandats de Barack Obama. C'est sans doute l'une des nombreuses raisons pour lesquelles il est probable, qu'en cas de retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, celui-ci fasse un grand ménage dans la communauté américaine du renseignement, car l'ex-président entretient des relations notoirement tendues et conflictuelles avec elle. Il n'oublie pas qu'au cours de son mandat, CIA, FBI, NSA et DNI ont fait preuve d'un niveau sans précédent de politisation et n'hésite pas à décrire leurs dirigeants comme appartenant à un « État profond » qui cherche à le détruire. Trump considère par ailleurs ces agences comme des organismes bureaucratiques aux effectifs surdimensionnés faisant souvent des erreurs de prévision sur des questions cruciales ; il remet régulièrement en question, publiquement comme en coulisses, l'intégrité de leur travail et affiche clairement son intention de procéder à un « grand nettoyage ». Il parle même, dans certains de ses meetings, de supprimer l'Agence<sup>1</sup>. S'il était par ailleurs révélé que la CIA ait transgressé les règles établies avec Moscou au début du conflit en Ukraine, nul doute que son sort s'en trouverait scellé.

---

<sup>1</sup> Erin Banco and John Sakellariadis, "The prospect of a second Trump presidency has the intelligence community on edge" Politico, February 26, 2024 (<https://www.politico.com/news/2024/02/26/trump-intelligence-agency-national-security-00142968>).



# ANNEXE 1

## Sommaire du rapport secret *Resistance Factors and Special Forces Areas Ukraine* Georgetown University Research Project, 1957 (Declassified)

<https://www.cia.gov/readingroom/docs/CIA-RDP81-01043R002300220007-1.pdf>

Declassified in Part - Sanitized Copy Approved for Release @ 50-Yr 2014/03/05 : CIA-RDP81-01043R002300220007-1

~~SECRET~~

**RESISTANCE FACTORS  
AND SPECIAL FORCES AREAS  
UKRAINE (U)**

50X1-HUM

INFORMATION CUT-OFF  
AUGUST 1957

50X1-HUM

Pages marked 'NOT RELEASABLE' are SPECIAL HANDLING REQUIRED, NOT RELEASABLE TO FOREIGN NATIONALS EXCEPT: NONE, By Authority of OAC of S. [redacted] 6 May 1958

50X1-HUM

THIS STUDY WAS PREPARED BY AN EXTERNAL RESEARCH AGENCY, (THE GEORGETOWN UNIVERSITY RESEARCH PROJECT), UNDER CONTRACT TO ACSI, DEPARTMENT OF THE ARMY, AND DOES NOT NECESSARILY REPRESENT THE OFFICIAL VIEWS OF ACSI, DA.

~~SECRET~~

Declassified in Part - Sanitized Copy Approved for Release @ 50-Yr 2014/03/05 : CIA-RDP81-01043R002300220007-1

SECRET

## CONTENTS

## PART I

## RESISTANCE AND POPULATION FACTORS

1.	<u>Introduction</u> . . . . .	1
2.	<u>Traditional Resistance Background</u> . . . . .	3
	a. Separatist Traditions . . . . .	7
	b. Resistance and Civil War, 1917-1921 . . . . .	9
	c. Resistance to Soviet Rule, 1921-1941 . . . . .	13
	d. Resistance During World War II . . . . .	19
3.	<u>Resistance Activity, 1945-1957</u> . . . . .	19
	a. Participants in Resistance Activities . . . . .	19
	(1) Ukrainian Nationalist Resistance Groups . . . . .	20
	(a) The Organization of Ukrainian Nationalists . . . . .	23
	(b) The Ukrainian Insurgent Army . . . . .	24
	(c) The Ukrainian Supreme Council of Liberation . . . . .	26
	(2) The "Black Cat" Organization . . . . .	26
	b. Characteristics of Resistance Activities in the Ukraine . . . . .	26
	(1) Types of Resistance Activities . . . . .	26
	(2) Variations in Resistance Activities by Years . . . . .	31

## PART II

## GEOGRAPHIC FACTORS AFFECTING RESISTANCE AND SPECIAL FORCES OPERATIONS

A.	<u>General Summary</u> . . . . .	35
1.	<u>Introduction</u> . . . . .	35
2.	<u>Terrain Features</u> . . . . .	36
	a. The Ukrainian Steppelands . . . . .	40
	b. Ukrainian Poles'ye . . . . .	41
	c. Carpathian Ukraine . . . . .	43
	d. The Crimean Mountains . . . . .	47
3.	<u>Climatic Features</u> . . . . .	47
	a. Highland Areas . . . . .	47
	(1) Carpathian Mountains . . . . .	48
	(2) Crimean Mountains . . . . .	50
	b. Poles'ye . . . . .	51
	c. The Forest-Steppe and the Steppe . . . . .	53
4.	<u>Vegetation</u> . . . . .	53
	a. The Zone of Mixed Forests . . . . .	54
	b. The Forest-Steppe Zone . . . . .	55
	c. The Steppe Zone . . . . .	56
	d. The Carpathians . . . . .	57
	e. The Crimean Mountains . . . . .	59
5.	<u>Cross-Country Movement</u> . . . . .	61
6.	<u>Land Utilization</u> . . . . .	61
	a. Cultivated Land . . . . .	64
	b. Pastureland . . . . .	66
	c. Forested Land . . . . .	66
	d. Non-Agricultural and Unused Land . . . . .	69
7.	<u>Patterns of Rural Settlement</u> . . . . .	69
	a. Types of Rural Settlement . . . . .	72
	b. Density of Rural Population . . . . .	75
8.	<u>Rural Roads</u> . . . . .	77
B.	<u>Distribution of Partisan Activities, World War II</u> . . . . .	77
C.	<u>Distribution of Resistance Incidents, 1945-1957.</u> . . . . .	83

SECRET

PART III

POPULATION FACTORS AFFECTING SPECIAL FORCES OPERATIONS

- 1. Total Population . . . . . 89
- 2. Ethnic Composition . . . . . 91
  - a. Ukrainians . . . . . 91
  - b. Russians . . . . . 94
  - c. Jews . . . . . 95
  - d. Poles . . . . . 97
- 3. Regional Variations in Population Attitudes . . . . . 99
  - a. The Crimean Peninsula . . . . . 99
  - b. The Donbass . . . . . 100
  - c. The Northeastern Districts . . . . . 101
  - d. The Odesskaya Oblast . . . . . 101
  - e. The Black Sea Lowland . . . . . 102
  - f. The Dnieper Bend - Krivoy Rog Districts . . . . . 102
  - g. The Left-Bank and Northern Steppe Districts . . . . . 103
  - h. The Right-Bank Districts . . . . . 104
  - i. Volynia . . . . . 105
  - j. Transcarpathia . . . . . 106
  - k. Chernovitskaya Oblast . . . . . 107
  - l. The East Galician Districts . . . . . 108

PART IV

SECURITY FACTORS AFFECTING SPECIAL FORCES OPERATIONS

- 1. Security Factors . . . . . 109
  - a. Border Troops . . . . . 109
  - b. Interior Troops . . . . . 110
  - c. Soviet Army . . . . . 110
  - d. Other . . . . . 111
- 2. Frontier Security Zones . . . . . 111
  - a. The Polish Frontier . . . . . 112
  - b. The Czechoslovakian Frontier . . . . . 112
  - c. The Hungarian Frontier . . . . . 113
  - d. The Rumanian Frontier . . . . . 113

PART V

ECONOMIC VULNERABILITY

- 1. Introduction . . . . . 117
- 2. Transportation . . . . . 119
  - a. Introduction . . . . . 119
  - b. Railroads . . . . . 122
  - c. Water Transportation . . . . . 129
    - (1) Inland Waterways . . . . . 129
    - (2) Maritime Transportation . . . . . 133
  - d. Highways . . . . . 139
- 3. Electric Power . . . . . 143
- 4. Minerals . . . . . 149
  - a. Coal and Coke . . . . . 149
  - b. Iron Ore . . . . . 151

SECRET

c. Manganese . . . . .	153
d. Oil and Gas . . . . .	155
(1) Oil . . . . .	155
(2) Gas . . . . .	158
e. Other Minerals . . . . .	160
f. Conclusions . . . . .	163
5. <u>Telecommunications</u> . . . . .	165
6. <u>Conclusions</u> . . . . .	169

PART VI

SPECIAL FORCES AREAS

<u>Introduction</u> . . . . .	173
<u>Special Forces Area 1</u> . . . . .	175
1. Cover Areas . . . . .	175
2. Population and Resistance Factors . . . . .	181
3. Economic Vulnerabilities . . . . .	183
<u>Special Forces Area 2</u> . . . . .	195
1. Cover Areas . . . . .	195
2. Population and Resistance Factors . . . . .	198
3. Economic Vulnerabilities . . . . .	199
<u>Special Forces Area 3</u> . . . . .	207
1. Cover Areas . . . . .	207
2. Population and Resistance Factors . . . . .	210
3. Economic Vulnerabilities . . . . .	211
<u>Special Forces Area 4</u> . . . . .	215
1. Cover Areas . . . . .	215
2. Population and Resistance Factors . . . . .	217
3. Economic Vulnerabilities . . . . .	218
<u>Special Forces Area 5</u> . . . . .	223
1. Cover Areas . . . . .	223
2. Population and Resistance Factors . . . . .	226
3. Economic Vulnerabilities . . . . .	227
<u>Excluded Areas</u> . . . . .	233

APPENDIX

Resistance Activities . . . . .	269
---------------------------------	-----

FOOTNOTES

Part I . . . . .	269
Part II . . . . .	271
Part III . . . . .	273
Part IV . . . . .	274
Part V . . . . .	274

MAPS

Following  
Page:

A. Administrative Subdivisions (U) . . . . .	6
B. Terrain Regions (U) . . . . .	45
C. Temperature (U) . . . . .	52
D. Precipitation (U) . . . . .	52

SECRET

SECRET

E. Snow Cover (U) . . . . .	52
F. Vegetation Cover (U) . . . . .	58
G. Density of Forest Cover (U) . . . . .	58
H. Cross-Country Movement (C) . . . . .	60
I. Land Utilization (U) . . . . .	67
J. Variations in Land Use by Oblasts (U) . . . . .	67
K. Total Population Density (C) . . . . .	73
L. Distribution of Rural Population by Oblasts (C) . . . . .	73
M. Partisan Activity in World War II (C) . . . . .	82
N. Resistance Activities, 1945-1956 (C) . . . . .	88
O. Ethnic Composition (U) . . . . .	98
P. Regional Variation in Population Attitudes (C) . . . . .	108
Q. Security Factors Affecting Special Forces Operations (S) . . . . .	115
R. Railways (U) . . . . .	128
S. Waterways and Drainage Characteristics (U) . . . . .	137
T. Highways (U) . . . . .	141
U. Power Plants and Transmission Lines (U) . . . . .	147
V. Minerals (U) . . . . .	164
W. Telecommunications (C) . . . . .	167
X. Special Forces Areas Orientation Map (S) . . . . .	175
Special Forces Area 1 (S) . . . . .	193
2 (S) . . . . .	205
3 (S) . . . . .	214
4 (S) . . . . .	222
5 (S) . . . . .	232

## TABLES

I: Types of Resistance Activities in the UkSSR--1945-1956 . . . . .	p. 29
II: Types of Resistance Activities in the UkSSR by Bands--1945-1956 . . . . .	33
III: Land Utilization: Ukrainian SSR, 1955 . . . . .	62
IV: Population of the Ukrainian SSR, April 1, 1956 . . . . .	89
V: Ethnic Composition of the Ukrainian SSR . . . . .	90
VI: Ethnic Composition of Principal Ukrainian Cities . . . . .	93

SECRET

## ANNEXE 2

### La divulgation de renseignement à des fins de dissuasion

Takashi Seto, « Weaponized Disclosure of Intelligence in the Russia-Ukraine War. Disclosure Dilemma and Hidden Inheritances from post-2014 », *Commentary* n°224, National Institute for Defense Studies (Tokyo, Japan), 26 May 2022 (updated 31 october 2023).

<https://www.nids.mod.go.jp/english/publication/commentary/pdf/commentary224e.pdf>

Date	Country	Overview of the Declassified Contents
December 3, 2021	US	Leaked briefing material, including satellite images showing the mobilization of Russian military forces near the border with Ukraine and the bases where they were concentrated. It presented the estimate that there have been preparations for a military invasion from multiple fronts on the approximate scale of a maximum of 175,000 personnel, which would be ready by the beginning of 2022 at the earliest.
January 14, 2022	US	The official briefing to the press saying that Russia was deploying operatives to conduct false flag operations in eastern Ukraine to fabricate a pretext for the military invasion of Ukraine. It touched on the evaluation that the false flag operations would be implemented from the middle of January to the middle of February, and the military invasion could start several weeks after that.
January 22, 2022	UK	The official press release about the existence of a covert plot to overthrow the current regime and install a pro-Russian puppet regime. The release exposed the specific names of five Ukrainian nationals, including Yevhen Murayev, a former parliament representative and a candidate for the leadership of the puppet government, noting that the plot was conspired with the Russian intelligence agencies as a part of the Russian invasion planning.
January 28, 2022	US	Multiple leaks from US government officials said that the distribution of emergency medical supplies, such as blood for transfusions, to the mobilized forces along the border had begun, which was unusual for the regular exercise. This analysis could be one of the signs that the mobilization was intended for an actual military invasion instead of the Russian claim of military exercise.
February 3, 2022	US	The official briefing that Russia was creating propaganda images purporting to show massacres of residents in eastern Ukraine. The images themselves have not been publicized, but according to the Department of State spokesperson, the images include equipment falsely proving an attack by Ukrainian armed forces on ethnic Russian residents (e.g., the Turkey-made drone Bayraktar TB2, which is also used by the Ukrainian side), the site of the attack, the dead bodies of the victims and bereaved family members.
February 13, 2022	US	The US National Security Advisor expressed the evaluation that the military invasion by Russia could begin even before the closing of the Beijing Olympics (February 20, 2022).
February 16 - 17, 2022	US/UK	In response to the Russian government's claim of "withdrawal of Russian military forces from the border," both the US and the UK presented the evaluation that the mobilization of Russian military forces along the border was continuing, and they could not confirm any information to verify the Russian claim of withdrawal of mobilized forces.
February 23, 2022	US	The U.S. government leaked and let the world news outlets carry the fact that the US had warned the Ukrainian government that the military invasion of the Russian military forces would commence within 48 hours.

(Note) In advance of the US and the UK, in November 2021, the Ministry of Defence of Ukraine<sup>13</sup> released an analysis, including of the scale of the mobilization of Russian military forces along the border and the anticipated invasion routes.

(Source) Prepared by this author based on the officially published information of the governments of the US and the UK and the related media reports.

# ANNEXE 3

## Principales sources

- William Arkin, "Exclusive: The CIA's Blind Spot about the Ukraine War", *Newsweek*, May 7, 2023 (<https://www.newsweek.com/2023/07/21/exclusive-cias-blind-spot-about-ukraine-war-1810355.html>).
- William J. Burns, "Spycraft and Statecraft : Transforming the CIA for an Age of Competition", *Foreign Affairs*, January 30, 2024 (<https://www.foreignaffairs.com/united-states/cia-spycraft-and-statecraft-william-burns>).
- Tucker Carlson, "Interview of Ron Paul", *The Tucker Carlson Encounter*, 19 March 2024 (<https://tuckercarlson.com/the-tucker-carlson-encounter-ron-paul/>).
- Tucker Carlson, "The National Security State & the Inversion of Democracy", interview of Mike Benz, Executive Director of Foundation for Freedom On-line (FFO), *Tucker Carlson Uncensored*, 16 February 2024 (<https://tuckercarlson.com/uncensored-the-national-security-state-the-inversion-of-democracy/>).
- Adam Entous and Michael Schwirtz, "The Spy War : How the C.I.A. Secretly Helps Ukraine Fight Putin", *The New York Times*, February 25, 2024 (<https://www.nytimes.com/2024/02/25/world/europe/cia-ukraine-intelligence-russia-war.html>).
- Seymour Hersh, "The Nord Stream Pipelines and the Perils of Containment" 6 February 2024 (<https://seymourhersh.substack.com/p/the-nord-stream-pipelines-and-the>).
- Seymour Hersh, "A Year of Lying about Nord Stream", 26 September 2023 (<https://seymourhersh.substack.com/p/a-year-of-lying-about-nord-stream>).
- Seymour Hersh: "It's All Lies. The War Is Over. Russia Has Won.", *The Gateway Pundit*, September 22, 2023 ([https://www.thegatewaypundit.com/2023/09/seymour-hersh-its-all-lies-war-is-russia/?utm\\_source=rss&utm\\_medium=rss&utm\\_campaign=seymour-hersh-its-all-lies-war-is-russia](https://www.thegatewaypundit.com/2023/09/seymour-hersh-its-all-lies-war-is-russia/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=seymour-hersh-its-all-lies-war-is-russia)).
- Seymour Hersh, "The Nord Stream Ghost Ship. The false details in the CIA's cover story", 5 April 2023 (<https://seymourhersh.substack.com/p/the-nord-stream-ghost-ship>).
- Seymour Hersh, "The Cover-Up", 22 March 2023 (<https://seymourhersh.substack.com/p/the-cover-up>).
- Seymour Hersh, "How America Took out The Nord Stream Pipeline", 8 February 2023 (<https://seymourhersh.substack.com/p/how-america-took-out-the-nord-stream>).
- Greg Miller and Isabelle Khushudyan, "Ukrainian spies with deep ties to CIA wage shadow war against Russia", *The Washington Post*, October 23, 2023 (<https://www.washingtonpost.com/world/2023/10/23/ukraine-cia-shadow-war-russia/>).
- Jack Murphy "The CIA is Using a European Nato Ally's Spy Service to Conduct a Covert Sabotage Campaign Inside Russia Under The Agency's Direction, According To Former U.S. Intelligence And Military Officials", December 24, 2022 (<https://archive.ph/J3KPF#selection-537.0-543.535>).
- Ron Paul, "CIA Admits Feeding Americans False Info About Ukraine", Ron Paul Institute, 11 April 2022 (<https://ronpaulinstitute.org/cia-admits-feeding-americans-false-info-about-ukraine/>).
- James Risen & Ken Klippenstein, "The CIA Thought Putin Would Quickly Conquer Ukraine. Why Did They Get It So Wrong ?", *The Intercept*, October 5, 2022. (<https://theintercept.com/2022/10/05/russia-ukraine-putin-cia/>).
- Thomas R. Searle, Christopher Marsh, and Brian Petit, "Ten Surprising Lessons for Special Operations Forces from the First 20 Months of Putin's Full-Scale Invasion of Ukraine", *Inter Populum : The Journal of Irregular Warfare and Special Operations*, Spring 2023, Vol. 1, No. 1, pp. 41-55 (<https://interpopulum.org/new-report-finds-distrust-in-capitalism-government-and-global-institutions/>).
- Takashi Seto, « Weaponized Disclosure of Intelligence in the Russia-Ukraine War. Disclosure Dilemma and Hidden Inheritances from post-2014 », *Commentary* n°224, National Institute for Defense Studies (Tokyo, Japan), 26 May 2022 (updated 31 october 2023). <https://www.nids.mod.go.jp/english/publication/commentary/pdf/commentary224e.pdf>
- Michael Shellenberger, Matt Taibbi & Alex Gutentag, "CIA Had Foreign Allies Spy on Trump Team, Triggering Russia Collusion Hoax, Sources Say", *Substack*, 13 February 2024 (<https://public.substack.com/p/cia-had-foreign-allies-spy-on-trump>).
- Peter van Buren, "CIA (Dis)Information Operations Come Home to the US", Ron Paul Institute, May 30, 2021 (<https://ronpaulinstitute.org/cia-disinformation-operations-come-home-to-the-us/>).



Centre Français de Recherche sur le Renseignement

12-14 Rond-Point des Champs Elysées  
75008 Paris – FRANCE  
Courriel : [info@cf2r.org](mailto:info@cf2r.org)  
Tel. 33 (1) 53 53 15 30

[www.cf2r.org](http://www.cf2r.org)

